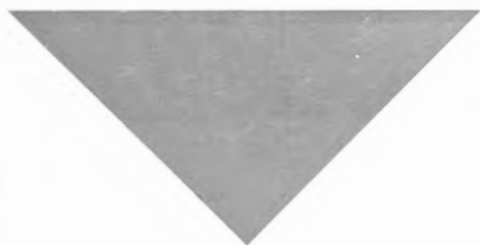


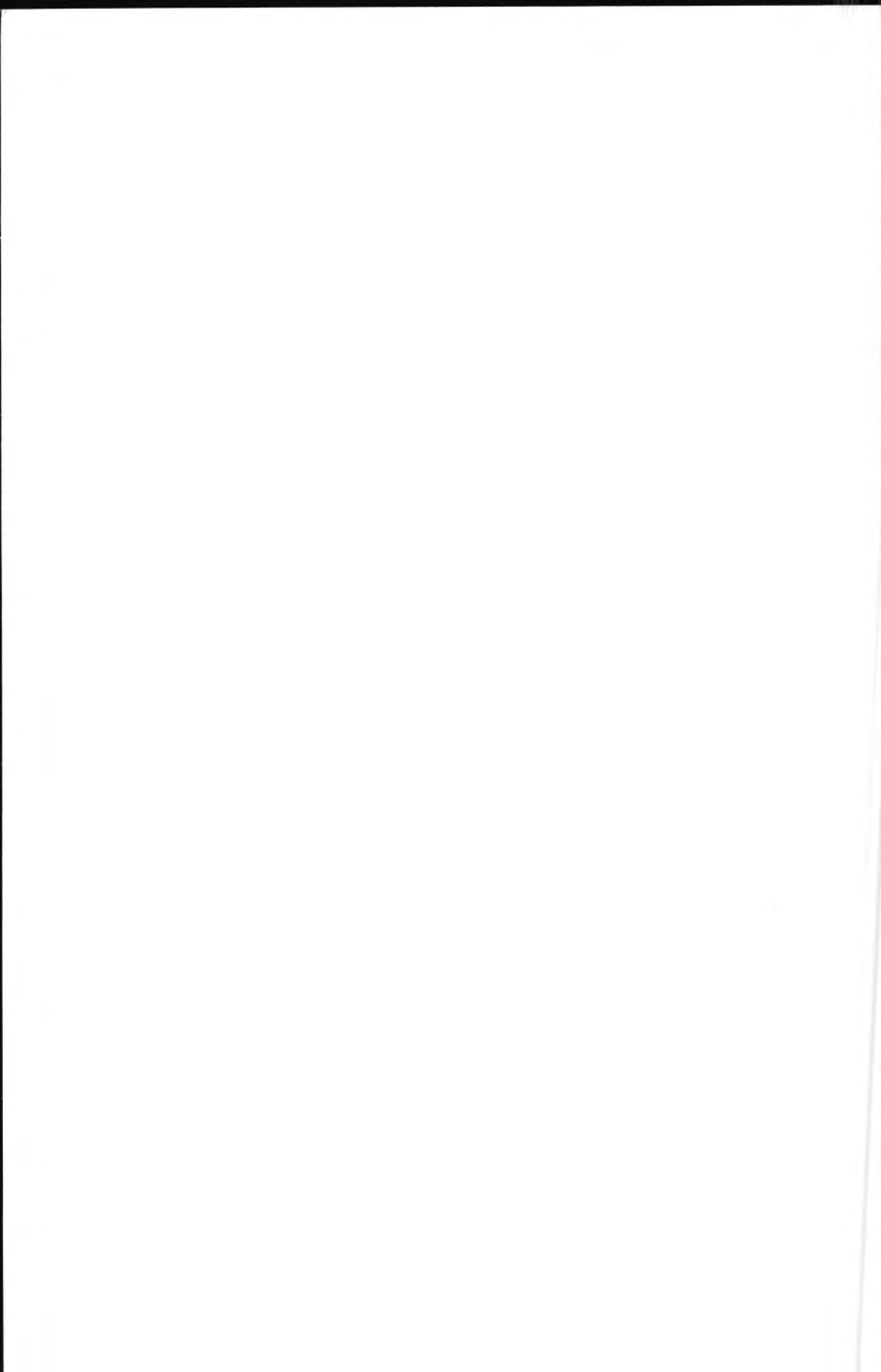
RES PUBLICA



1975/4

**Comment les Belges
voient leur système socio-politique**

**De kijk van een publieke opinie
op de Belgische maatschappij**



RES PUBLICA

REVUE DE L'INSTITUT BELGE DE SCIENCE POLITIQUE
TIJDSCHRIFT VAN HET BELGISCH INSTITUUT VOOR WETENSCHAP DER POLITIEK
REVIEW OF THE BELGIAN POLITICAL SCIENCE INSTITUTE

SOMMAIRE - INHOUD - CONTENTS

Comment les Belges
voient leur système socio-politique.
De kijk van een publieke opinie
op de Belgische maatschappij.

Introduction	453-456
Het publiek in de tribune : vormen van politieke informatie, door G. DIERICKX	457-470
L'axe gauche/droite, par A. FROGNIER	471-478
Vote, classe sociale et religion/pratique religieuse, par A. FROGNIER	479-490
La socialisation politique au sein des familles, par N. DELRUELLE	491-500
Problemen en oplossingen voor het aktuele beleid, door W. DEWACHTER	501-516
Het oppositioneel gedrag van de Belgische staats- burger, door E. DE GRAEVE-LISMONT	517-544
Beeld van de machtsstructuur in België, door W. DEWACHTER	545-562
L'opinion publique et les conflits de classes, par N. DELRUELLE	563-588
Quelques jugements portés par les Belges sur le présent et l'avenir de leur société, par S. BERNARD	589-618

VOLUME - BUNDEL XVII - 1975 - N. 4

**La revue RES PUBLICA est publiée
avec le concours du Ministère de l'Education nationale
Het tijdschrift RES PUBLICA wordt uitgegeven
met de medewerking van het Ministerie van Nationale Opvoeding**

Dépôt légal — Wettelijk depot : D/R.P. 1975/4/1173

Imprimé en Belgique — Gedrukt in België

Comment les Belges voient leur système socio-politique

De kijk van een publieke opinie op de Belgische maatschappij

★

Introduction

Les articles qui vont suivre constituent une première analyse des résultats de l'enquête AGLOP-GLOPO. Ces articles seront surtout descriptifs et doivent être plus conçus comme un « premier dépouillement commenté » que comme une première tentative d'explication théorique.

Dans cette introduction, on se contentera de préciser quelques aspects techniques de la recherche, ce qui permettra au lecteur de mieux saisir l'intérêt comme les limites de ce travail, et de mieux évaluer les premiers résultats qui s'ensuivent.

Il convient de rappeler tout d'abord que cette recherche a permis d'instaurer une collaboration interuniversitaire étroite. Elle s'est tout d'abord manifestée dans la composition du groupe de travail constitué par l'Institut belge de Science politique. Elle s'est ensuite concrétisée au niveau de l'exécution elle-même. En effet, les interviews ont été réalisées par l'Institut Universitaire de Sondages d'Opinion Publique (INUSOP, ULB) et le traitement, comme la conservation des données, ont été exécutés par les Archives Belges de Sciences Sociales (BASS, UCL).

L'enquête a été réalisée en mars-avril 1975. L'échantillon est celui qui est utilisé dans le système de « panel » de l'INUSOP. Un panel est un échantillon conservé pour un certain temps afin de pouvoir poser aux mêmes individus des questions échelonnées dans le temps. Ceci permet de représenter l'évolution des attitudes. Il est à souhaiter, d'ailleurs, que

certaines questions d'AGLOP-GLOPO pourront être répétées dans l'avenir.

Cet échantillon est stratifié par région. Il comprend 502 individus en Wallonie, 522 à Bruxelles et 497 en Flandre. Lorsqu'on traitera, dans les articles qui suivent, des résultats par région, ce sont donc sur ces trois sous-échantillons qu'ils portent. L'échantillon pour la Belgique comprend l'ensemble des individus, soit 1521, mais avec une pondération qui donne à chaque région son poids réel dans la population. Les résultats pour la Belgique sont donc valables pour la population belge comme telle.

L'échantillon est-il réellement représentatif ? Les variables d'« identification », portant sur des catégories sur lesquelles on possède des informations statistiques, offrent une correspondance tout à fait valable. On juge parfois de la représentativité d'un échantillon d'une enquête politique d'après la correspondance entre la variable du vote aux dernières élections législatives et les résultats officiels de ces élections. Dans l'enquête AGLOP-GLOPO, on trouve cependant un haut niveau de non-réponses à cette question (27 % pour la Belgique). C'est le cas de la plupart des enquêtes réalisées en Belgique, ce qui rend la correspondance avec les résultats réels difficile à établir. A cela s'ajoute que les répondants ont pu oublier leur vote aux élections législatives de 1974, ou se tromper dans leur souvenir. Il reste que si l'on prend la variable vote pour la Belgique et si l'on distribue, selon un critère purement hypothétique, les non-réponses à chaque parti dans une proportion égale à la proportion de ce parti dans l'échantillon, les différences pour le PSC/CVP, le PLP/PVV, le PSB/BSP, le FDF/RW et la VU vont de $\pm 2,5$ % à $\pm 2,5$ % par rapport au résultat réel des élections. Toutefois, au niveau régional, on observe des différences plus marquées apparaissant au niveau régional. Si l'on retient des écarts de plus de 5 % (toujours après répartition des non-réponses), on trouve, en Wallonie, une sur-représentation du PSB et une sous-représentation du RW ; à Bruxelles, une sous-représentation de la VU ; en Flandre, une sous-représentation du BSP.

Il se pose aussi un problème particulier pour Bruxelles. Comme on le sait, les élections législatives de 1974 ont vu apparaître un cartel FDF-PLDP. Il semblait cependant utile de pouvoir distinguer les électeurs d'origine libérale et les électeurs d'origine FDF, notamment pour comparer avec les autres régions. Comme d'autre part, il est apparu que les répondants eux-mêmes identifiaient mal le cartel, cette solution s'est avérée comme la seule possible. Le vote pour Bruxelles sera donc présenté avec les dénominations PLP/PVV et FDF séparées. Si l'on voulait étudier le cartel comme tel, il faudrait additionner les voix PLP (± 3 % pour la liste dont la dénomination était en 1974 « PLP ») et les voix

FDF. L'ensemble est par ailleurs sur-représenté sur l'échantillon. Il faut ajouter que, pour Bruxelles toujours, il était impossible d'individualiser le cas des partis traditionnels flamands, vu le faible nombre de leurs électeurs dans l'échantillon. On a donc associé les partis traditionnels francophones et flamands.

Un heureux hasard donne un moyen efficace de juger de la validité de l'échantillon. On trouve en effet des questions identiques dans l'enquête AGLOP-GLOPO et dans une enquête réalisée par la CEE pour son « Euro-Baromètre » (Euro-Baromètre, n° 3, Commission des Communautés Européennes, juin-juillet 1975). Exécutés par un autre institut de sondage (DIMARSO-INRA), à la même époque (mai 1975), les résultats sont très semblables. Par exemple, répondant à une question sur l'appartenance de la Belgique au Marché Commun, on trouve dans les deux sondages 57 % de répondants pour lesquels il s'agit d'« une bonne chose », 5 % pour lesquels il s'agit d'« une mauvaise chose » et dans le sondage AGLOP-GLOPO, 25 % pour qui il s'agit d'« une chose ni bonne ni mauvaise » tandis que dans le sondage CEE, ce nombre est de 21 %. D'autres questions montrent une aussi bonne correspondance. Cette comparaison permet de penser que l'échantillon de l'enquête AGLOP-GLOPO présente de bonnes garanties de représentativité pour le nombre d'individus qu'il contient.

Il faut signaler enfin que parmi l'ensemble des questions du questionnaire, les questions complexes ont été posées sur le mode de l'interview direct, les autres questions ayant fait l'objet de réponses par les répondants eux-mêmes après réception par la poste d'un questionnaire écrit.

Les Archives Belges de Sciences Sociales (BASS) ont réalisé la mise au point des fichiers et la vérification des données par des programmes d'ordinateurs spécialisés. Elles conservent les données sur bandes magnétiques afin qu'elles puissent faire l'objet d'une utilisation immédiate.





Het publiek in de tribune : vormen van politieke informatie

door Guido DIERICKX,

Assistent aan de UFSIA.



De enquête geeft een aanzienlijk aantal antwoord-weigeringen te zien. Dit kan de positieve resultaten van het onderzoek hypothekeren. De bedoeling van dit artikel is de structuur van de nul-antwoorden (weigeringen) en blanco-antwoorden (« weet niet ») enigermate te onderzoeken. Meestal worden deze gegevens als restcategorieën beschouwd die in de verdere ontleding van de resultaten verwaarloosd worden. Het is inderdaad mogelijk dat deze antwoorden meerzinnig zijn in vergelijking met degenen die onder andere categorieën gerangschikt worden. Nochtans is het denkbaar dat ook in deze nul- en blanco-antwoorden enige structuur te vinden is. Met name zouden zij een reactie kunnen uitdrukken op een aspect van het politieke spel dat door een vraag opgeroepen wordt. Zij zouden dus begrepen kunnen worden als een uiting van de mate waarin de respondent zich met dat stuk van de politiek kan of wil inlaten. Kortom, hier kunnen wij iets leren over de informatie waardoor het publiek verbonden is met het politiek bedrijf.

« Objectieve informatie ».

Het onderzoek had van meet af aan een reeks vragen gewijd aan de documentaire, objectieve kennis van politieke feiten, personen en situaties. Was de heer Leburton premier en de heer Houthuys voorzitter van het ACV? Was het FDF lid van de regeringscoalitie en Noorwegen lid van de EEG? Was het VBO vertegenwoordiger van het patronaat? Was een devaluatie voordelig voor de buitenlandse handel? Waren de pensioenen gekoppeld aan de index en de bijdragen van de hogere inkomens aan de sociale zekerheid beperkt door een plafond?

Op al deze vragen kon men een juist, een verkeerd of een blanco-antwoord kiezen.

Enkel de vragen over Leburton en over de pensioenen haalden een meerderheid van juiste antwoorden, resp. 79,8 % en 73,7 %. Al de andere vragen schommelden tussen 42,6 % voor « Noorwegen » en 30,5 % wat « devaluatie » betreft. Deze cijfers zouden verontrustend kunnen lijken indien zij een cumulatief effect zouden hebben voor een bepaald deel van de bevolking, indien sommigen alles en velen niets zouden weten. Dit is nauwelijks het geval. Een sommatie-index « *Feiten* », op basis van het aantal juiste antwoorden (1), levert een distributie met de bekende klokvorm op : 0,1 % heeft alles juist, 2 % heeft alles juist op één na, 7,1 % op twee na, en vervolgens 12,6 %, 17,3 %, 23,2 %, 15,8 %, 6,7 % en tenslotte 0,4 % zonder iets juist, bij 14,8 % nul-antwoorden.

Dit wijst er reeds op dat deze feitenkennis vrij breed en ten gevolge van zeer vele factoren over de bevolking uitgespreid ligt. Wanneer wij inderdaad de afzonderlijke vragen bekijken springt het in het oog dat de hoogste frekwenties voorkomen bij hen die door hun sociale positie het meest met het feit te maken hebben. Zo zijn de tewerkgestelden in de financiële sector het best op de hoogte van de betekenis van een devaluatie, de gepensioneerden en ouderen van de indexatie van de pensioenen, de kaders, de nederlandstaligen en de katholieken van de functie van de heer Houthuys.

Dat wil niet zeggen dat men geen ruimere factor zoals « algemene politieke ontwikkeling » kan onderkennen. Die zou kunnen verklaren waarom studenten vrij goed ingelicht zijn over verre en ietwat academische onderwerpen zoals « Noorwegen ». Algemene politieke ontwikkeling mag men ook iets meer aanwezig achten bij de tweetaligen, bij de hogere beroepen, bij de minderheid die zich openlijk niet-katholiek noemt. Op deze algemene trend komen we in de laatste paragraaf terug. De grotere contrasten komen evenwel slechts voor waar specifieke belangen in het beeld verschijnen. De vraag die de sterkste contrasten oproept is die over het VBO. De mannen halen hier een aanzienlijk hoger percentage dan de vrouwen (52,4 % tegen 35,6 %), de studenten en miliciens dan de huisvrouwen (61,4 % tegen 31,8 %), de kaders dan de landbouwers (89,2 % tegen 30,3 %), tewerkgestelden in de financiële sector dan die in buitenlandse industriële vestigingen (68 % tegen 29,5 %), niet-katholieken dan katholieken (51,3 % tegen 41,2 %). Maar elders zijn de contrasten veel minder steil en nadert de associatiecoëfficiënt « lambda » dicht tot nul.

(1) Beneden zullen de beste vijf categorieën samengetrokken worden om de vergelijking mogelijk te maken.

Overigens roept een index op basis van feitenkennis enkele bedenkingen op. Hij slaat vooreerst minder op « objectieve kennis » dan men zou menen. In onze analyse hebben wij « foutieve » en « blanco » antwoorden samen tegen « juiste » antwoorden gesteld. Nochtans valt het op dat sommige respondenten vaker een verkeerd antwoord riskeerden dan andere. Wie zich niet graag op glad ijs waagt krijgt een blanco en dus een score 0. Wie daarentegen een gok waagt heeft nog 50 % kans juist te zijn. Dit zou ten dele, soms volledig, kunnen verklaren waarom mannen doorlopend hogere scores halen dan vrouwen. Dat wil zeggen dat in de index, naast objectieve informatie ook lef en zelfzekerheid verrekend is, een « subjectief » gevoel van voldoende geïnformeerd te zijn. Daarmee wordt de waarde van de index nauwelijks verminderd omdat deze elementen, zo zij noodzakelijk zijn voor deelneming aan politieke communicatieprocessen, terecht als « informatie » kunnen gedefinieerd worden. De andere indexen zullen aan « subjectieve informatie » een ruimere plaats voorbehouden.

Bedenkelijker is het feit dat veel afhangt van de vragen die gesteld worden. Andere vragen dan de onze zouden wellicht andere scores geven. Hoe kan men nu uit het hele universum van politieke feiten en situaties de juiste vragen trekken om aan het Belgisch publiek voor te leggen? Wie een geldige index van « objectieve informatie » wenst, zal zich eerst over het probleem van de steekproeftrekking moeten buigen.

Tenslotte zal nog blijken dat deze index weinig verband houdt met andere vormen van informatie. Zij heeft dus haar eigen betekenis. Maar het feit dat de studenten-militairen en gepensioneerden beter presteren dan de beroepsbevolking, de ouderen rond 60 jaar beter dan de actieve bevolking rond 40 jaar, zou kunnen suggereren dat het verzamelen van deze documentaire kennis een spel is in de marge van de echte politiek.

Dimensies van « subjectieve informatie ».

In de vragenlijst kwam een reeks van 12 problemen voor die kenmerkend geacht kunnen worden voor de politieke bekommernissen van de laatste generaties. De steekproef zou dus theoretisch verantwoord mogen heten. Aan de respondent werd gevraagd er 3 uit te lichten die hem prioritair leken. Zodra hij dit gedaan had werd hem nog gevraagd of hij tevreden was over de regeringsbekommernis terzake en of hij daarover meer of minder tevreden was dan vroeger, laten we zeggen 5 jaar geleden. De indexen *regering I* en *regering II* zijn sommaties van het aantal maal dat de respondent blanco antwoordt (geen enkele maal = score 1, 3 maal = score 4) (2). Deze index is dus

afhankelijk van een filtervraag. Sommige problemen worden zichtbaarder met regeringsinterventie verbonden dan andere. Het is evenwel niet buitenissig te stellen dat hoge probleemgevoeligheid gepaard dient te gaan met belangstelling voor de regeringsprestaties ter zake, zo men althans wil participeren in de politieke communicatieprocessen.

Op gelijkaardige wijze kwamen de indexen *partij I* en *partij II* tot stand. De filtervraag was hier voor welke partij men onlangs (1974) gestemd had. Hoe goed verdedigde deze partij de belangen van de respondent en deed zij dit beter of slechter dan voorheen? Niet-blanco kreeg score 1, blanco score 2.

De index (sociale) *problemen* is gebaseerd op een reeks van 22 sociale tegenstellingen zoals jongeren-ouderen, gelovigen-ongelovigen, mannen vrouwen. Telkens werd gevraagd of de tegenstelling volgens de respondent meer of minder problematisch was geworden. Een andere lijst bevatte 30 politieke strijdpunten waarover de respondent stelling diende te nemen. Ook hier werd een sommatie-index opgesteld aan de hand van het aantal blanco's (3). De titel *kwesties* wil uitdrukken dat het hier om meer gepolitiseerde problemen gaat, waarbij reeds alternatieve stellingen kunnen ingenomen worden.

Een laatste sommatieindex werd gevormd uit de blanco's waar gevraagd werd de 10 nationale partijen te orden naar persoonlijke voorkeur. Een blanco betekende dat men de partij in kwestie te weinig kende om er zich een mening over te vormen. (*Index nat. pol.* : nationale politiek.)

Het antwoord op de vraag : « Ziet U steeds duidelijk de problemen waarvoor uw gemeente staat ? » werd als index van informatie over locale politiek overgenomen (*loc. pol.*). Tenslotte gold ook het antwoord op « Stemt U gewoonlijk op de kop van de lijst of kiest U een bepaald kandidaat » als uiting van een soort informatie ; men kan immers aannemen dat het kiezen voor een persoon in België een supplement aan onderscheidingsvermogen veronderstelt (*index kiesvorm*) (4).

Hoewel de vorm van de distributies enigszins afhankelijk is van de samentrekkingen die gebeurd zijn, geven wij hier het lijstje. Het eerste

(2) Nul-antwoorden worden niet in de indexen verrekend. Verderop zijn scores 3 en 4 samengetrokken.

(3) Om de unidimensionaliteit van deze index te controleren werden twee factoranalyses uitgevoerd. Wanneer rekening gehouden werd met de vijf-punt antwoordschalen traden verschillende factoren op. Wanneer men enkel met blanco's en niet blanco's rekening hield was de unidimensionaliteit bijna perfect, op één vreemde uitzondering na.

(4) Dit is eerder een nominale schaal, die niet voor de correlatieberekening beneden in aanmerking kwam.

cijfer is het procent dat in de beste categorie thuis hoort, het laatste is het procent van de nul-antwoorden. Voor *problemen* en *kwesties* geeft de eerste categorie het aantal respondenten met 0 tot 4 blanco's weer, de tweede met 5 tot 7, de derde met 8 tot 10, de vierde met 11 tot 13, de vijfde met 14 tot 19.

Regering I	80.7	4.0	0.2	1.6		13.5
Regering II	78.5	2.8	0.5	4.3		13.9
Partij I	73.0	3.9				23.1
Partij II	69.9	7.3				22.8
Problemen	71.3	6.6	1.6	0.8		19.8
Kwesties	41.4	18.6	4.6	0.4	0.3	35.1
Nationale politiek*	42.3	6.9	9.0	5.3		36.6
Locale politiek**	5.0	24.3	31.7	16.3	8.6	14.1
Kiesvorm***	27.6	30.5	18.9			23.0

* Bij nationale politiek stelt de tweede kolom 1 tot 3 blanco's voor, de derde 4 tot 6, de vierde 7 tot 10.

** Respektievelijk : zeer duidelijk, duidelijk (deze beiden zullen voortaan samengetrokken worden), weinig duidelijk, niet duidelijk, weet niet.

*** Respektievelijk : lijststem, naamstem, beiden.

In deze tabel valt op dat het aantal nul-antwoorden stijgt naarmate het aantal blanco's stijgt. En blijkbaar doet die dubbele tendens zich vooral voor op de indexen waar de informatie meer partijdige allures aanneemt : *partij I* en *II*, *kwesties*, *kiesvorm* (en *nat. pol.* ?). Meer respondenten schijnen te kunnen doordringen in andere vormen van informatie, *regering I* en *II*, *problemen*, *loc. pol.*, waar het veeleer gaat om maatschappelijke en ruim politieke perspectieven.

Deze globale en voorlopige indruk wordt bevestigd door de correlatieberekening tussen de indexen onderling. Het zal wel niet verwonderen dat *partij I* en *II* enerzijds, *regering I* en *II* anderzijds veruit de hoogste correlatie vertonen, resp. 0.50 en 0.40. Maar vooral kunnen we met enige goede wil twee groepen onderscheiden, de eerste rond *kwesties*, de andere rond *problemen*. Onderling vertonen zij een correlatiecoëfficiënt van 0.25. Maar *problemen* legt vooral de band met *regering I* en *II* (0.30), *kwesties* met *partij II* (0.29) en met *nat. pol.* (0.22). Overigens schijnen *nat. pol.* en *loc. pol.* min of meer het midden te houden tussen beide groepen want zij hebben niet verwaarloosbare correlaties met zowel *kwesties* als *problemen* (5). Daarentegen haalt *feiten* geen correlatie boven 0.16 (met *kwesties*).

Uiteraard zijn dit vrij bescheiden correlaties. De ware les uit deze cijfers moet wellicht zijn dat het hier om zeer verschillende vormen van politieke informatie gaat. Maar men mag ook bedenken dat de cijfers

(5) Voor *loc. pol.* : 0.18 met *nat. pol.*, 0.17 met *problemen*, 0.16 met *kwesties*. *Nat. pol.* : 0.15 met *problemen*.

om verschillende redenen waarschijnlijk slechts een conservatieve schatting zijn van het werkelijk verband. In dat perspectief dient de 0.50 tussen *partij I* en *partij II* als een zeer hoge correlatie beschouwd te worden.

Om de betekenis en inhoud van blanco- en nulantwoorden dichter op het spoor te komen werden onze indexen gekruist met vijf reeksen variabelen :

- 1° vormen van politiek optreden (var. 290 t/m 299),
- 2° optreden op lokaal niveau (var. 184 t/m 186),
- 3° sociale en politieke tevredenheid (var. 351, 396, 397, 348, 337, 338),
- 4° elementaire dimensies van sociopolitieke ideologie (var. 188 t/m 190, var. 357),
- 5° vormen van politieke communicatie (var. 259 t/m 266).

Meteen springt het in het oog dat de indexen rond *kwesties*, waarbij nu ook *kiesvorm* hoort, en de indexen rond *problemen* (*feiten, loc. pol.* en *nat. pol.* inbegrepen), tegengesteld en in blok op deze 5 reeksen variabelen reageren. Wanneer de eerste groep hoge associatiecoëfficiënten haalt blijft de tweede steevast dicht bij nul en omgekeerd.

Specifiek politieke informatie, d.i. verder doorgedreven meningsvorming, kan het best voorspeld worden aan de hand van gegevens over politiek optreden, (on-)tevredenheid en politieke communicatie. Wie al eens meer een politicus heeft aangesproken, klachten heeft geuit bij de administratie, deelgenomen heeft aan stakingen en manifestaties, zich gericht heeft tot organisaties of partijen, heeft vaker zijn zegje over politieke kwesties dan degene die dat nog nooit gedaan heeft. Hetzelfde geldt ook wat betreft de voorkeur voor een naamstem en de controle op de prestaties van de eigen partij (6).

De associatiecoëfficiënten zijn zelfs nog iets hoger wanneer men *partij I* en *II*, *kwesties* en *kiesvorm* in verband brengt met vormen van politieke communicatie, zoals het lezen van krantenartikels, het beluisteren of bekijken van politieke programma's, het discuten over politiek en het bijwonen van politieke vergaderingen. Meestal is de relatie zelfs eenduidig (« monotonisch ») : wie zich meer in het politieke gesprek pleegt te mengen, heeft ook meer informatie. Daarop zijn evenwel enkele pittige uitzonderingen. Niet de trouwste helpers van de partij zijn het best ingelicht over strijdpunten en partijprestaties ; vaker zijn het degenen die een vleugje terughoudendheid aan de dag leggen.

(6) Op dit laatste punt blijkt de voorspelbaarheid eerder in de andere richting te lopen : gegevens over partij I en II verhogen de voorspelbaarheid van de graad van politiek optreden.

Bij dit alles is het niet onze bedoeling aan te wijzen waar de informatie in de bevolking te vinden is. Voorlopig volstaat het op te merken dat *kwesties*, *partij I* en *II*, *kiesvorm*, de informatie is van de militant, die zich mengt in het debat, het politieke spel meespeelt en het konflikt niet schuwt. Wanneer wij dezelfde variabelen kruisen met *problemen*, *regering I* en *II*, enz., dan valt de voorspelbaarheid niet terug op nul, de verschillen blijven significant, maar het reliëf in de tabellen vervlakt aanzienlijk. En het gebeurt ook vaker dat optreden of communicatie samenvalt met minder informatie. Een beperkt maar sprekend voorbeeld vormen de weinige respondenten met veelvuldige ervaring van politiek geweld of stakingen: zij hebben minder feitenkennis, of minder kennis van de regeringsprestaties.

Wat wij de ruimere *beleidsinformatie* zouden willen noemen, nl. *problemen*, *regering I* en *II*, *feiten*, *loc. pol.*, *nat. pol.*, is vooral gevoelig voor opties en acties op terreinen die nog niet partijdig zijn opgesplitst en waar niet noodzakelijk van konflikten gewag dient gemaakt te worden. Zo is er bv. een sterk verband met actiebereidheid binnen de gemeente. De kruising tussen feitelijke ervaring op gemeentelijk niveau en regering I levert zelfs de hoogste lambda op (= 0.56) van al onze kruistabellen. Ter vergelijking laten wij ook de analoge tabellen van *partij I*, *kwesties* en *problemen* volgen (7).

	Regering I				Partij I		
	1	2	3	0	1	2	0
1	95.0	0.7	0.0	4.2	67.7	0.0	32.3
2	95.1	3.1	0.6	1.2	75.7	1.5	22.7
3	91.6	5.3	1.8	1.3	71.8	4.0	24.2
4	84.1	2.6	10.8	2.6	66.4	7.6	26.0
0	10.6	0.6	0.8	88.0	78.3	5.9	15.8

	Problemen				Kwesties			
	1	2	3	0	1	2	3	0
1	83.1	0.0	0.0	16.9	44.5	7.0	0.7	47.8
2	90.3	4.9	1.3	3.5	47.2	17.5	2.7	32.6
3	80.7	8.6	1.9	8.9	38.2	18.2	5.7	37.9
4	59.7	5.6	23.5	11.1	31.4	26.0	7.1	35.4
0	6.9	1.6	0.0	91.5	51.1	18.9	7.5	22.6

(7) De rijen stellen voor: 1 = reeds vaak iets gedaan om een beslissing in de gemeente te beïnvloeden, 2 = soms, 3 = neen, 4 = weet niet, 0 = geen antwoord.

In deze tabellen kan de hoge graad van overlapping van de nul-antwoorden opgemerkt worden telkens wanneer de associatiecoëfficiënt aanzienlijk stijgt. Dit lijkt wel een algemene regel te zijn. Dit fenomeen doet zich bijzonder uitgesproken voor waar *regering* I en II en *problemen* gekruist worden met de schalen die de positie op de drie grote ideologische assen weergeven (8). De nul-antwoorden op de schaal confessionalisme-anticlericalisme zijn voor 89,1 % ook nul-antwoorden op *regering* I en II, voor 91,9 % op *problemen*, 89,6 % op *feiten*, 91,6 % op *loc. pol.*, 94,6 % op *nat. pol.* Daarentegen geeft slechts 17 % een nul-antwoord op *partij* I, 14,2 % op *partij* II, 23,9 % op *kwesties*, 14,8 % op *kiesvorm*.

Het lijkt alsof beide reeksen vragen dezelfde gevoeligheid raken : de terughoudendheid bij het uiten van een ideologische stelling gaat samen met die t.o.v. een uitspraak over brede sociale problemen. Dit belet deze respondenten evenwel niet zich volop in de welomschreven politieke arena te mengen en bv. op *kwesties* vaker dan het gemiddelde de beste score te halen. Anderzijds gaat een reserve t.o.v. specifiek politieke informatie samen met nul-antwoorden op vragen naar politiek optreden, communicatie en tevredenheid.

De sociale spreiding van politieke en beleidsinformatie.

Waar kan men nu deze vormen van informatie terugvinden bij de bevolking, althans wanneer men die bevolking beschouwt langs enige grove kenmerken : geslacht, leeftijd, taal, partij, kerkelijkheid, scholing, inkomen, klasse en beroep? Men kan er niet omheen dat de kruistabellen met deze onafhankelijke variabelen lagere associaties vertonen dan waaraan wij boven gewend geraakt waren. Wij zullen ons daarom beperken tot de meest treffende contrasten. Laten we nog opmerken dat we vooralsnog geen uitspraak kunnen doen over de oorzakelijke werking van de opgemerkte factoren. Ten hoogste kan er sprake zijn van gissingen.

Alleen het onderscheid tussen *mannen en vrouwen* brengt een verschil teweeg dat zich handhaaft in alle indexen, met uitzondering van *regering* I en II. Bij *problemen* en *partij* I is het onderscheid iets zwakker. Dit zou bevestigen dat vrouwen minder doordringen in de specifiek politieke sfeer. Uit een andere tabel blijkt dit vooral het geval te zijn voor thuisblijvende vrouwen die de aanloop missen van het beroeps-

(8) De klassieke links-rechts schaal brengt enkel reactie teweeg op *kwesties* en *kiesvorm* ! Overigens was het procent blanco's op deze schaal bijzonder hoog.

leven om met de politiek vertrouwd te geraken. Overigens scoren juist deze vrouwen beter dan de beroepsbevolking op *regering* I en II en *partij* I en scoren zijn nauwelijks minder hoog op *partij* II, *problemen*, *loc. pol.*

De verschillen tussen *frans- en nederlandssprekenden* zijn daarentegen wisselend, gering en waarschijnlijk zeer kwetsbaar voor niet-linguïstische controlevariabelen. De franstaligen zijn iets beter op *regering* I en II en *nat. pol.*; de nederlandstaligen op *partij* I en II en *loc. pol.*; de tweetaligen waar men een hogere intellectualiteit zou mogen veronderstellen: op *kwesties* (dit vooral), *kiesvorm*, *problemen*, *feiten*. Overigens zijn de verschillen tussen de Vlaamse provincies en tussen de Waalse provincies onderling groter dan tussen Vlaams en Waals landsgedeelte (9).

Op deze wisselvalligheid binnen Vlaams en Waals landsgedeelte vinden wij één merkwaardige uitzondering: de naamstem (*kiesvorm*) is bij nederlandssprekenden (en tweetaligen) veel meer verspreid dan bij fransstaligen. Het verschil blijft zelfs merkbaar binnen de partijen: de taalvleugels van een partij verschillen onderling sterker dan met hun tegenstanders in hetzelfde taalgebied. Wanneer wij het kiesgedrag in 1974 als indicator van partijvoorkeur nemen dan blijkt dat 58,9 % van de VU op naam stemt; en verder: PVV 48 %, CVP 46,7 %, FDF 40,3 %, BSP 35,5 %, PLP 32,8 %, PSC 30,6 %, RW 29,8 %, KP 19,1 %, PSB 18 %. Op dit punt vinden wij dan toch een fundamenteel verschil tussen Vlaamse en Waalse politieke cultuur.

De trend naar het stemmen op naam lijkt overigens het enige generatiefenomeen te zijn dat uit de kruistabellen met *leeftijd* naar voor komt. Nog enkel vanaf 50 jaar zijn er meer lijststemmers. De andere verschillen horen waarschijnlijk eerder bij de levenscyclus. De oudsten boven 70 jaar vallen aanzienlijk terug op *kwesties*, waar de informatie dient te slaan op een wisselende, en daarom ook ondoorzichtige, actualiteit. Hun verzwakking is reeds minder merkbaar op *loc. pol.* en *nat. pol.* terwijl zij op *partij* I en II en zeker op *problemen* hun zelfzekerheid bewaren. De jongsten onder 30 jaar daarentegen hebben zich vaak nog geen partijloyauteit verworven: daarmee stemt hun lage score op *partij* I overeen. Hun lage score op *regering* II en *partij* II zal wel voortvloeien uit het ontbreken van een eigen politiek « verleden ». Wel mogen wij bij de jongeren enkele hoge scores noteren die waarschijnlijk

(9) Het is moeilijk deze ecologische gegevens naar waarde te schatten: waarom Namen zo vaak laag scoort (en Luxemburg zo vaak hoog) laat ons voorlopig perplex. Wel kunnen we noteren dat bv. Luik vrij constant hoog scoort waar bv. Antwerpen zeer ongelijk presteert.

door een levendige nieuwsgierigheid en betere scholing kunnen uitgelegd worden : op *feiten* (wat zij gemeen hebben met de gepensioneerden!), *regering I*, *problemen*. In het algemeen is men evenwel het best geïnformeerd gedurende de meest actieve jaren : van 40 tot 50 jaar legt men zich meer toe op *problemen* en *kwesties*, tussen 60 en 70 jaar meer op *regering I* en *II* en *partij II*. Dit laatste zou een cliëntele-houding t.a.v. de overheid kunnen verraden.

De invloed van de *scholing* is niet verrassend : de scores stijgen monotonisch met het peil van het eindexamen. Alleen moet het wel vreemd klinken dat het voortgezet Technisch Onderwijs, mede door een opvallend aantal nul-antwoorden, steeds lager scoort dan de humaniora, en soms zelfs lager dan de minst geschoolden, nl. op *nat. pol.* De minst geschoolden presteren daarentegen verbazend goed op *regering II* en op *partij I* en *II*. Wellicht heeft dit ook iets te maken met de leeftijd van die groep. Maar het bewijst toch weer dat *regering* en *partij* de minst hermetische informatie raken. *Kwesties* bevindt zich aan het meest hermetische uiteinde : de minst geschoolde categorie haalt hier voor 30 % de hoogste graad, de universitaire voor 60 %. Voor *feiten* gaat deze reikwijdte slechts van 36 % tot 49,6 %.

De graad van *kerkbezoek op zondag* (10) vertoont van alle identificatiegegevens die wij hier behandelen de hoogste associatie met onze indexen, in het bijzonder met de specifiek politieke informatie. De reden hiervoor is een reeds besproken fenomeen, nl. de overlapping van de nul-antwoorden. Maar men zal zich herinneren dat boven de overlapping voorkwam o.a. tussen confessioneel-anticlericale stelling en *problemen*, terwijl zij hier voorkomt met *kwesties*, *partij* en *kiesvorm*. Ook dit gegeven zet ons ertoe aan twee niveau's van gevoeligheid te postuleren (11).

Wanneer men dit fenomeen wegcijfert blijft er nog over dat de onkerkelijke katholieken het hoogst scoren op *regering*, *problemen*, *feiten* en laag op *partij* en *kiesvorm*. De meest kerkelijke katholieken komen daarentegen sterk voor de dag op *partij I* en *II*, *loc. pol.*, *nat. pol.* en *kiesvorm* en iets zwakker op *kwesties*. Op deze laatste index bereiken de niet-katholieken hun meest opvallende prestatie terwijl zij eerder zwak uitvallen op *kiesvorm* en *problemen*. Kortom, men zou gaan vermoeden dat de onkerkelijke katholieken zich het meest aan de periferie van de eigenlijke politiek ophouden.

Het electoraat van de KP mag veruit het meest gepolitiseerd heten : het volgt nauwlettend zijn eigen partij (*partij I* en *II*), laat een voorsprong

(10) De eenvoudige zelfindeling in katholiek (practiserend, niet practiserend) en niet-katholiek geeft minder belangwekkende contrasten.

(11) Dezelfde overlapping doet zich voor met vragen over electoraal gedrag.

noteren op *kwesties* en is ook nog sterk op *nat. pol.* en *loc. pol.* Daar staat tegenover een geringere belangstelling voor *regering* I en II, voor *problemen*, voor *feiten*. En uiteraard hoort de naamstem niet tot de traditie van de partij.

De grotere partijen vertonen een minder scherp profiel. De CVP en PSC schijnen, zoals de kerkelijken boven, nog te laboreren onder een traditionele afkeer van het politieke konflikt: hun enige lage score komt voor op *kwesties*. Daarentegen voelt vooral de PSC zich bepaald zeker van zijn stuk op *loc. pol.* De BSP lijkt wel op alle punten bepaald zwakker dan de PSB. Alleen qua *kwesties* en *feiten* is er nauwelijks een verschil. Maar op *regering* I en II, *problemen*, *loc. pol.*, *nat. pol.* daalt de BSP tot het comparatieve minimum of blijft er nog net boven.

RW en FDF hebben een vrij alert publiek dat vaak gelijklopende en hoge cijfers haalt, o.a. voor *regering* I en II, *feiten*, *kwesties* en *nat. pol.* Dit laatste is niet zo vreemd omdat hun partij wel voor vele anderen maar niet voor henzelf onbekend is.

In het algemeen stijgt de informatie met het *gezinsinkomen*. Maar enkel bij *kwesties* en *kiesvorm* volgt deze stijging een ononderbroken lijn. Hier zijn de verschillen dan ook het aanzienlijkst: van 19,3 % voor de inkomens onder de 8.000 fr. tot 56,4 % voor die boven 50.000 fr. op de index *kwesties*. Elders gaat de algemene trend meer op en neer; bij *regering* I en II ontdekt men zelfs een globale daling. Ook in *problemen* en *feiten* wordt het lastig de algemene tendens te ontwaren.

Men zou nu kunnen zeggen dat de rijken zich oordeelkundig beperken tot informatie die meer de kern van de politieke zaak raakt. Maar men mag niet verwaarlozen dat de score van de rijken meer door weigeringen dan door onwetendheid wordt laag gehouden, o.a. op *regering* I en II. Overigens schijnt er een systeem in hun nul-antwoorden te steken: de nul-antwoorden stijgen met het inkomen bij *problemen* en dalen bij *kwesties*.

Met al deze eigenaardigheden lijkt de invloed van inkomen sterk op die van « *klasse* » (12). Ook hier haalt de hogere categorie vaker de hoogste score op *kwesties* en *kiesvorm*. Daarbij komt nu bovendien de hoogste score op *nat. pol.* Op deze indexen zijn de verschillen ook het duidelijkst. Zo de hogere klasse elders achterblijft bij de middenklasse is dat meer aan nul-antwoorden dan aan onwetendheid te wijten.

Bij de vergelijking tussen de beroepen blijkt *kwesties* alweer de sterkste contrasten te vertonen. De groep van de landbouwers haalt 22,6 % in

(12) Dat is « subjectieve » klasse, namelijk op basis van zelfindeling.

de beste categorie, dan volgen in stijgende orde de ongeschoolde arbeiders en kleine middenstanders (handelaars, ambachtslui), de geschoolde arbeiders, de bedienden uit de private en de publieke sector, de vrije beroepen. De kaders uit de private sector, de ambtenaren en leerkrachten halen het gunstigste percentage : resp. 67,8 % en 68,9 %.

Dit zou men als basistendens kunnen beschouwen. Men vindt ongeveer dezelfde volgorde bij *kiesvorm* maar hier blijken de middenstanders hun keuze meer te « personaliseren » dan de bedienden, en de landbouwers zelfs meer dan de vrije beroepen. Ook elders zullen de landbouwers vaak zeer goede cijfers halen. Maar op de andere indexen kan men ook gemakkelijker de werking van afzonderlijke factoren vermoeden. Dat de middenstanders en landbouwers boven de rest uitsteken op *regering* I en II houdt misschien verband met hun sociale positie : zij zijn minder georganiseerd en/of meer rechtstreeks gevoelig voor de regeringspolitiek en minder verwickeld in een directe concurrentie met andere groepen. Meer dan anderen vormen zij het cliënteel van de regering. Het is evenmin verwonderlijk dat de boeren bijna even goed in hun partij geïntegreerd zijn als de kaders en samen met de onafhankelijken het meeste inzicht verklaren te hebben in de noden van het lokaal beheer. Dat alles heeft zijn weerslag op *partij* I en II, en *loc. pol.*

Zoals de ongeschoolde arbeiders scoren de middenstanders hoog op *problemen* en laag op *kwesties*. Dit zou nogmaals het onderscheid tussen sociale diagnose en politieke stellingname kunnen illustreren. Het is opmerkelijk dat het wel meer gebeurt dat de ongeschoolde arbeiders beter voor de dag komen dan hun geschoolde collega's. Overigens scoren de middenstanders ook laag op *feiten* en *nat. pol.* Blijkbaar zijn zij het meest gehinderd om de wisselende fasen van het politieke spel te volgen. Ook in de politiek zijn zij de « kleine man », meer nog dan de arbeiders.

Andere afzonderlijke factoren kunnen we gissen achter het feit dat de tewerkgestelden in de financiële sector (banken, verzekeringen, enz.) het best op de hoogte zijn van de regeringsprestaties. En wat moeten we afleiden uit het feit dat leerkrachten verbaasd spaarzaam zijn met uitspraken over de regering en de nationale partijen ? Het is alsof de neutraliteitsverplichting hen ook bij het antwoorden op enquêtes enige terughoudendheid oplegt.

Besluit.

Dit artikel is vooreerst een poging om de gegevens uit de restcategorieën te recupereren. Wat betekenen blanco- en nul-antwoorden ? Kan

men hun inhoud nader definiëren? Deze vragen hebben hun belang, niet in het minst omdat zij de halfduistere ring vormen rond de « normale » gegevens van de « normale » respondenten. Hoever reiken immers de « normale » gegevens in vergelijking met de restcategorieën?

De verdere opdracht zal erin bestaan de inhoud van de indexen, die *a posteriori* tot stand gekomen zijn, nauwer te omschrijven. Tevens zal men natuurlijk de oorzakelijke van de andere factoren dienen te onderscheiden.

Vooralsnog mogen wij toch reeds stellen dat er empirische argumenten zijn voor de volgende hypothesen :

1. Een index van objectieve informatie, zelfs zo die verantwoord kan worden, geeft niet alle vormen van sociopolitieke informatie weer.
2. Subjectieve indexen vallen uiteen in twee soorten : beleidsinformatie en specifiek politieke informatie.
3. Van alle indexen lijkt die over politieke kwesties de meeste discriminerende kracht te bezitten.
4. De indexen vertonen een tendens om elkaar te compenseren, m.a.w. de respondenten schijnen elk een manier te kiezen om met de publieke zaak in het reine te komen. Wanneer men zich zorgen maakt over het « gebrek aan informatie » dient men eerst uit te maken welke vormen van informatie men belangrijk acht en welke niet, welke drempel bereikt hoort te worden en welke niet.

Summary : Dimensions of political ignorance.

This contribution should be seen as an attempt to retrieve information from restcategories, such as « does not know » and « no answer ». From these, and from other data as well, we constructed 10, mostly summing, indexes of political ignorance. Among them is an index of objective ignorance, that is about political events, persons and situations. The others aim at more subjective dimensions. Does the respondent feel informed about the political process : about government and party performance, partisan congeniality, modalities of voting, local politics social problems, political issues ?

There seems to be some evidence in favor of the following hypotheses.

1. *The indexes tend to compensate each other : respondents who score low on one index, do not necessarily score low on the next one.*

2. *It is difficult to ascertain the validity of an index of objective ignorance. Moreover it does by no means express all the (relevant) dimensions of political information.*

3. *Among indexes of subjective ignorance one should distinguish between « policy » and « political » information ; the latter seems to refer to a situation where strictly political rules of the game, a.o. those of political conflict, prevail.*

4. *Of all indexes the « political issues » index showed the most discriminating power, as well as the most expected associations.*



L'axe gauche/droite

par André-Paul FROGNIER,

Chargé de Cours, Université Catholique de Louvain.



Dans la vie politique en Europe occidentale, la référence à un axe gauche/droite est constante, même si son actualité est parfois mise en cause au nom d'une hypothétique « fin » des idéologies. Les notions de gauche et de droite sont invoquées à la fois au plan des élites et de la masse. Il est difficile de préciser leur signification. Elles ont, sans aucun doute, un mélange de contenus fixes et de contenus variables. Leur *fonction* est plus claire que leur signification, du moins au niveau de la masse. Elle consiste surtout dans la capacité d'organiser le champ politique de façon simple, d'y situer les partis, les groupes et les hommes politiques, et de rendre plus aisée l'interprétation des actions et des décisions politiques. Elle permet surtout de rendre plus simple le vote, particulièrement dans un régime multipartiste. L'axe gauche/droite offre en effet un système simple permettant aux électeurs de comparer leur position à celle des partis et de voter alors pour les partis qu'ils estiment le plus proche d'eux. Sa fonction se rapproche donc de celle d'un « code ». Il est évident, enfin, que s'il s'agit d'une des dimensions importantes de la vie politique, elle n'en est pas la seule et que des sociétés peuvent connaître — comme la Belgique — plusieurs axes différents autour desquels s'organise l'activité politique.

Cet article a pour but de procéder à une première reconnaissance de l'axe gauche/droite en Belgique. Il sera donc essentiellement descriptif. On indiquera tout d'abord comment les positions sur cet axe ont été repérées dans le questionnaire. En second lieu, on situera sur cet axe les endroits où se placent l'ensemble des citoyens, ainsi que ceux où ils placent l'ensemble des partis. Enfin, on tentera une première et rapide incursion dans la signification que peut recouvrir l'axe gauche/droite en examinant ses relations avec une attitude politique très générale concernant le degré de satisfaction des répondants par rapport « à la vie en Belgique ».

1. L'opérationnalisation de l'axe gauche-droite.

Dans le questionnaire, la reconnaissance des positions individuelles sur l'axe gauche/droite a été effectuée par la question suivante :

357. Dans le domaine politique, vous savez qu'on parle de gauche et de droite. Voici une échelle. Où vous situez-vous vous-même ?

Le répondant doit alors se situer sur une échelle à 10 cases où il choisit une case. A gauche de l'échelle figure le mot « gauche » et à droite le mot « droite ». Le résultat est codé par un nombre de 1 à 10.

Quant à la reconnaissance des positions des partis telle que la perçoivent les répondants, elle a été réalisée de la même manière, avec la même échelle, où chaque répondant doit situer chaque parti. La question est la suivante :

359. Où placez-vous les partis politiques belges sur l'échelle gauche-droite ?

a) le PSC,

b) le CVP,

c) —

Cette manière de poser ces questions offre aux répondants une vision graphique de l'axe gauche/droite et lui permet de nuancer sa position puisqu'il possède 10 possibilités de réponses. D'autre part, il n'y a pas une catégorie centrale, mais deux (cases 5 et 6), ce qui force ceux qui voudraient se situer au centre de choisir entre un centre plus à gauche et un centre plus à droite. Cette présentation permet aussi d'éviter de dénommer les catégories extrêmes (qu'elles soient à gauche ou à droite), ce qui pourrait gêner des répondants.

On ne veut pas préjuger ici du sens des regroupements que l'on peut effectuer sur cette échelle. On utilisera deux types de regroupement. Tout d'abord, on utilisera un regroupement en extrême-gauche (1 et 2), gauche (3 et 4), centre (5 et 6), droite (7 et 8) et extrême-droite (9 et 10). On emploiera aussi un regroupement gauche (1 à 5) et droite (6 à 10). D'autres regroupements sont certes encore possibles comme gauche (1 et 2), centre-gauche (3 et 4), centre (5 et 6), centre-droite (7 et 8), droite (9 et 10). La recherche d'un regroupement s'accordant à une conception réelle de l'axe gauche/droite supposerait une étude en soi, qui ne sera pas entreprise ici.

2. Localisation sur l'axe gauche-droite.

2.1. Localisation personnelle des répondants.

Où se situent les citoyens sur l'axe gauche/droite ? Le tableau I offre la réponse pour chacune des 3 régions et pour la Belgique.

TABLEAU I

	E-G (1-2)	G (3-4)	C (5-6)	D (7-8)	E-D (9-10)	\bar{x}^*	N**
Wallonie	16 %***	32	31	15	7	4,73	(288)
Bruxelles****	9	20	36	28	7	5,53	(325)
Flandre	2	14	30	36	18	6,61	(247)
Belgique	8	21	31	28	13	5,81	

* Les moyennes sont calculées sur les scores de 1 à 10, dans ce tableau comme dans les suivants. Il s'agit donc de moyennes pondérées, chaque score étant pondéré par le nombre de répondants qui l'indiquent.

** Le total pour la Belgique n'est pas indiqué. Les résultats pour la Belgique résultent, en effet, d'une pondération effectuée sur les trois régions, laquelle rend ce total sans signification.

*** Les pourcentages sont calculés sur le total N de chaque ligne. Ils ont été arrondis au nombre entier le plus proche, ce qui peut entraîner que le total diffère de 100.

**** Il s'agit des 19 communes.

Il faut signaler que relativement peu de citoyens sont capables (ou acceptent) de se situer sur l'échelle. On en dénombre 57 % en Wallonie, 62 % à Bruxelles, 50 % en Flandre et, au total, 54 % en Belgique. En France, en Allemagne et en Italie, 75 % à 80 % du corps électoral sont capables de se situer sur l'axe. En Suisse cependant ce nombre est réduit à 58 % (1).

Les résultats moyens se situent entre 4,73 et 6,61 (2). Si l'on considère que le centre comprend les scores de 4 à 6, les scores de 4 à 5 pouvant être appelés ceux du centre-gauche et ceux de 5 à 6 du centre-droite, on constate que la Wallonie se situe au centre-gauche, Bruxelles au centre-droit et la Flandre à droite. La Belgique se place au centre-droit.

L'affirmation souvent entendue selon laquelle la majorité des citoyens se situerait au centre-gauche n'est donc vérifiée que dans le cas de

(1) R. INGELHART et D. SIDJANSKI, « Electeurs et Dimension Gauche-Droite », dans D. SIDJANSKI, C. ROIG, H. KERR, R. INGELHART et R. NICOLA, *Les Suisses et la Politique*, Herbert Lang, Berne,, Peter Lang, Francfort/M., 1975.

(2) Pour situer les moyennes sur l'axe, il faut savoir où placer les décimales des scores moyens. Dans l'échelle, il est logique de considérer que la case 1 comprend l'écart de 0 à 1 ; la case 2, de 1 à 2, etc... ; la case 10, comprenant ceux de 9 à 10. Les cases du centre recouvrent donc respectivement, pour la case 5, les scores de 4 à 5, pour la case 6, ceux de 5 à 6.

la Wallonie. Quel que soit le mode de dénomination utilisé pour les cases de l'échelle, on ne peut prétendre que Bruxelles, la Flandre et la Belgique dans son ensemble se situe en moyenne ailleurs que dans la droite de l'échelle (si l'on ne retenait, pour l'ensemble de la gauche, que les cases de 1 à 5, et, pour l'ensemble de la droite, les cases de 6 à 10, on trouverait, pour l'ensemble de la gauche les chiffres de 65 % en Wallonie, 48 % à Bruxelles, 31 % en Flandre et 46 % en Belgique. L'ensemble de la droite aurait donc respectivement 34 %, 52 %, 68 % et 55 %).

TABLEAU II

	E-G (1-2)	G (3-4)	C (5-6)	D (7-8)	E-D (9-10)	\bar{x}	N
Wallonie							
PSC	2 %*	10	34	39	15	6,61	(59)
PLP	8	8	52	16	16	5,84	(25)
PSB	24	53	16	4	3	3,58	(123)
RW	3	28	48	10	10	5,41	(29)
Bruxelles							
PSC/CVP	0	3	31	48	10	7,00	(58)
PLP/PVV**	0	6	42	42	8	6,60	(48)
PSB/BSP	25	51	23	2	0	3,28	(53)
DFD	7	21	38	28	5	5,51	(107)
Flandre							
CVP	0	7	20	49	23	7,39	(98)
PVV	0	9	26	35	30	7,09	(23)
BSP	8	36	40	4	12	4,84	(25)
VU	0	10	35	43	12	6,80	(49)

* Les % sont calculés sur le total N de chaque ligne. Ils ont été arrondis comme dans le tableau I.

** Sur le problème posé par le cartel DFD-PLDP, cf Introduction.

Il est intéressant de distinguer dans l'échantillon les électorats des différents partis. Où ces électorats se situent-ils sur l'axe gauche/droite ? Le tableau II montre la situation.

Le tableau II illustre bien, dans les moyennes, le glissement vers la droite qui se réalise en passant de la Wallonie à Bruxelles et de Bruxelles à la Flandre. La seule exception est celle du PSB qui paraît se situer très légèrement plus à gauche à Bruxelles qu'en Wallonie, ce qui peut étonner. L'examen des répartitions par catégorie permet de se rendre compte cependant que cette différence est due surtout au pourcentage de centristes plus important à Bruxelles qu'en Wallonie, ce qui influence la moyenne pondérée.

En examinant le tableau parti par parti, on peut procéder à quelques constatations intéressantes. L'étalement des électorats sur l'axe suit, dans chaque région, le même ordre. L'électorat le plus à droite est celui du

PSC/CVP, suivi du PLP/PVV, de celui des partis communautaires et enfin de celui du PSB/BSP. L'électorat social-chrétien se situe notamment plus à droite que l'électorat libéral, dans les trois régions, sur toutes les catégories de l'axe, avec la seule exception de l'extrême-droite en Wallonie et surtout en Flandre où le PVV semble y trouver une frange importante de son électorat (30 %).

On remarque également que parmi l'électorat des partis communautaires, c'est celui du RW qui apparaît le plus à gauche, très proche cependant de celui du FDF, l'électorat de la VU se démarquant plus nettement vers la droite. L'électorat de ces partis contient un fort contingent de centristes, ce qui ne signifie pas nécessairement, et pour tous, une « neutralité » par rapport aux problèmes politiques, mais que leur intérêt peut être centré sur d'autres dimensions de la vie politique, comme celle du clivage des attitudes pro-unitaires et pro-fédéralistes, clivage qui pourrait être « perpendiculaire » à l'axe gauche/droite (3).

2.2. Localisation des partis par les répondants.

Comment les citoyens perçoivent-ils la *position des partis* sur l'axe gauche/droite ? C'est grâce à la question 359 (ci-dessus) qu'on peut

TABLEAU III

	Localisation moyenne par l'ensemble des répondants				Localisation moyenne par les électeurs de chaque parti			
	Wallonie	Bruxelles	Flandre	Belgique	Wallonie	Bruxelles	Flandre	Belgique
PSC	7,81	7,67	7,16	7,45	7,68	7,55*		7,76
CVP	8,08	7,83	7,88	7,93		*	8,18	8,20
PLP	7,04	7,23	6,51	6,78	6,97	7,14		6,78
PVV	7,09	7,07	6,68	6,85			7,47	7,46
PSB	2,97	3,43	3,55	3,33	2,76	3,71		2,85
BSP	3,07	3,41	3,81	3,52			4,42	4,33
FDF	5,51	6,02	5,25	5,45		6,19		6,22
RW	5,31	5,24	5,03	5,15	5,26			5,25
VU	5,68	5,73	6,30	6,03			6,76	6,75
PC	1,71	1,68	2,09	1,91				2,41

* Les partis — ou ailes de partis — flamands ne sont pas présentés vu le nombre trop faible de répondants dans l'échantillon.

apporter une réponse. Le tableau III renseigne sur la localisation des partis, par l'ensemble des répondants de chaque région, ainsi que par les électeurs des partis en cause.

(3) Ce problème sera approfondi lors d'études ultérieures. Sur des éléments dans ce sens, cf A.P. FROGNIER, V. McHALE et D. PARANZINO, *Votes, clivages socio-politiques et développement régional en Belgique*, Vander, Louvain, Paris, 1974.

Le tableau III confirme tout d'abord les conclusions tirées de l'examen des moyennes du tableau II. Le rangement des partis sur l'axe permet de constater que, partout, le PSC/CVP est situé plus à droite que le PLP/PVV ; ensuite que, parmi les partis communautaires, le RW est situé le plus à gauche, la VU la plus à droite et le FDF entre les deux.

Une autre comparaison peut être faite entre les tableaux II et III, plus précisément entre les scores moyens des électorats sur l'axe gauche/droite (tabl. II) et les scores moyens que ces mêmes électorats accordent au parti pour lequel ils votent (tabl. III : localisation moyenne par les électeurs de chaque parti). Cette comparaison permet de voir la différence entre la position propre des répondants et la position qu'ils donnent à leur parti. En Wallonie, on constate que le PSC et le PLP sont placés plus à droite par leur électorat que ne l'est cet électorat lui-même [PSC : $d(4) = 1,07$; PLP : $d = 1,13$]. Le PSB est, au contraire, placé plus à gauche (PSB : $d = -0,82$). Le RW est situé légèrement plus à gauche (RW : $d = -0,15$). A Bruxelles, tous les partis sont situés plus à droite que leur électorat (PSC : $d = 0,55$; PLP : $d = 0,54$; PSB : $d = 0,43$; FDF : $d = 0,68$). En Flandre, enfin, le CVP et le PVV sont localisés plus à droite (CVP : $d = 0,79$; PVV : $d = 0,38$). Le PSB est placé un peu plus à gauche (PSB : $d = -0,42$), comme la VU ($d = -0,16$). Si l'on excepte donc le cas du PSB, en Wallonie (surtout) et en Flandre, les électorats sont donc en majorité plus à gauche que la position qu'ils accordent à leur parti et ce, surtout, en ce qui concerne le PSC et le PLP en Wallonie où la différence dépasse l'unité sur l'axe gauche/droite.

Il est intéressant également de comparer, dans le tableau III, la manière dont l'ensemble des citoyens localise les partis avec celle dont les électeurs localisent le parti pour lequel ils votent. En Wallonie, l'ensemble des citoyens voit tous les partis plus à droite que leurs électeurs ne les voient, mais les différences sont très faibles. A Bruxelles, les citoyens voient le PSC et le PLP plus à droite que leurs électeurs ne les considèrent, tandis que le PSB et le FDF sont perçus plus à gauche, mais ici encore avec des différences ténues. En Flandre, les citoyens considèrent, cette fois, tous les partis plus à gauche que leurs électeurs ne les situent, avec des différences qui restent faibles, sauf pour le PVV, qui est perçu plus à gauche avec une différence de $-0,78$.

Les résultats pour la Belgique permettent de procéder à une comparaison avec ceux d'autres pays où des questions similaires ont été posées.

(4) d = différence entre le score moyen du tableau III et celui du tableau II. Si d est positif, il indique que la différence est orientée vers la droite (le parti est situé plus à droite que ses électeurs) ; si d est négatif, que la différence est orientée vers la gauche (le parti est situé plus à gauche que ses électeurs).

C'est le cas pour l'Italie (1967), la France (1968), l'Allemagne (1970) et la Suisse (1972). Grâce aux sondages réalisés dans ces pays, on peut comparer les scores moyens donnés par l'ensemble des répondants de chacun des pays aux partis communistes, socialistes et chrétiens (5), avec ceux des répondants de l'enquête belge. Le tableau IV en exprime le résultat.

TABLEAU IV

	Italie	France	Allemagne	Suisse	Belgique
Partis communistes . . .	1,32	1,32	1,65	1,65	1,91
Partis socialistes . . .	3,63	3,41	3,85	3,74	3,43
Partis chrétiens . . .	6,05		6,71	7,15	7,69

On voit qu'en Belgique le PC/KP est placé légèrement plus à droite que dans les autres pays. Le PSB/BSP se situe quasiment au même niveau que les socialistes français. Le PSC/CVP est plus à droite en Belgique que les partis chrétiens dans les quatre autres pays. Il est intéressant d'observer comme la similitude des localisations dans les cinq pays, surtout des communistes et socialistes, traduit une culture politique commune.

3. L'axe gauche-droite et la satisfaction par rapport à la vie en Belgique.

On n'entrera pas véritablement ici dans le problème de la signification de la gauche et de la droite. On y fera seulement une brève incursion en étudiant les relations que cet axe peut avoir avec une attitude choisie comme la plus générale possible et qui ne concerne pas directement le domaine politique. Les notions de gauche et de droite peuvent-elles recevoir un sens « dans la vie de tous les jours » ? C'est ce qu'on a étudié en croisant l'axe gauche-droite et l'échelle issue de la question suivante :

337. *Nous aimerions savoir ce qu'on pense en Belgique de la vie dans notre pays. Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de votre vie dans la société ?*

Le répondant doit alors, comme dans le cas de la question 357 se situer sur une échelle à 10 cases. A gauche de l'échelle figurent les mots « très insatisfait » et à droite « très satisfait ». Le résultat est codé par un nombre de 1 à 10.

(5) Cf R. INGELHART et D. SIDJANSKI, *op. cit.* Les résultats pour les quatre pays étant présentés sur une échelle de 0 à 100, on les a transformés pour être comparables avec ceux de l'échelle de 1 à 10, en divisant les résultats par 10 et en ajoutant 10 % de son résultat moyen à chaque parti.

Le tableau V exprime les réponses.

TABLEAU V

	Non-satisfaits (1-5)*	Satisfaits (6-10)	N
Axe gauche/droite			
Wallonie			
(1-5)**	40 %***	60	(182)
(6-10)	18	82	(95)
Bruxelles			
(1-5)	32	68	(155)
(6-10)	21	79	(165)
Flandre			
(1-5)	25	75	(76)
(6-10)	16	84	(163)

* Il s'agit du regroupement des 5 premières catégories de l'échelle de la question 337.

** Il s'agit du regroupement des 5 premières catégories de l'échelle de la question 357.

*** Les pourcentages sont calculés sur le total N de chaque ligne. Ils ont été arrondis comme dans le tableau 1.

Avant l'examen du tableau, il est intéressant de constater que plus de gens s'estiment satisfaits qu'insatisfaits : 68 % contre 32 % en Wallonie, 73 % contre 21 % à Bruxelles et 81 % contre 19 % en Flandre.

Le tableau révèle une relation certaine entre les deux variables. Bien que la majorité de l'ensemble de la gauche (1-5) et de l'ensemble de la droite (6-10) soient dans la catégorie des satisfaits, on aperçoit facilement qu'il y a plus de non-satisfaits chez les gens de gauche et plus de satisfaits chez les gens de droite. Quant aux variations régionales, on observe que l'ensemble de la gauche est plus insatisfait en Wallonie qu'à Bruxelles et à Bruxelles qu'en Flandre. Par contre, l'ensemble de la droite subit moins l'influence régionale.

L'axe gauche/droite ne paraît donc pas exclusivement lié à la scène politique et spécifiquement au système des partis. Sans doute concerne-t-il une attitude plus globale dont l'origine et le sens restent encore très largement à découvrir.

Summary : Left/right continuum.

This article is concerned with the relevance of the Left/Right continuum for the Belgian voters.

It shows the distribution of the voters along the Left/Right axis, and how the electorate in general and this of each party locate the parties on this axis.

It compares also the case of Belgium with this of other countries.



Vote, classe sociale et religion/pratique religieuse

par André-Paul FROGNIER,

Chargé de Cours, Université Catholique de Louvain.

★

Le but de cette recherche est d'offrir une première description des données de l'enquête en ce qui concerne les relations entre le vote, la classe sociale et la religion. Une première description seulement, car ce sujet devrait être approché par de nombreuses variables et faire l'objet d'analyses multivariées. On se contentera ici de mettre en rapport les variables les plus évidentes, de décrire la manière dont elles se croisent et de procéder à quelques mesures fort simples. On traitera successivement le problème de la composition des électorats en fonction de la classe et de la religion/pratique religieuse et, ensuite, celui de l'impact des partis dans ces deux structurations de l'électorat, c'est-à-dire de leurs « points forts » et de leurs « points faibles » à ces deux égards.

1. La composition des électorats des partis.

1.1. *Vote et classe sociale.*

Le tableau I exprime la relation entre le vote aux élections législatives de 1974 et l'identification *subjective* à une classe sociale (c'est-à-dire la classe sociale à laquelle le répondant déclare appartenir). On y trouvera aussi — comme dans le tableau II — une mesure de la *fragmentation* de chaque électorat en fonction des catégories d'électeurs. Cette mesure, appelée « mesure F », a été constituée par D. Rae et M. Taylor (1) et définit la fragmentation comme la probabilité qu'une

(1) D. RAE et M. TAYLOR, *The Analysis of Political Cleavages*, Yale University Press, New Haven and London, 1970.

$$\text{La formule est : } F = 1 - \frac{1}{(N-1)} \sum_{i=1}^n f_i (f_i - 1)$$

où N = nombre d'individus

n = nombre de catégories

f_i = nombre d'individus par catégorie.

paire quelconque d'individus appartienne à deux catégories différentes. Cette mesure peut varier de 0 à 1. Elle est égale à 0 s'il est certain qu'ils appartiennent à la même catégorie, c'est-à-dire s'il n'y a qu'une seule catégorie possible. Elle est égale à 1 s'il est certain qu'ils appartiennent à deux catégories différentes, c'est-à-dire s'il y a autant de catégories que d'individus. Plus donc, un électorat est homogène, plus

TABLEAU I

	Classe ouvrière (a)	Classe moyenne	Classes supérieures	N (b)	F (c)
Wallonie					
PSC	37 % (d)	63	(e)	(84)	0,47
PLP	20	76		(41)	0,33
PSB	67	33		(170)	0,45
RW	29	69		(42)	0,42
PC	64	27		(11)	0,42
N	(175)	(180)	(6)		
Bruxelles					
PSC/CVP	24	66	10	(67)	0,51
PLP/PVV (f)	7	80	12	(56)	0,34
PSB/BSP	45	51	4	(69)	0,55
FDF	14	76	9	(118)	0,39
N	(73)	(221)	(26)		
Flandre					
CVP	50	44	6	(159)	0,56
PVV	47	41	12	(49)	0,60
BSP	70	31	0	(39)	0,43
VU	48	40	13	(63)	0,61
N	(168)	(146)	(26)		

(a) Les trois catégories correspondent aux trois possibilités de réponse données dans une question directe sur l'identification subjective à une classe sociale. Il n'y a pas eu de reconstruction a posteriori.

(b) N = total.

(c) F = mesure de la fragmentation.

(d) Les pourcentages sont calculés sur le total N de chaque ligne. Ils ont été arrondis au nombre entier le plus proche, ce qui peut entraîner que le total diffère de 100.

(e) Les catégories sont trop peu représentées pour être significatives.

(f) Sur le problème du cartel FDF-PLDP, cf Introduction.

F se rapproche de 0 ; plus il est hétérogène, plus F se rapproche de 1. Le maximum de F variant selon le nombre de catégories, il atteindra, par exemple, 0,67 dans le cas de trois catégories et 0,50 dans le cas de deux catégories.

La relation entre les deux variables est certaine (2). Quelle est la situation de chaque électorat ?

(2) Le χ^2 est significatif.

— En *Wallonie*, le PSC apparaît comme composé d'abord d'électeurs de la classe moyenne (63 %) et en second lieu de la classe ouvrière (37 %). Le PLP est dans le même cas, mais avec des écarts plus marqués (respectivement 76 % et 20 %), de même que le RW, mais dans une situation plus proche de celle du PSC (69 % et 29 %). Le PSB et le PC sont, au contraire, des partis contenant surtout des électeurs de la classe ouvrière (respectivement 67 % et 64 %) et en second lieu de la classe moyenne (33 % et 27 %).

— A *Bruxelles*, tous les partis comprennent cette fois une majorité d'électeurs en provenance de la classe moyenne. Le PSC/CVP en comprend 66 %, puis 24 % de la classe ouvrière, puis 10 % des classes supérieures. Le PLP/PVV, 80 % puis 12 % des classes supérieures et 7 % de la classe ouvrière. Le FDF, 76 %, suivis de 14 % de la classe ouvrière et de 9 % des classes supérieures. Enfin, le PSB, 51 % avec ensuite 45 % de la classe ouvrière et 4 % des classes supérieures.

— En *Flandre*, le CVP comprend une majorité d'électeurs de la classe ouvrière (50 %) avec 44 % de la classe moyenne et 6 % des classes supérieures. Le PVV et la VU ont des électorsats fort semblables à celui du CVP. Le PVV possède 47 % d'électeurs de la classe ouvrière, 41 % de la classe moyenne et 12 % des classes supérieures. La VU 48 % de la classe ouvrière, 40 % de la classe moyenne et 13 % des classes supérieures. Au contraire, le BSP contient 70 % d'électeurs de la classe ouvrière et 31 % de la classe moyenne.

On constate donc qu'en *Wallonie* et à *Bruxelles* les sociaux-chrétiens, les libéraux et les partis communautaires francophones ont un électorsat structuré de manière assez semblable, avec cependant un plus grand nombre de voix de la classe ouvrière dans les rangs des partis communautaires que dans ceux des libéraux. Le PSB/BSP se présente de la même façon en *Wallonie* et en *Flandre*; à *Bruxelles* cependant, le PSB/BSP comprend un peu plus d'éléments de la classe moyenne. En *Flandre*, les électorsats autres que ceux du BSP apparaissent assez équilibrés par rapport à la classe ouvrière et à la classe moyenne. Ils possèdent même un électorsat où la classe ouvrière est majoritaire. Si cependant, on additionne les voix de la classe moyenne et des classes supérieures, elles reprennent ensemble la majorité.

Quant à la mesure F, elle montre que l'électorsat le plus homogène est celui du PLP/PVV en *Wallonie* et à *Bruxelles* et celui du BSP en *Flandre*. Le plus hétérogène est en *Wallonie* celui du PSC, suivi cependant de près par celui du PSB — bien qu'avec une inversion des pourcentages par classes sociales — et par celui du RW; à *Bruxelles*, c'est celui du PSB/BSP, suivi de près par celui du PSC/CVP; en *Flan-*

dre, ceux de la VU et du PVV, suivis de près par celui du CVP. On a calculé également F pour les colonnes du tableau I, c'est-à-dire pour chaque classe sociale (3). Il en ressort qu'en Wallonie, c'est la classe moyenne qui paraît la plus fragmentée ($F = 0,75$ pour la classe moyenne et $0,53$ pour la classe ouvrière). A Bruxelles, les classes supérieures sont les plus fragmentées ($F = 0,73$), suivies de près par la classe moyenne ($F = 0,71$) et la classe ouvrière ($F = 0,68$). En Flandre, c'est la classe ouvrière la plus fragmentée ($F = 0,68$), suivie des classes supérieures ($F = 0,66$) et de la classe moyenne ($F = 0,63$). Comme à Bruxelles, les écarts sont assez faibles. En considérant toujours les classes sociales, il est intéressant de noter que le PSB/BSP totalise 65 % des voix de la classe ouvrière en Wallonie, 42 % à Bruxelles et 16 % en Flandre [% par classe sociale (colonnes)].

1.2. *Vote et religion/pratique religieuse.*

Le tableau II indique la relation entre le vote en 1974 et une variable où l'on trouve à la fois la distinction entre catholiques et non-catholiques, ainsi que chez les catholiques, entre pratiquants et non-pratiquants.

La relation entre les variables est, comme dans le cas précédent certaine (4).

— En *Wallonie*, le PSC apparaît d'abord, évidemment, comme ayant un électorat de catholiques pratiquants (72 %), puis de catholiques non pratiquants (23 %) et beaucoup moins de non-catholiques (5 %). Le PLP possède en premier lieu un électorat de catholiques non pratiquants (49 %), puis de catholiques pratiquants (32 %) puis, en dernier lieu, de non-catholiques (29 %). Le PSB possède un électorat qui possède autant de non-catholiques (44 %) que de catholiques non pratiquants (43 %) et nettement moins de catholiques pratiquants (13 %). Le RW est d'abord un parti de catholiques non pratiquants (49 %), puis, dans l'ordre, de catholiques pratiquants (35 %) et de non-catholiques (14 %). Enfin, le PC est avant tout un parti de non-catholiques (54 %), puis de catholiques non pratiquants et enfin de catholiques pratiquants (9 %).

— A *Bruxelles*, le PSC/CVP contient d'abord des catholiques pratiquants (62 %), puis des catholiques non pratiquants (33 %) et des non-catholiques (5 %). Le PLP/PVV est d'abord un parti de catholiques non pratiquants (48 %), puis de catholiques pratiquants (31 %),

(3) Le calcul est évidemment effectué sur les nombres absolus (ou sur les pourcentages par colonne) et non sur les pourcentages du tableau I.

(4) Le χ^2 est significatif.

puis de non-catholiques (22 %). Le PSB/BSP contient d'abord des catholiques non pratiquants (49 %), puis des non-catholiques (41 %) et des catholiques pratiquants (7 %). Le FDF est d'abord un parti de catholiques non pratiquants (51 %), suivis de manière égale par les catholiques pratiquants (24 %) et les non-catholiques (25 %).

TABLEAU II

	Catholiques prati- quants (a)	Catholiques non- pratiquants	Non- catholiques	N	F
Wallonie					
PSC	72 % (b)	23	5	(83)	0,43
PLP	32	49	19	(41)	0,63
PSB	13	43	44	(172)	0,61
RW	35	49	16	(43)	0,62
PC	9	37	54	(11)	0,57
N	(114)	(145)	(104)		
Bruxelles					
PSC/CVP	62	33	5	(73)	0,51
PLP/PVV	31	48	22	(59)	0,64
PSB/BSP	7	49	41	(73)	0,57
FDF	24	51	25	(138)	0,62
N	(102)	(164)	(89)		
Flandre					
CVP	80	19	1	(162)	0,33
PVV	40	50	10	(52)	0,59
BSP	45	40	15	(40)	0,62
VU	60	33	9	(70)	0,55
N	(221)	(109)	(26)		

(a) Ces trois catégories correspondent aux trois possibilités de réponse ouvertes dans une question directe. Il n'y a pas eu de reconstruction a posteriori.

(b) Les pourcentages sont calculés sur le total N de chaque ligne. Ils ont été arrondis comme dans le tableau I.

— En *Flandre*, le CVP contient une grande majorité de catholiques pratiquants (80 %), suivis par les catholiques non pratiquants (19 %) et les non-catholiques (1 %). Le PVV possède d'abord un électorat de catholiques non pratiquants (50 %), puis de catholiques pratiquants (40 %), puis de non-catholiques (10 %). Le BSP contient un peu plus de catholiques pratiquants (45 %) que de catholiques non pratiquants (40 %) et ensuite seulement des non-catholiques (15 %). La VU est d'abord un parti de catholiques pratiquants (60 %), suivis par les catholiques non pratiquants (23 %) et les non-catholiques (19 %).

En comparant les trois régions, on remarque, en ne prenant en considération que l'ordre d'importance des catégories à l'intérieur de chaque électorat et non leur valeur cardinale, que le PSC/CVP et le PLP/PVV possèdent, de région à région, le même type de composition

électorale. Les sociaux-chrétiens contiennent d'abord des catholiques pratiquants puis, en second lieu, des catholiques non pratiquants et enfin des non-catholiques. Les libéraux contiennent d'abord des catholiques non pratiquants, puis des catholiques pratiquants, puis seulement des non-catholiques, ce qui peut paraître étonnant. L'électorat libéral diffère donc nettement de l'électorat socialiste à cet égard. Le PSB/BSP possède, en Wallonie, un électorat où prédominent les non-catholiques, puis les catholiques non pratiquants et enfin les catholiques pratiquants ; à Bruxelles, les catholiques non pratiquants dépassent les non-catholiques ; en Flandre, ce sont les catholiques pratiquants qui viennent en tête, suivis des catholiques non pratiquants. La composition de l'électorat socialiste diffère donc de région à région. Quant aux partis communautaires francophones, ils sont de composition similaire : d'abord des catholiques non pratiquants, puis des catholiques pratiquants, puis des non-catholiques. Leur situation ressemble à celle des libéraux. Pour la VU, cependant, on se trouve en premier lieu face à des catholiques pratiquants, puis des catholiques non pratiquants, puis des non-catholiques, comme dans le cas des sociaux-chrétiens.

On conçoit, d'après ces résultats, que le comportement électoral des catholiques pratiquants et des catholiques non pratiquants doit différer sensiblement, comme celui de ces derniers doit différer également de celui des non-catholiques. Ceci est confirmé par d'autres résultats de l'enquête. En croisant le vote pour le PSC/CVP avec une variable de pratique dominicale, on s'aperçoit que le pourcentage des voix sociales-chrétiennes baisse à chaque niveau de pratique dominicale (tous les dimanches / presque tous les dimanches / environ une fois par mois / environ une fois par an / jamais) (5). Enfin, il est intéressant de signaler dans chaque région, la proportion de voix des catholiques pratiquants pour le PSC/CVP : en Wallonie, 53 % ; à Bruxelles, 44 % ; en Flandre : 58 % [% sur le total des catholiques pratiquants (colonne)].

Qu'indique la mesure F ? Elle montre que, dans les trois régions, c'est l'électorat social-chrétien qui est le moins fragmenté. On a également calculé F par chaque colonne du tableau II, c'est-à-dire pour l'ensemble des catholiques pratiquants, pour celui des catholiques non pratiquants et pour celui des non-catholiques. Il en résulte que ce sont les catholiques non pratiquants qui sont le plus fragmentés et ce, dans les trois régions. C'est donc dans cette catégorie que la concurrence entre partis se manifeste le plus vivement. On a ensuite calculé F

(5) On retrouve la même situation en Suisse ; cf H.H. KERR jr. *Switzerland : Social Cleavages and Partisan Conflict*, Contemporary Political Sociology Series, vol. 1, Sage Publication, London, Beverley Hills, 1974.

sur les deux catégories catholiques (pratiquants et non pratiquants) et non-catholiques. En Wallonie et à Bruxelles, les catholiques sont les plus fragmentés (en Wallonie, $F = 0,71$, pour les catholiques et $0,44$ pour les non-catholiques ; à Bruxelles, respectivement $0,73$ et $0,66$). En Flandre, c'est l'inverse ($F = 0,65$ pour les catholiques et $0,73$ pour les non-catholiques).

1.3. *Addendum : vote, classe sociale et religion/pratique religieuse.*

Etant donné l'importance des deux précédentes variables dans l'explication des comportements électoraux en Belgique, il est utile d'étudier la manière dont elles se combinent. On se contentera ici de répondre seulement à certaines des questions qu'on peut se poser à ce sujet. En effet, le nombre limité de réponses par région empêche de procéder à une étude complète de toutes les combinaisons possibles, de nombreuses catégories ne pouvant compter qu'un nombre trop limité d'individus pour être réellement représentatives. Ce problème pourrait cependant être traité valablement en utilisant des techniques plus avancées, ce qui ne sera pas entrepris ici.

Qu'indique le croisement du vote par la classe sociale *et* par la religion/pratique religieuse, en se limitant à la lecture de certains pourcentages (6)?

— En *Wallonie*, on constate que, dans l'électorat du PSC, le nombre d'électeurs catholiques pratiquants de la classe ouvrière est de 22 % et celui de la même catégorie d'électeurs provenant de la classe moyenne est de 50 %. On observe aussi que pour le PSB, le nombre d'électeurs catholiques non pratiquants et non catholiques provenant de la classe ouvrière et de la classe moyenne est quasiment le même (31 % de catholiques pratiquants et 30 % de non-catholiques proviennent de la classe ouvrière ; 13 % et 13 % proviennent de la classe moyenne.

— A *Bruxelles*, on observe que dans l'électorat PSC/CVP, les catholiques pratiquants connaissent également une division nette entre classe sociale : 16 % sont issus de la classe ouvrière et 40 % de la classe moyenne. Pour le FDF, on trouve également que chez les catholiques non pratiquants, la distinction des classes sociales est claire : 8 % en provenance de la classe ouvrière et 41 % de la classe moyenne.

— En *Flandre*, au CVP, le pourcentage d'électeurs catholiques pratiquants de la classe ouvrière est de 39 % et celui de la classe moyenne

(6) On a distingué, dans chaque catégorie de religion/pratique religieuse, les pourcentages de la classe ouvrière et de la classe moyenne (sur le total de chaque électorat).

35 %. Dans la VU, les catholiques pratiquants venant de la classe ouvrière constituent 29 % et ceux qui viennent de la classe moyenne 22 %.

Ces informations provenant des catégories les mieux représentées, leur caractère partiel rend toute interprétation globale impossible. On peut cependant en tirer l'enseignement que dans plusieurs cas, la variable religion/pratique religieuse ne modifie pas sensiblement des électorats que produisent les classes sociales, mais qu'on retrouve, dans chaque catégorie de religion/pratique religieuse, les mêmes divisions générales des classes sociales. La comparaison des résultats ci-dessus avec ceux du tableau I le montre. Pour l'électorat PSC/CVP, on trouve chez les catholiques pratiquants des rapports entre électeurs de la classe ouvrière et de la classe moyenne semblables. En Wallonie, les électeurs de la classe ouvrière constituent 44 % de ceux de la classe moyenne, contre 59 % dans le tableau I ; à Bruxelles 40 % contre 36 % ; en Flandre, 1,11 % contre 1,14 %. En Wallonie, où la seule différence plus ou moins notable peut être signalée, l'influence de la catégorie catholiques pratiquants joue donc plus en faveur du PSC dans la classe moyenne que dans la classe ouvrière. Pour le PSB, en Wallonie, on trouve que l'influence des catégories catholiques non pratiquants et non catholiques jouent au contraire plus en faveur du PSB dans la classe ouvrière que dans la classe moyenne. En effet, le rapport des électeurs de la classe ouvrière à ceux de la classe moyenne est ici de 2,31 %, tandis que dans le tableau I, il est de 2,03 %. Les autres cas sont très similaires à ceux du tableau I.

2. Points forts et points faibles des partis dans l'électorat.

Il est éclairant de procéder, après l'examen de la composition des électorats de chaque parti, à l'examen de l'attraction qu'ils exercent sur les différentes catégories sociales examinées jusqu'ici. Pour ce faire, il faut tenir compte non seulement de la composition des électorats, ce qui a fait l'objet des tableaux précédents, mais aussi de l'importance relative de chacune des catégories de classe et de religion/pratique religieuse dans l'échantillon. Il ne s'agit plus, comme précédemment, de représenter la répartition de chaque catégorie dans les électorats des partis, indépendamment du poids de chaque catégorie dans le tout, mais bien de représenter l'impact de chaque parti dans chaque catégorie par rapport à l'impact « normal » qu'il devrait y exercer si cette catégorie était représentée dans son électorat de la même manière que dans l'électorat tout entier.

Une mesure, créée par A. Lijphart, permet de rendre compte de cet impact. Il s'agit de l'« index de préférence relative pour un parti »

(IPRP) (7). L'IPRP indique de combien de pour-cent la proportion de voix qu'une catégorie sociale accorde à un parti est supérieure ou inférieure au pour-cent de cette catégorie par rapport à la population entière. Pour prendre un exemple purement hypothétique, si les électeurs de la classe ouvrière constituaient 50 % de l'électorat du PSB wallon et également 50 % de l'électorat wallon dans son ensemble, l'IPRP de la classe ouvrière pour le PSB serait égal à 0. Si, par contre, la classe ouvrière ne constituait que 25 % de l'électorat du PSB, dans les mêmes conditions, l'IPRP serait égal à - 50, c'est-à-dire que l'impact du PSB dans la classe ouvrière serait de 50 % de moins que ce qu'on pourrait attendre. Il s'agirait donc, pour le PSB, d'un point faible.

2.1. Vote et classe sociale.

Le tableau III montre l'IPRP au regard de la classe sociale.

TABLEAU III (a)

	Classe ouvrière	Classe moyenne	Classes supérieures
Wallonie			
PSC	- 24 %	27	
PLP	- 60	52	
PSB	38	- 34	
RW	- 41	39	
Bruxelles			
PSC/CVP	5	- 4	29
PLP/PVV	- 68	17	55
PSB/BSP	98	- 26	- 46
DFD	- 36	11	15
Flandre			
CVP	1	3	- 18
PVV	- 5	- 5	60
BSP	40	- 28	
VU	- 4	- 8	67

(a) L'IPRP a été calculé sur les fréquences absolues du tableau I. Les résultats ont été arrondis au nombre entier le plus proche.

L'IPRP permet une visualisation rapide de la situation de chaque parti ; le signe + ou - indique notamment tout de suite s'il y a un point fort (+) ou point faible (-).

(7) A. LIJPHART, *The Politics of Accommodation*, University of California Press, Berkeley et Los Angeles, 1968.

$$\text{La formule de l'IPRP est : } \text{IPRP} = \left(\frac{aN}{An} - 1 \right) \times 100$$

où N = nombre d'individus dans l'échantillon

A = nombre d'individus dans la catégorie c

n = nombre d'électeurs pour le parti p

a = nombre d'électeurs pour le parti p se trouvant dans la catégorie c.

— En *Wallonie*, le parti qui possède l'impact le plus fort dans la classe ouvrière est le PSB, tous les autres partis ayant la classe ouvrière comme point faible. C'est le cas, dans l'ordre, du PSC, du RW et du PLP. Ces positions se trouvent exactement inversées en ce qui concerne la classe moyenne. Le PLP vient en tête suivi du RW, du PSC et du PSB, lequel y réalise un score négatif.

— A *Bruxelles*, on retrouve le même ordre des positions dans la classe ouvrière et dans la classe moyenne, le PSB et le PSC ayant cependant plus d'impact dans la classe ouvrière bruxelloise que dans la classe ouvrière wallonne. Dans les classes supérieures, c'est le PLP/PVV qui vient en tête, suivi du PSC, puis du FDF et du PSB, le seul à avoir un résultat négatif dans cette catégorie.

— En *Flandre*, on retrouve encore la même implantation que dans les deux autres régions en ce qui concerne l'ordre des positions des partis, pour la classe ouvrière et pour la classe moyenne. Le PVV et la VU ont cependant un meilleur impact dans la classe ouvrière que dans les autres régions. Il est moins bon et même négatif dans la classe moyenne. Dans les classes supérieures, c'est la VU qui possède l'impact le plus net, suivi de près par le PVV.

On constate donc une assez grande homogénéité des implantations dans les trois régions.

2.2. *Vote et religion/pratique religieuse.*

C'est le tableau IV qui indique la situation.

— En *Wallonie*, c'est évidemment le PSC qui possède, chez les catholiques pratiquants, son point d'impact le plus fort. Il est suivi, dans l'ordre, du RW et du PLP, le PSB réalisant un score négatif. Ce sont le RW et le PLP qui trouvent leur point fort chez les catholiques non pratiquants, à égalité, suivi par le PSB, ayant lui aussi un score positif, et le PSC qui y possède un score négatif. Enfin, chez les non-catholiques, c'est le PSB qui est seul à y trouver un point fort, les autres partis étant en position de faiblesse, le PLP réalisant la moins grande perte, suivi du RW et en dernier lieu du PSC.

— A *Bruxelles*, on trouve chez les catholiques pratiquants la même hiérarchie qu'en *Wallonie*. Chez les catholiques non pratiquants, c'est le FDF qui réalise le meilleur résultat, suivi du PSB/BSP, du PLP/PVV et du PSC/CVP, dont le score est négatif. Enfin, l'impact le plus net chez les non-catholiques est celui du PSB/BSP, suivi du FDF, du PLP/PVV et du PSC/CVP, ces trois derniers ayant un nombre négatif. La principale différence avec la *Wallonie* paraît donc résider dans l'at-

traction supérieure du FDF chez les catholiques non pratiquants et les non-catholiques, par rapport à celle du RW dans les mêmes catégories.

— En *Flandre*, c'est le CVP qui jouit du meilleur impact sur les catholiques pratiquants, suivi de la VU, du BSP et, en dernier lieu, du PVV, dont la position est ici fort différente de celle des deux autres régions où les libéraux arrivent en second lieu. Chez les catho-

TABLEAU IV (a)

	Catholiques pratiquants	Catholiques non- pratiquants	Non- catholiques
Wallonie			
PSC	176 %	— 43	— 79
PLP	1	22	— 32
PSB	— 59	8	54
RW	11	22	— 43
Bruxelles			
PSC/CVP	115	— 29	— 78
PLP/PVV	6	3	— 12
PSB/BSP	— 76	7	64
FDF	— 17	11	— 2
Flandre			
CVP	29	— 37	— 83
PVV	— 35	63	32
BSP	— 28	31	105
VU	— 3	7	17

(a) L'I'PRP a été calculé sur les fréquences absolues du tableau II. Les résultats ont été arrondis au nombre entier le plus proche.

liques non pratiquants, le PVV vient cette fois en tête, suivi du BSP, de la VU et, enfin, du CVP qui réalise un chiffre négatif. Du côté des non-catholiques, on retrouve le même ordonnancement qu'en Wallonie et à Bruxelles, avec en tête le BSP, suivi du PVV, de la VU, les trois ayant un score positif, et, en dernier lieu, du CVP, dont le résultat est négatif.

Ce tableau traduit une assez grande diversité dans les implantations. Cependant, la situation des sociaux-chrétiens et des socialistes est la même dans les trois régions, du moins en ce qui concerne la hiérarchie de leurs implantations. En passant des catholiques pratiquants aux catholiques non pratiquants et aux non-catholiques, l'impact des sociaux-chrétiens diminue sans cesse, tandis que celui des socialistes est animé de la tendance contraire. La situation des autres partis est plus variable.

Summary : Vote, social class and religion/religious practice.

This article examines the composition and the fragmentation of each belgian party's electorate, regarding the criteria of social class and religion/religious practice.

It also uses the « index of relative party preference » (Lijphart) to show the main implantation of the parties.



La socialisation politique au sein des familles

par Nicole DELRUELLE,

Chargée de cours à l'ULB.

★

1. La fidélité aux convictions partisans du père.

De nombreuses études ont insisté sur le fait que les options politiques des parents exerçaient toujours un rôle décisif sur la socialisation politique. En dépit des oppositions qui apparaissent fréquemment, à une certaine période, entre parents et adolescents, une fois les crises résorbées, les ruptures entre convictions partisans sont moins fréquentes qu'on ne pourrait le croire.

C'est à ce point que je me suis intéressée dans l'enquête. A ma connaissance il n'existe pas pour la Belgique de données précises à ce sujet.

TABLEAU I

Les votes aux dernières élections selon la tendance politique du père

Tendance politique du père*	Votes aux dernières élections**					
	PSC/CVP	PSB/BSP	PLP/PVV	FDF/RW	VU	PC
PSC-CVP	60,4	9,5	7,1	7,3	15,5	0,3
PSB-BSP	17,7	56,6	7,4	10,7	6,2	1,3
PLP-PVV ou PL	7,6	20,2	49,0	17,6	4,9	0,7
Autres	21,1	20,4	12,9	9,5	27,2	8,8

* La question posée était : « Quand vous aviez environ 18 ans, quelle était la tendance politique de votre père ? »

** Les non-réponses ne sont pas reprises dans le tableaux.

1.1. Si on compare, par familles politiques d'origine, la fidélité aux convictions partisans du père, on constate qu'elle est plus grande en ce qui concerne le PSC-CVP et le PSB-BSP qu'en ce qui concerne la tendance libérale.

a) *Les origines sociales-chrétiennes.*

On remarquera, parmi ceux dont le père est (ou était) de tendance sociale chrétienne, des glissements partisans vers la VU d'abord, ensuite, de manière assez égale, vers le PSB, le PLP et le FDF-RW.

Cependant, la comparaison entre régions fait apparaître de notables différences (tabl. II).

TABLEAU II

Les votes aux dernières élections selon la tendance politique du père :
comparaison entre les trois régions

Régions	Tendance politique du père	Votes aux dernières élections					
		PSC/CVP	PSB/BSP	PLP/PVV	FDF/RW	VU	PC
Bruxelles	PSC	34,2	10,5	17,1	38,1	—	—
	PSB	8,4	40,5	8,3	40,5	1,2	1,2
	PLP	13,3	9,4	34,6	41,3	—	1,3
Flandre	PSC	64,5	5,8	6,5	1,4	21,7	—
	PSB	35,6	31,1	13,3	—	20,0	—
	PLP	6,4	19,2	59,6	6,4	8,5	—
Wallonie	PSC	57,0	20,3	5,1	15,2	1,3	1,3
	PSB	9,9	72,8	4,6	10,6	—	2,0
	PLP	5,7	31,4	34,3	25,7	—	2,9

La fidélité aux convictions partisans sociales-chrétiennes est la plus grande en Flandre (64,5 % de fidèles). Elle est faible à Bruxelles (un tiers de fidèles seulement).

Les glissements se sont opérés à Bruxelles vers le FDF surtout et, en second lieu, vers le PLP. En Flandre, c'est en faveur de la VU essentiellement que des glissements se sont produits. En Wallonie, ces glissements ont surtout bénéficié au PSB et au RW.

L'examen des tableaux de croisements prenant en considération certaines variables indépendantes (voir tableau III en fin du § 1), permet de constater que la fidélité aux convictions partisans sociales-chrétiennes est plus grande chez les femmes que chez les hommes (63 % pour 58 %) et dans les classes plus âgées (89 % parmi les plus de 70 ans, alors qu'elle se situe aux environs de 50 % parmi les moins de 40 ans).

Le sentiment d'appartenance à une classe sociale ne paraît guère avoir d'influence sur la fidélité aux convictions partisans sociales-chrétiennes.

On remarquera toutefois que les glissements paraissent s'être effectués plutôt vers le PSB et la VU parmi ceux qui s'identifient à la classe ouvrière et assez peu vers le FDF-RW ou le PLP.

En ce qui concerne la pratique de la religion catholique, on remarquera que la fidélité aux convictions partisans est très dépendante de

celle-ci : 70 % des catholiques pratiquants votent PSC comme leur père, parmi les non-catholiques 15 % seulement conservent la tendance politique de leur père.

b) *Les origines socialistes.*

La fidélité aux convictions partisans socialistes paraît, dans l'ensemble du pays (tabl. I), un peu moins prononcée que dans la famille sociale-chrétienne (mais les écarts ne sont pas suffisamment grands pour qu'on en tire une conclusion).

Cependant, ici encore, les tendances sont assez diversifiées dans les trois régions (tabl. II). C'est en Wallonie qu'elle est la plus grande (elle est même plus prononcée que la fidélité aux tendances sociales-chrétiennes en Flandre). C'est en Flandre qu'elle est la plus faible.

Les glissements qui se sont opérés aux dépôts de cette famille politique, ont surtout bénéficié au FDF à Bruxelles, au CVP en Flandre, au RW et au PSC en Wallonie.

On notera également (voir tableau III en fin d'article) que la fidélité aux convictions socialistes est plus grande chez les femmes que chez les hommes (64 % pour 51 %) et chez les personnes âgées (68 % des plus de 60 ans, elle apparaît faible chez les moins de 30 ans : 27 %).

En ce qui concerne le sentiment d'appartenance à une classe sociale, on constate que la fidélité aux convictions partisans socialistes est plus grande parmi ceux qui s'identifient à la classe ouvrière (74 % pour 39 % parmi ceux qui s'identifient aux classes moyennes). Elle est plus grande également parmi les non-catholiques (77 %).

c) *Les origines libérales.*

La fidélité aux convictions partisans libérales est plus faible que dans les autres familles politiques. Dans l'ensemble du pays (tabl. I), ce sont le PSB et le FDF-RW qui paraissent avoir le plus bénéficié des glissements au départ de ces origines.

Plus précisément, on remarquera qu'à Bruxelles, c'est au bénéfice du FDF, en Flandre au bénéfice du BSP, en Wallonie au bénéfice du PSB et du RW (tabl. II).

Comme pour les autres familles politiques, ce sont les femmes qui manifestent le plus de fidélité (51 % pour 46 % pour les hommes). Aucune tendance régulière ne caractérise les classes d'âge à cet égard (voir tableau III en fin d'article).

Enfin, on peut constater que la fidélité aux convictions partisans libérales est plus grande parmi ceux qui s'identifient aux classes moyennes et parmi les non-catholiques.

1.2. Considérant à présent l'ensemble des origines partisans, nous pouvons faire quelques constatations quant à *l'influence de chaque variable prise en considération*.

a) *L'influence du sexe :*

Les femmes manifestent, quelle que soit l'origine partisane, une plus grande fidélité à celle-ci.

On constate également que les votes en faveur du PSC-CVP sont généralement plus fréquents parmi les femmes que parmi les hommes (excepté pour celles qui sont nées dans la famille socialiste : la fidélité politique est plus grande que parmi les hommes).

Les votes en faveur du PSB-BSP sont généralement plus fréquents parmi les hommes que parmi les femmes, excepté encore une fois parmi les femmes d'origine socialiste.

b) *L'influence de l'âge :*

Pour le PSC-CVP comme pour le PSB-BSP, il y a plus de fidèles à la famille politique d'origine parmi les plus âgés. Pour le PLP-PVV, la tendance n'est pas nette cependant.

c) *L'influence de la pratique religieuse :*

La pratique de la religion catholique accentue la conformité à la tendance politique d'origine pour les sociaux chrétiens. Pour les socialistes et les libéraux d'origine, c'est au contraire, parmi les non-catholiques que la fidélité est la plus grande.

Enfin, on remarquera que ceux qui votent PSC-CVP en venant d'autres familles politiques, sont surtout des catholiques pratiquants.

Ceux qui votent PSB en venant d'une origine sociale chrétienne sont surtout des non-catholiques.

Ceux qui votent FDF ou RW sont plus nombreux parmi les non-catholiques ou les catholiques non pratiquants, quelles que soient leurs origines partisans.

d) *Le sentiment d'appartenance à une classe sociale :*

La fidélité aux convictions partisans d'origine sociale-chrétienne n'est pas influencée par le sentiment d'appartenance à une classe ; pour les socialistes et les libéraux d'origine, il en va tout autrement : c'est le sentiment d'appartenance à la classe ouvrière qui accentue la conformité à la tendance partisane de la famille chez les socialistes ; pour les libéraux, c'est le sentiment d'appartenance aux classes moyennes.

Enfin, on notera que les votes en faveur du PSB sont plus fréquents parmi ceux qui s'identifient à la classe ouvrière, qu'ils proviennent de la famille sociale-chrétienne ou libérale.

Les votes en faveur du FDF-RW sont surtout le fait de ceux qui s'identifient aux classes moyennes.

1.3. *Si on considère à présent les options partisanes du père comme une variable indépendante, explicative* de la tendance politique des personnes interrogées, on peut dire que l'effet de cette variable est très net, quelles que soient les autres variables prises en considération.

On retiendra cependant que son effet est moins net :

- pour les origines BSP en Flandre,
- pour les origines libérales en Wallonie,
- pour les origines PSC à Bruxelles.

Enfin, on peut dire que la tendance politique de la famille d'origine est un facteur explicatif pour les hommes comme pour les femmes, ainsi que pour toutes les classes d'âge (à l'exception des moins de 30 ans pour les origines socialistes).

Cependant, le rôle de cette variable apparaît moins net que celui de la pratique religieuse :

- ceux qui sont d'origine PSC votent en majorité PSC s'ils sont catholiques, mais en majorité abandonnent leur famille politique d'origine s'ils sont non catholiques ;
- ceux qui sont d'origine PSB votent en majorité PSB s'ils sont non catholiques ou non pratiquants, mais abandonnent leur famille politique d'origine s'ils sont catholiques pratiquants.

Le rôle de cette variable paraît moins net également que l'identification subjective à la classe ouvrière, pour ceux dont la famille politique d'origine était libérale.

1.4. Du point de vue de l'analyse sociologique de ces tendances, il faut s'interroger sur le sens qu'il faut donner aux différences constatées, quant au rôle joué par la variable « option partisane du père ».

Trois types d'interprétations peuvent être distingués.

Les différences entre origines partisanes peuvent signifier :

- Des différences réelles au niveau des socialisations parentales, ainsi des familles motivant leurs enfants vers la mobilité sociale, favoriseraient les socialisations « déviantes » par rapport au milieu social d'origine.

- Des différences au niveau de l'importance des autres formes de socialisation susceptibles d'introduire des effets de distorsion par rapport à la socialisation parentale (socialisation par l'école, l'armée, les autres groupes de pairs, le mariage).
- Des changements de condition par rapport à la situation des parents, notamment : le degré de mobilité sociale ascendante, le degré de régression sociale, les changements de secteurs d'activités, les changements d'environnement (mobilité géographique ou changement dans la structure professionnelle de la région).

Ces trois types d'interprétation constituent des idées directives susceptibles d'être formulées en hypothèses que d'autres recherches pourraient se charger de vérifier.

Exemples d'hypothèses que les tendances observées dans l'enquête me suggèrent :

- La socialisation parentale serait plus « prégnante » en milieu catholique et socialiste que libérale, elle serait intimement liée à une socialisation religieuse ou à caractère laïque.

Il pourrait être intéressant à cet égard de considérer les cas de non-congruence entre la conviction partisane du père et l'éducation confessionnelle.

- La socialisation parentale était plus « prégnante » autrefois, elle tendrait à s'atténuer pour les classes les plus jeunes.
Cette hypothèse se trouverait renforcée par le fait que l'école et les autres groupes de pairs offrent de plus en plus d'opportunités de socialisations politiques divergentes par rapport à l'orientation partisane de la famille.

Ces opportunités seraient cependant moins fréquentes pour les femmes que pour les hommes.

- La socialisation parentale est plus « prégnante » quand le contexte idéologique va dans le même sens (les catholiques en Flandre, les socialistes en Wallonie).
- Les changements de condition par rapport à la situation des parents — qui s'expriment par une ascension sociale, par une tertiarisation de l'activité ou par un changement d'environnement caractérisé par le passage d'une zone industrielle à un milieu urbanisé —, favorisent les changements d'orientation partisane davantage pour les socialistes d'origine que pour les autres familles politiques d'origine.

TABLEAU III

Les votes aux dernières élections selon la tendance politique du père
et d'autres variables indépendantes

Tendance politique du père	Votes aux dernières élections					
	PSC/CVP	PSB/BSP	PLP/PVV	FDF/RW	VU	PC
1. Selon le sexe :						
PSC Hommes	57,9	11,5	7,8	5,6	16,6	0,6
Femmes	63,2	7,3	6,2	9,2	14,1	—
PSB Hommes	19,1	51,0	8,6	11,3	7,7	2,2
Femmes	15,9	63,6	5,8	10,1	4,4	0,3
PLP Hommes	4,2	25,0	46,0	18,1	5,3	1,5
Femmes	10,4	16,5	51,3	17,1	4,5	—
2. Selon l'âge :						
PSC — de 30 ans	51,7	9,9	12,4	7,9	18,1	—
30 à - 40 ans	47,0	8,5	8,2	3,9	32,4	—
40 à - 50 ans	62,3	1,9	3,4	13,6	17,3	1,4
50 à - 60 ans	75,4	8,3	12,0	4,3	—	—
60 à - 70 ans	62,1	22,9	1,2	10,8	3,1	—
70 ans et plus	89,2	6,1	4,7	—	—	—
PSB — de 30 ans	25,2	27,1	10,2	18,1	15,3	4,0
30 à - 40 ans	12,6	53,5	6,6	12,4	14,8	—
40 à - 50 ans	17,1	65,5	5,3	7,5	3,0	1,7
50 à - 60 ans	23,1	53,4	11,4	11,4	0,7	—
60 à - 70 ans	16,6	76,2	1,6	3,2	—	2,3
70 ans et plus	6,8	62,6	12,2	18,5	—	—
PLP — de 30 ans	2,5	18,3	57,4	21,9	—	—
30 à - 40 ans	1,4	6,9	40,4	26,3	21,0	4,0
40 à - 50 ans	3,2	39,3	45,8	6,3	5,3	—
50 à - 60 ans	10,4	10,1	58,7	20,8	—	—
60 à - 70 ans	16,2	28,1	34,3	21,4	—	—
70 ans et plus	31,9	—	68,1	—	—	—
3. Selon la pratique religieuse :						
PSC Catholiques pratiquants	69,7	4,5	4,4	5,7	15,2	0,4
Catholiques non pratiq.	42,5	16,8	14,6	9,0	17,0	—
Non catholiques	15,1	52,5	5,1	27,3	—	—
PSB Catholiques pratiquants	40,8	29,8	14,7	8,7	5,8	—
Catholiques non pratiq.	15,5	59,0	5,5	12,3	6,1	1,8
Non catholiques	1,4	76,9	2,3	10,3	7,2	1,9
PLP Catholiques pratiquants	15,6	19,7	47,9	9,8	7,1	—
Catholiques non pratiq.	2,9	22,9	46,5	21,8	5,9	—
Non catholiques	1,1	19,1	53,0	23,7	—	3,2
4. Selon l'identification à une classe :						
PSC Classe ouvrière	62,9	14,3	3,1	3,3	15,7	0,6
Classe moyenne	63,3	9,9	4,8	11,2	10,8	—
PSB Classe ouvrière	8,9	74,3	5,3	3,9	6,7	0,8
Classe moyenne	25,5	39,3	10,3	17,4	6,3	1,2
PLP Classe ouvrière	11,0	52,9	28,1	—	7,9	—
Classe moyenne	6,5	17,5	43,9	26,2	4,7	1,3

2. L'homogénéité des votes au sein des couples (1).

Le tableau IV permet d'analyser le degré d'homogénéité des votes au sein des couples. Dans la grande majorité des cas, maris et femmes votent de la même manière, cependant on notera certaines tendances caractéristiques des familles politiques.

TABLEAU IV

Votes des épouses	Votes des maris											
	PSC/CVP		PSB/BSP		PLP/PVV		FDF/RW		VU		PC	
PSC-CVP . . .	88,4	79,0	13,7	10,2	11,0	4,3	4,7	1,0	18,4	5,4	2,8	0,1
PSB-BSP . . .	5,4	7,1	78,6	86,2	0,3	0,2	8,1	2,6	6,4	2,8	16,7	1,1
PLP-PVV . . .	3,1	7,2	2,4	4,5	85,2	84,8	0,6	0,3	2,1	1,6	13,9	1,6
FDF-RW . . .	1,1	4,6	2,2	7,4	1,6	2,9	86,6	85,1				
VU	1,4	5,1	1,7	5,1	1,6	2,6			73,1	87,2		
PC	0,6	10,8	1,4	21,6	0,3	2,7					66,6	64,9

Si on considère les cases diagonales (représentant les cas de correspondance entre les votes des maris et ceux des femmes), on remarquera que les deux pourcentages calculés — à droite, calculés sur les votes des épouses, à gauche, calculés sur les votes des maris — sont dans certains cas équivalents, dans d'autres cas accusent des différences appréciables.

- Les pourcentages sont assez équivalents en ce qui concerne le PLP-PVV, le FDF-RW et le PC.
- Les pourcentages accusent des différences appréciables :
 - en ce qui concerne le PSC-CVP : lorsque le mari vote PSC-CVP, il est assez rare que la femme vote pour un autre parti (11 % seulement); mais 21 % des femmes votant PSC-CVP, ne votent pas comme leur mari ;
 - en ce qui concerne le PSB-BSP : lorsque le mari vote pour ce parti, 21 % des femmes votent pour un autre parti ; lorsque les femmes votent pour ce parti, il est plus rare que le mari vote autrement (14 %) ;
 - en ce qui concerne la VU : lorsque le mari vote pour ce parti, 27 % des femmes votent autrement. Il est rare que lorsque les femmes votent pour ce parti, leur mari vote autrement.

(1) La question était : « pour quel parti a voté votre époux(se) en 1974 ? ».

Les cas de non-identité entre les votes des épouses et les votes des maris jouent donc, dans l'ensemble, en faveur du PSC-CVP et en défaveur du PSB-BSP et de la VU (si l'on rapporte les votes féminins aux votes masculins).

L'examen des tableaux de croisements prenant en considération d'autres variables indépendantes, permet de constater que les tendances globales se manifestent dans toutes les classes d'âge et quelle que soit l'identification subjective à une classe sociale (2). En réalité, c'est la variable « pratique religieuse » qui introduit les plus grandes distorsions entre comportements politiques des hommes et ceux des femmes. C'est lorsque les femmes sont catholiques que les écarts sont importants, ils sont insignifiants parmi les non-catholiques.

La très grande uniformité des comportements politiques au sein des couples peut exprimer en réalité deux tendances :

- le fait que dans la plupart des cas on se marie dans sa famille politique (d'origine si on l'a conservée);
- le fait que le mariage opère une socialisation des conjoints.

On peut déduire de l'analyse qui a précédé, concernant la socialisation parentale, que puisque cette dernière joue pour les hommes comme pour les femmes, la première tendance doit se trouver vérifiée par les faits. Vérification faite au niveau des tableaux de croisements plus détaillés [tenant compte à la fois de la tendance politique du père et de celle des conjoints (3)], l'hypothèse « de l'homogénéité partisane d'origine des conjoints » se trouve en effet vérifiée pour la majorité des cas.

Il reste donc la minorité des cas où l'origine partisane et l'orientation politique du conjoint ne coïncident pas. Il serait intéressant de considérer à cet égard le rôle du facteur religieux auprès des femmes : selon le niveau de pratique religieuse, on a vu que la fidélité aux convictions partisans du père comme l'homogénéité au sein des couples variaient.

On peut donc s'attendre, dans les cas où il y a non congruence des origines partisans des conjoints, à ce que l'alignement des comportements politiques des femmes sur ceux de leur mari dépende en réalité de leur pratique religieuse.

(2) Les tableaux ne donnant lieu à aucune tendance significative, ne sont pas repris ici.

(3) Nous ne reprenons pas ce tableau détaillé dans le texte.

Summary : Political socialization in the family.

The first part of this article deals with the problem of fidelity to the father's party allegiance.

Socialization by the parents seems to be more effective in catholic and socialist families than in liberal (= conservative) families ; it may be intimately related to a socialization of a religious or a laicist nature.

Socialization by the parents was more effective in the past ; younger people show a tendency to be less influenced by it.

Socialization by the parents is more effective when the ideological context tends in the same direction (catholics in Flanders, socialists in Wallonia).

The second part of the article deals with the problem of voting homogeneity with couples.

Results lead to the conclusion that the large uniformity of political behaviour within couples expresses two tendencies : the fact that in most cases one marries within the ideological « family » one belongs to and the fact that marriage exerts a socialization which is essentially influencing non-catholics.



Problemen en oplossingen voor het aktuele beleid

door Wilfried DEWACHTER,

Gewoon hoogleraar aan de Katholieke Universiteit te Leuven.



H. Simon heeft de besluitvorming in drie fasen ingedeeld : de « attention directing »—fase waarin de aandacht opgeëist wordt voor een probleem, de « design »—fase waarin verschillende oplossingen naar voren geschoven worden en politiek sterk gemaakt en tenslotte de « choice »-fase waarin de politieke aktie resulteert in de keuze van een oplossing (1). Men kan er nog een vierde fase aan toevoegen : de « implementation »—fase, of de fase van de realisatie en van de uitvoering.

In dit opstel wordt een poging ondernomen een beschrijving te geven van de attention directing-, de aandachttrichtende fase en de design- of uittekeningsfase zoals zij bij de publieke opinie inhoudelijk liggen. Deze publieke opinie werd enquêtematig vastgesteld, wat methodologisch betekent dat de publieke-opinie-gestalte, d.w.z. het vooraf uitgedebatteerd zijn hoofdzakelijk langs de massakommunikatie, niet gekend en niet gemeten werd.

1. De prangendheid van de aktuele problemen.

Aan de steekproef werd een reeks van 30 problemen voorgelegd (De 30 problemen staan aangegeven in tabel I). Uit deze problemen, opgesplitst in 2 reeksen van 15 problemen, dienden de onderzoekspersonen, volgens hun inzicht, de belangrijkste problemen (3 per reeks) aan te duiden. Door een ietwat arbitraire rekenkundige operatie is het mogelijk de scherpte van de aktueel naar voren dringende problemen af te lezen (2).

(1) H. SIMON, *Political Research : The Decision-making Framework*, blz. 18, in : D. EASTON, *Varieties of Political Theory*. Englewood-Cliffs, 1966.

(2) Deze rekenkundige operatie bestaat erin dat men het als belangrijkste gerangschikt probleem een waarde 3 geeft ; het op een na eerste probleem een waarde 2 ; het derde gerangschikt probleem een waarde 1 en al de andere problemen een waarde 0.

De steekproef antwoordt op een erg duidelijke manier. Ondervraagd in april-mei 1975 is het probleem nummer één de inflatie. Een 45 % van de ondervraagden zien het als één van de drie meest belangrijke problemen, uit een gamma van 30 problemen. Een 38 % van de ondervraagden zien als ander belangrijk aktueel probleem de vastheid van betrekking, m.a.w. de tewerkstellingsgraad en de antipode hiervan de werkloosheid. Deze twee problemen steken ver uit boven de andere problemen op stuk van aktuele belangrijkheid.

TABEL I
Rangorde van de problemen naar graad van belangrijkheid

Problemen	Frekwentie van vermelding
1. Inflatie	95,8
2. Vastheid van betrekking	82,2
3. Energie	54,0
4. Leefmilieu	45,7
5. Economische groei	38,1
6. Verdediging van de verbruikers	28,9
7. Derde leeftijd	26,3
8. Ontwapening	22,8
9. Abortus	18,7
10. Huisvesting	18,0
11. Inkomensongelijkheid	17,5
12. Veiligheid op de weg	16,8
13. Arbeiderskontrolle	16,2
14. Kriminaliteit	13,8
15. Vlaams-Waalse verhoudingen	12,2
16. Plaatselijke problemen	11,7
17. Vrouwenemancipatie	10,4
18. Staatskontrolle op ekonomie	8,9
19. Europese integratie	8,9
20. Ontwikkelingslanden	8,1
21. Gastarbeiders	8,1
22. Zedenverwildering	5,4
23. Twee onderwijsnetten	5,1
24. Democratisering van het onderwijs	4,7
25. Uitbreiding van Brussel	4,4
26. Deelname aan de besluitvorming	4,2
27. Ordehandhaving	3,7
28. Reklame	3,7
29. Jongerencontestatie	2,9
30. Kollektieve voorzieningen	2,5

Verband houdend met inflatie en tewerkstelling, wordt het probleem energie als derde geciteerd door 26 % van de ondervraagden. Pas met het vierde meest geciteerde probleem komt men uit de prangende ekonomische realiteit en belandt men in de « nieuwe waarden ». Dit vierde meest geciteerde probleem is het leefmilieu : 20 % citeren het als één van de drie belangrijkste. Het vijfde probleem : de ekonomische groei, is weer een typisch welvaartsprobleem (18 % van de ondervraagden). Komen

dan weer twee nieuwe problemen : de verdediging van de verbruikers en de problematiek van de derde leeftijd. De ontwapening bekomt een o.i. onverwacht betrekkelijk hoge plaats (geciteerd door 11 %). De problemen van de ontwikkelingslanden komen aanzienlijk lager in het rijtje voor. Door zowat 9 % met een belangrijkheidsgraad bedacht komen problemen voor als abortus, de huisvesting, de veiligheid op de weg, de arbeiderskontrolle. De inkomensongelijkheid komt nog minder frekwent geciteerd voor. Het lijkt er op dat de bevolking veel meer gesensibiliseerd is op behoud van haar koopkracht en haar tewerkstelling dan op een uit mekaar groeien van de inkomens. Of de rijken rijker worden en de armen armer m.a.w. de relatieve welvaartspositie lijkt minder te raken dan de eigen absolute welvaartsmogelijkheden.

Door zowat 7 % van de ondervraagden worden de problemen aangehaald : kriminaliteit, de Vlaams-Waalse verhoudingen, de lokale problemen, en de vrouwenemancipatie. Hierin zitten zowel gezinsproblemen, als « nieuwe waarden », als klassieke Belgische strijdpunten. Men kan evenwel niet zeggen dat zij een sterke belangrijkheidsgraad hebben in de ogen van de bevolking.

Zonder veel aandacht moeten problemen als de staatskontrolle op de ekonomie, de Europese integratie, de ontwikkelingslanden, de gastarbeiders, de twee onderwijsnetten, de demokratisering van het onderwijs, de zedenverwildering, de politieke participatie, de « carcan » rond Brussel, de ordehandhaving, de publiciteit, de contestatie van de jongeren en de kollektieve voorzieningen het stellen. Kan men dit voor sommige problemen gemakkelijk begrijpen, voor anderen is het moeilijker te plaatsen. Sommige vragen naar beleid schijnen niet het sterkst bij de vraag van de staatsburgers aan te sluiten. Alle problemen van de buitenlandse politiek — op de ontwapening na — zijn zonder belang volgens de publieke opinie. Dit is een konstante van de Belgische politiek die dus tot in 1975 doorgetrokken wordt.

De stratifikatie naar macht bestaat, ook in een democratie. Naast de « Nur-Wähler » (3), de louter-kiezers, heeft men de militanten, de aktieve minderheid, de middenmachtskaders en de leidende elite. Het is zeer de vraag of deze machtsstrata elk voor zich niet andere vragen hebben en andere oplossing voorstaan. Dit dient dan ook onderzocht.

Een doorsnee-bevolkingssteekproef kan niet alle strata bevragen. Hooguit de laag van de Nur-Wähler en de laag van de militanten. Wij hebben deze tweede straat : « de participanten » genoemd wel wetende dat deze term eerder flatterend is voor de personen die in deze kategorie werden op-

(3) Term van R. DAHRENDORF, cit. in : M. LANGE, *Politische Soziologie*. Berlijn, 1961, blz. 44.

genomen. Om technische redenen zijn wij bij de operationalisering moeten afdalen tot het niveau van de seizoenparticipaat (4).

De participanten aanvaardden nagenoeg over de ganse lijn dezelfde problemenprioriteit, met kwasi dezelfde sterkte. Inflatie is ook voor de participanten het probleem nummer één, en de vastheid van betrekking blijft nummer twee. Dan wijzigen de participanten de volgorde. Niet meer energie, leefmilieu en economische groei is de volgorde, maar leefmilieu, economische groei en energie. De daling van de energieprioriteit van 3 naar 5 is het belangrijkste verschil dat de participanten in hun prioriteitenlijst inschrijven. Voorts moet nog opgemerkt worden: het verder naar voor komen van de arbeiderskontrolle van de 13de naar de 7de plaats en van de Europese integratie van de 20ste naar de 13de plaats. Anderzijds verliest de abortusproblematiek aan belangrijkheid: van de 10de plaats verhuist ze naar de 20ste plaats.

Uit de problemenprioriteit van de participanten kan men geen linkse of rechtse oriëntering afleiden. Integendeel: de participanten hebben een nagenoeg zelfde prioriteitenpatroon op stuk van beleidsvragen als de doorsnee-burger. Dit blijkt a contrario uit dezelfde positie die zij geven aan problemen als deelname aan besluitvorming, jongerencontestatie en derde leeftijdsproblemen.

2. De politieke opties van de staatsburgers.

De politieke wil van de staatsburgers « à l'état nature » vaststellen is moeilijk. De problemen moeten gekende problemen zijn, zodat reële antwoorden bekomen worden. Het gekend zijn van de problemen echter betekent dat de politieke elite reeds een stuk beleid in voorbereiding heeft, of al gevoerd heeft. Er is dan een zekere maar onbekende mate van beïnvloeding. Voorts gebeurt het dat de leidende elite, of media van massa-kommunikatie in de politieke ruimte reeds een deel « vertaling »

(4) De vragenlijst bevat een participatie-index bestaande uit 8 items. Gemiddeld beoefenen 6,3 % van de ondervraagden de 8 participatie indices regelmatig en 10,5 % tamelijk dikwijls; daarentegen bedrijven 24,0 % deze deelname slechts zelden en 44,2 % doen nooit mee (bij 15,1 % niet antwoorden). Dit zijn evenwel gemiddelden. Als men het participatiekriterium opdrijft tot « regelmatig » en « tamelijk dikwijls » samen voor alle items te nemen (de participanten moeten dus minimaal « nogal frekwent » alle items beoefenen) dan daalt het percentage participanten tot 3,1 %. Met weglating van de twee minst beoefende participatie items (politiek dienstbetoon en deelname aan verkiezingskampagne) loopt dit percentage op tot 4,6 %. In absolute cijfers vertegenwoordigt dit echter een te klein aantal ondervraagden om op betrouwbare wijze nog verdere uitsplitsingen te doen. Teneinde een groter aantal ondervraagden bij de « participanten » te bekomen werd de participatiegraad verlaagd tot « zelden » voor alle acht participatie-items. Zodoende loopt het percentage « participanten » in de steekproef op tot 28,7 % tegenover 71,3 % « Nur-Wähler », of met inachtneming van de 32,2 % « niet-antwoorden », tot 19,5 % participanten en 48,3 % « Nur-Wähler ».

van politieke probleemformulering en/of voorgestelde oplossing, en/of oplossing heeft verstrekt zodat ook hier kontaminatie kan optreden.

Naast de beïnvloeding van boven uit is er een tweede, tot nog toe niet bevredigend op te lossen moeilijkheid in het analyseren van de « volkswil ». nl. het ervaren van de probleemstructuur. Een overgrote meerderheid van de bevolking wenst een vermindering van de staatsuitgaven. Wat deze vermindering aan afbouw van welvaart en welzijn betekent is een niet beantwoorde vraag. Men bekomt geen inzicht in wat de staatsburgers op stuk van welzijn en welvaart willen prijsgeven om de staatsuitgaven te verminderen. Een bepaalde mate van argeloosheid t.a.v. de probleemstructuur zit ongetwijfeld in de antwoorden. Wat gekend is, wat aanvaard wordt om af te bouwen en wat ten alle prijze behouden wil gehouden zijn, blijven onbekenden. Ook in deze enquête is op dat punt niet veel vooruitgang gemaakt.

De structuur van de publieke opinie, in de zin van de intensiteit waarin zij bestaande maatregelen of door te voeren oplossingen steunt of afwijst, is gevarieerd (zie tabel II). Men krijgt duidelijk niet een globale en sterke houding pro, noch een globale en sterke houding tegen. Ook is het zo dat gematigde standpunten of standpunten met nuances en reserves niet voortdurend de bovenhand halen. Beleidsvragen als een radikale verscherping van de strijd tegen de kriminaliteit, als een toename van de controle op voedingswaren, als het gelijk loon voor de vrouw in geval van gelijk werk, worden met duidelijke meerderheid en zonder veel voorbehoud gesteund. Ook de sloganachtige vermindering van de staatsuitgaven valt, nogal begrijpelijk, in deze categorie. Een geleidelijke op-pensioenstelling in plaats van een bruuske dag-op-dag-overgang vindt een meerderheid pro, maar een meerderheid met reserves. De invoering van publiciteit op T.V. krijgt ook een meerderheid, maar deze meerderheid heeft meer reserves dan zij onvoorwaardelijk steun vindt. Een zelfde opinie-structuur geldt voor het behoud van de twee aparte schoolnetten, voor het invoeren van de numerus clausus aan de universiteiten en zelfs voor het stemrecht op 18 jaar.

De Europese vraag naar de integratie met de economisch sterke landen alleen, de arbeiderskontrole in de bedrijven, de tewerkstelling in eigen streek desnoods ten koste van loon en de keuzevraag tussen kollektieve voorzieningen of gezinsbijslagen, hebben een aanzienlijke groep onbeslisten. Langs de kant van de verwerping van beleidsoplossingen heeft men ook de vorm van de gematigde, de genuanceerde verwerping (bijvoorbeeld de afschaffing van de snelheidsbeperking) en de vorm van een onbeperkte verwerping (bijvoorbeeld de bijkomende belasting voor ontwikkelingshulp).

Onderzoekstechnisch dient wel opgemerkt dat van de vragen in verschillende richtingen (positief en negatief) er slechts 3 op de 30 vragen negatief beantwoord werden; de 27 andere vragen gaven bij aftrekking van het aantal tegenstanders van het aantal voorstanders telkens een positief resultaat. Een kontaminatie van het antwoord door de vraag lijkt dus niet uitgesloten.

Uit dit technisch feit mag niet een konservatieve georiënteerdheid van de publieke opinie (althans enquête-matig vastgesteld) afgeleid worden. Dit moet op een andere wijze onderzocht worden. Na het wegwerken van positieve en negatieve formuleringen werden de vragen gerangschikt in :

- opties die het behoud van de bestaande situatie beogen.
- opties die de verandering van de bestaande situatie beogen.
- opties die een begin van realisatie kennen maar lang nog niet voltooid zijn.

Voor elk van deze opties werd het gemiddeld steunen en het gemiddeld verwerpen berekend en van mekaar afgetrokken.

De opties die het behoud van de bestaande situatie beogen worden gemiddeld door 28 % van de ondervraagden meer gesteund dan afgewezen. De opties die verandering beogen krijgen nog lichtjes meer steun; zij hebben een positieve balans van voorstanders tegenover tegenstanders van 33 %. De opties die een begin van uitvoering kennen, maar nog grotendeels moeten uitgebouwd worden kennen de sterkste pro houding. Voor deze opties zijn de voorstanders met 45 op 100 eenheden talrijker dan de tegenstanders. De publieke opinie is blijkbaar progressief georiënteerd, met een duidelijke voorkeur voor begonnen projecten of opties. De publieke opinie, zou dus eerder gematigd progressief kunnen zijn of misschien progressief in de mate dat zij ziet dat de verandering geen omwenteling betekent. Progressief is in de operationalisatie gedefiniëerd louter als verandering, ongeacht de ideologische links- rechts plaatsing van die verandering.

Een verdere en even belangrijke reserve is het al dan niet representatief zijn van de lijst van de opties. Dit is zonder meer niet uit te maken gezien men geen uitlijning van een universum van opties kan maken. Het besluit over het gereserveerd progressisme van de publieke opinie moet dan ook getoetst worden aan de andere behouds- en veranderingsmetingen in dit onderzoek.

De te nemen opties die in de enquête bevraagd worden vormen zeker geen volledig beeld van alle politieke keuzen die gemaakt moeten worden. Men kan enkel hopen in zover representatief te zijn dat ze een beeld

geven van de grote oriëntaties die — binnen de konditionering van een elitair gedrag en de partiële, mogelijk ook selectieve ervaring van de probleemstructuur — aanwezig zijn.

TABEL II
De opties van de Belgische staatsburgers*

	Volledig akkoord	Akkoord met voorbehoud	Noch voor noch tegen	Eerder niet akkoord	Volledig niet akkoord
1. Versterking van de controle op de voedingsmiddelen	68	24	2	1	2
2. Strijd tegen kriminaliteit	72	19	3	1	3
3. Gelijk loon voor gelijk werk	60	27	4	2	5
4. Vermindering van staatsuitgaven	53	31	5	2	6
5. Intensivering sociale woningbouw	47	32	5	2	4
6. Inkomensherverdeling	53	25	8	4	6
7. Geleidelijke op-pensioenstelling	38	40	8	3	6
8. Stemrecht op 18 jaar	33	34	12	9	9
9. Uitwijzing klandestiene gastarbeiders	37	28	11	7	11
10. Strenger optreden tegen onzedige publikaties	34	27	11	8	11
11. Sluiting van bedrijven om milieuredenen	25	33	12	5	18
12. Behoud van beide onderwijsnetten	23	32	14	10	14
13. Publiciteit op televisie	23	32	14	8	13
14. Evolutie naar beroepsleger	28	26	15	9	11
15. Beperking stakingsrecht	26	28	14	7	12
16. Rechtstreekse verkiezing van de Eerste-Minister	29	24	15	6	9
17. Nationalisatie van de energiesector	28	24	14	6	9
18. Brussel beperkt tot 19 gemeenten	27	21	10	3	11
19. Niet strafbaar stellen van abortus	24	24	18	12	20
20. Numerus clausus aan de universiteit	19	27	19	11	12
21. Nationalisatie van banken en holdings	19	24	17	9	14
22. Loonstop om inflatie te bestrijden	18	25	18	12	20
23. Inflatie eerder dan werkloosheid	14	24	21	12	16
24. Federalisme met drie	20	15	19	15	11
25. Werk in eigen streek eventueel met lager loon	14	21	30	15	14
26. Arbeiderszelfbestuur	14	21	25	14	19
27. Opheffen van snelheidsbeperking	15	16	25	25	18
28. Europa enkel met sterke landen	11	18	23	13	15
29. Kollektieve voorzieningen in plaats van gezinsvergoedingen	13	15	24	12	22
30. Supplementaire belasting voor de ontwikkelingslanden	8	18	20	23	28

* De beleidsopties in deze tabel werden gerangschikt volgens de omvang van het aantal voorstanders.

De publieke opinie ervaart de inflatie als een erge zaak. Dat is uit de rangordening van de problemen gebleken. Dat blijkt ook uit het feit dat een meerderheid (11 %) (5) een blokkering van de lonen aanvaardt om

(5) In dit stuk wordt gewerkt met een balansrekening : het percentage voorstanders min het percentage tegenstanders (alle niet-antwoorders uitgesloten).

de inflatie af te remmen. Maar sterker nog dan om de koopkracht van het geld (inflatieprobleem) is men bekommerd om de tewerkstelling. Een meerderheid (11 %) verkiest inderdaad inflatie boven een vermindering van de arbeidszekerheid. De tewerkstelling zou dus economisch objectief nummer één kunnen geheten worden. Dit lijkt logisch aangezien voor het grootste deel van de volwassen bevolking het inkomen afkomstig is van de arbeid en men dus minder verliest met een in koopkracht verminderd loon — overigens indexmatig aan het prijzenpeil gekoppeld — dan met geen loon of de vermindering van het loon tot de werkloosheidsvergoeding. Hier lijkt de publieke opinie logisch te zijn. Minder logisch wordt ze als de overgrote meerderheid (75 %) voor de vermindering van de staattuitgaven opkomt. Men zou dit als een anti-inflatoire maatregel kunnen verdedigen. Maar uit het antwoord omtrent de ontwikkelingshulp (25 % is tegen een additionele belasting om de ontwikkelingshulp op te drijven) kan men met een grotere kans op zekerheid of bij een groter deel van de ondervraagden een anti-belastingshouding vermoeden: vermindering van de staatsuitgaven waarschijnlijk een vermindering van de belastingsdruk meebrengend. Wat deze vermindering van de staatsuitgaven op stuk van tewerkstelling en op stuk van sociale voorzieningen zou kunnen teweegbrengen laat 53 % van de ondervraagden — met antwoord — (onbewust wellicht) volkomen onverschillig: zij gaan er helemaal akkoord mee.

Qua economische structuur wenst een zeer duidelijke meerderheid (68 %) een herverdeling van de inkomens door een zwaardere fiskaliteit voor de grote inkomens en een lichtere fiskaliteit voor de kleine inkomens. Op stuk van staatsbedrijven wenst men nationalisaties van de basissectoren: 37 % wenst een nationalisatie van de energiesektor en 20 % wenst de nationalisatie van de banken en de holdings. De optie voor de arbeiderskontrolle in de bedrijven is nog niet genomen: bij een vrij sterke onbeslistheid (25 %) equilibreren zich de voor- en de tegenstanders ongeveer in aantal. De tegenstanders zijn bovendien iets radikaler in hun verwerping. In de hiërarchie van waarden schijnt wel wijziging te komen. Een balansmeerderheid van 36 % aanvaardt verplichte bedrijfssluitingen omwille van milieuvervuiling. Dit is in vergelijking met de preferentie van tewerkstelling op inflatieafremming, inflatieafremming verkozen zijnde boven loonstijging, een uiterst merkwaaardige vaststelling. Of is het zo dat ook hier de probleemstructuur nauwelijks is doorgedrongen?

Wat de bedrijfspositie van de vrouw betreft is er een overduidelijke meerderheid (81 %) voor gelijk loon voor gelijk werk. Voor de pensionering wil men duidelijk af (70 %) van het brutale vandaag op morgen cascade-systeem. Een geleidelijke werkwijze wordt duidelijk verkozen. Naar de dagdagelijkse levenssfeer wordt een meer behoudsgezind

patroon aangehouden. Men verkiest nog nipt (6 %) de gezinsvergoedingen boven de kollektieve voorzieningen. De veiligheid op de weg, gediend door de snelheidsbeperkingen, wordt ook gesteund (12 %). Een intensivering van de sociale woningbouw wordt evident door een grote meerderheid gevraagd (74 %) (vergelijk de hoger vermelde vermindering van de staatsuitgaven). Naar de huiselijkheid toe is ook de nipte meerderheid (5 %) te interpreteren voor werk in eigen streek met een eventueel veel lager loon. Een algemene vraag haast (89 %) wordt de toename van de controle op de voedingswaren. De konsument wil verdedigd worden.

Opmerkelijk is dan ook weer dat diezelfde staatsburger met een 31 % meerderheid de publiciteit langs de televisie in zijn huiskamer wil laten binnendringen, m.a.w. de reclame op haar sterkste impactmogelijkheid. Is dit weer in de eerste plaats belastingsvermindering (kijkgeld) zonder realisatie van de probleemstructuur? Anderzijds gaat men niet mee met een aantal « modes »: een 43 % meerderheid vraagt een strengere beugeling van de onzedige publikaties. De kriminaliteit van haar kant moet verhard streng aangepakt worden (85 % is hier de balansuitkomst in die richting). Wie in de lijn van de twee vorige opties een strafrechtelijke veroordelingseis voor de abortus provocatus verwacht komt verkeerd uit. Een meerderheid die 16 % eenheden groter is dan de tegenstanders vraagt de depenalisatie van de abortus. Een probleem dat samen met de abortus provocatus-problematiek in de politieke arena wel eens verbonden is geweest is dit van de pluralistische school. Een 32 % meerderheid wenst hier het behoud van de bestaande toestand: de gescheiden katholieke- en officiële schoolnetten. Wat het onderwijs in zijn democratiseringspolitiek betreft wensten 19 + 27 % voorstanders tegen 11 + 12 % tegenstanders, zijnde een balans van 23 %, de invoering van een numerus clausus aan de universiteiten: uitdrukking van een besparingswil en/of van het veilig houden van een democratiseringsweg naar de hogere ambten? Wat het stemrecht voor de jongeren betreft is men alleszins open: 49 % meer voorstanders dan tegenstanders voor de verlaging van de kiesgerechtigde leeftijd tot 18 jaar. Mogelijk ook een vraag naar grotere participatie.

In alle geval is de positieve balans (38 %) ten voordele van de rechtstreekse verkiezing van de eerste minister een vraag naar grotere participatie. Vraag naar een tweede belangrijk inspraakkanaal en/of vraag naar een sterker gezag? Niet zo sociaal-ekonomisch democratiserend is men op het internationaal niveau. Men (25 % balans) heeft geen belastingsverhoging over om de Noord-Zuid tegenstelling ietwat te milderen. Ook naar de gastarbeiders hier is men niet zodanig positief, althans: met een 46 % balans wenst men een uitwijzing van de klandestiene buitenlandse

arbeiders. Zijn dit, ondanks hun ongekwalificeerde en versmadede beroepen, dan toch concurrenten op de arbeidsmarkt in tijden van recessie? Uit de andere gegevens van het onderzoek blijkt niet een sterk anti-racisme. Of is het vraag naar orde en respect voor de wet?

In die lijn gaat de vroeger vermelde strenge beteugeling van onzedige geschriften en van de kriminaliteit. In die richting gaat ook de wettelijke beperking van de stakingen in de openbare diensten en in de sleutel-sektoren, die met een balans van 35 % eenheden gevraagd wordt. In die lijn zou ook de vraag van een gelijke grootte naar een beroepsleger kunnen gezien worden. Blijft echter te onderzoeken of dit de verklaring is.

Tenslotte de typische kommunautaire problematiek van België. Ook hier geen eenduidige oplossing. Op stuk van de begrenzing van Brussel is er een duidelijke meerderheid (33 %) voor de beperking tot de 19 gemeenten, m.a.w. een aanvaarding van de Vlaamse oplossing. Wat het aantal deelstaten betreft, daar volgt de meerderheid niet de Vlaamse oplossing. Inderdaad, een federalisme met drie wordt voorgestaan, zij het met een eerder kleine meerderheid van 10 % meer.

Aldus beschreven stelt de publieke opinie, geregistreerd langs enquête, twee problemen: haar interne « onlogica » en haar geringe bekendheid met de probleemstructuren.

Toegegeven dat onze manier van weergeven, nl. gewoon de meerderheden degageren, geen sluitende werkwijze is om een interne logica volledig te ontkennen.

Op basis van een logisch patroon kan een ondervraagde dan eens bij de meerderheid dan eens bij de minderheid zitten. De telwijze distilleert een statistisch patroon dat in zijn geaggregeerdheid niet noodzakelijk logisch is; dus omgekeerd: uit onlogische totaalsommen dienen nog niet definitief onlogische basispatronen afgeleid. De kans op een parallelisme van on-logica's is wel groter dan op een dispariteit van onlogisch tegenover logisch.

Met deze reserve is het optiepatroon van de Belgische publieke opinie wel in aanzienlijke mate onlogisch: oplossingen in ene richting stroken niet met, of sterker zelfs: gaan in tegen oplossingen voor andere problemen voorgestaan. Dit maakt politiek bedrijven voor de politici zeker niet gemakkelijk. Anderzijds kent men te weinig de probleemstructuur. De vermindering van de staatsuitgaven, het federalisme met drie zijn hiervan duidelijke voorbeelden. Een taak van de politici en van de permanente vorming is het dienvolgens aan de staatsburgers de probleemstructuren te leren kennen en opties in functie daarvan te nemen.

3. De opties van de probleemgevoeligen.

Sommige personen zijn van uit hun situatie, vanuit hun positie, vanuit hun interesse meer of veel meer betrokken op een probleem dan anderen. Zij zijn probleemgevoelig. Het gaat hun aan. En omdat het hun aangaat zijn ze belangrijker dan de anderen op stuk van legitimiteit van het bestel. Omdat het hun aangaat zijn ze misschien meer bereid tot actie dan anderen. Het komt er derhalve op aan te onderzoeken in welke mate zij andere oplossingen voorstaan dan de gemiddelde oplossing. Daartoe werden de vragen naar de belangrijkheidsgraad van de problemen (zie tabel I) en de oplossingen die aan die problemen beantwoorden (zie tabel II) gekruist. Met elk probleem (in tabel I) komt een beleidsvraag (in tabel II) overeen. De kruising bestond erin de mening per beleidsvraag van deze personen vast te stellen die dat probleem als belangrijk hadden gescoord. Deze mening werd vergeleken met de mening van de ganse steekproef. Op die manier wordt een beeld bekomen van de oplossingen voorgestaan door de probleemgevoelige staatsburgers.

De oplossingspatronen van de probleemgevoeligen en deze van de gemiddelde doorsnede stemmen op merkwaardige wijze overeen. Slechts uitzonderlijk is er een afwijking. Of het nu gaat over de depenalisatie van de abortus provocatus, de evolutie naar beroepsleger, de vermindering van de staatsuitgaven, het stemrecht op 18 jaar, de loonstop om de inflatie te bestrijden, het behoud van de snelheidsbeperkingen, het werk in eigen streek, de controle op de voedingswaren, de intensivering van de sociale woningbouw, de strijd tegen de kriminaliteit, het verkiezen van de inflatie boven de werkloosheid, het federalisme met drie, de uitwijzing van de klandestiene gastarbeiders, de geleidelijke op-pensioenstelling, het gelijk loon voor gelijk werk, de gezinsvergoedingen boven de kollektieve voorzieningen, de nationalisatie van de energiesektor, telkens vindt men bij de probleemgevoeligen eenzelfde meerderheid als bij de gemiddelde doorsnede, een meerderheid die bovendien kwantitatief niet noemenswaardig verschilt van de gemiddelde meerderheid.

Slechts in een paar gevallen krijgt men een op te merken verschuiving. Brussel beperken tot de 19 gemeenten geeft een duidelijke radikaliserende bij de probleemgevoeligen, radikaliserende die in beide richtingen gaat. Dit is het enige geval waarin dit patroon zich voor doet. Aangestipt moet worden dat de ruimtelijke beperking van Brussel een uitgesproken strijdpunt is. Doch dit is geen verklaring omdat andere uitgesproken strijdpunten dit patroon niet halen. Een ander patroon van verschuiving is de meer positieve houding van de probleemgevoeligen. Dit doet zich voor in zestal gevallen. Het arbeidszelfbestuur in de bedrijven krijgt een duidelijke meerderheid (25 %) bij de probleemgevoeligen ; de probleem-

gevoeligen op stuk van numerus clausus aan de universiteiten vagen de 23 % meerderheid die er bij de gemiddelde oplossing was weg. De meerderheid van 25 % die bij de gemiddelde staatsburgers tegen de additionele belasting ten voordele van de ontwikkelingslanden was, wordt bij de probleemgevoeligen weggewerkt : voor- en tegenstanders houden mekaar daar in evenwicht. Het is dus helemaal niet zo dat men bij de gesensibiliseerden op stuk van ontwikkelingslanden een overgrote meerderheid voor de additionele belasting zou vinden. Een beperktere verschuiving geven de probleemgevoeligen voor de rechtstreekse verkiezing van de eerste minister te zien (een toename met 8 %). De nationalisatie van de banken en de holdings krijgt nog een kleiner verschil (een toename met 6 % eenheden), daar waar de nationalisatie van de energiesector bij deze die bekommerd zijn om de energie helemaal geen verschuiving te zien geeft. Wel krijgt de nationalisatie van de energiesector een 9 % eenheden grotere meerderheid bij degenen die bekommerd zijn om de controle van de staat op de economie.

Op een dertigtal problemen zijn er een zevental die bij de probleemgevoeligen een ander antwoordpatroon krijgen dan bij de gemiddelde staatsburger. Dit is een duidelijke minderheid. Het selectiepatroon van deze 7 problemen uit de 30 is helemaal onbekend. Waarom deze en waarom niet andere oplossingen blijft een onopgeloste vraag. Het strijdpunt-karakter geeft geen verklaring. Men vindt zowel uitgesproken strijdpunten als zwakke strijdpunten of oplossingen die nog niet tot strijdpunt zijn geworden in beide categorieën. Ook het inkomensaspekt van de problemen brengt geen verklaring. Men vindt dit aspekt ook weer in beide categorieën.

De splitsing naar participatiegraad brengt een volledige bevestiging van bovenstaande. Ook bij de participanten is er een evengrote meerderheid van gevallen waarbij de oplossing in niets afwijkt van de gemiddelde oplossing. De participanten staan zelfs in de afwijkende gevallen dichter bij de gemiddelde positie dan wel bij de positie van de probleemgevoeligen. Dit kan evenwel ook aan de operationalisatie van de participanten te wijten zijn.

4. Vlaanderen en Wallonië verschillend in opties.

Lopen de oplossingen van de doorsnee burger in dezelfde richting als deze van de probleemgevoeligen en de participanten, de oplossingen voorgestaan in Vlaanderen zijn in grotere mate tegengesteld aan deze voorgestaan in Wallonië. De wezenlijke verschillen liggen naar de gewesten. En verschillen zijn er wel. Laten wij vooraf aanstippen dat de opinie in Vlaanderen duidelijk meer genuanceerd of met reserves is dan in Wal-

lonië. Waar de Walen hoofdzakelijk naar de categorieën zonder reserves grijpen (helemaal akkoord of helemaal niet akkoord) gebruiken de Vlamingen veel meer de categorieën met nuances (akkoord met voorbehoud en eerder niet akkoord).

Lopen de oplossingen voorgestaan in Vlaanderen en Wallonië meer dan eens danig uit mekaar, dan zijn de punten waar zij parallel lopen des te opmerkelijker daar men precies op die punten grote verschillen zou verwachten. Zowel in Vlaanderen als Wallonië, en met een even sterke meerderheid van 11 % (verschil tussen voorstanders en tegenstanders) wenst men liever een loonstop dan inflatie en bovendien wensen beide gewesten (ook met een 11 % meerderheid) liever inflatie dan werkloosheid. Van gelijklopendheid in een sociaal strijdpunt gesproken... Maar de gelijklopendheid gaat nog verder. Dat gelijk loon voor de vrouw in geval van gelijk werk in beide gewesten gelijkelijk (80 %) aanvaard wordt is aannemelijk in het licht van het bovenstaande; dat geldt ook voor de vraag naar de herverdeling van de inkomens (70 %) en is zeker ook begrijpelijk voor de vraag naar scherpere controle op de voedingswaren (89 %) en de progressieve op-pensioenstelling. Opmerkelijker wordt het weer als men een gelijkmatig sterke vraag ziet (33 %) tot beperking van het stakingsrecht in de sleutelsektoren en in de administratie — Vlaanderen niet sterker dan Wallonië —, een gelijkmatig sterke vraag (36 %) naar de evolutie naar een beroepsleger, en een gelijkmatig sterke vraag (47 %) — zelfs iets sterkere vraag in Wallonië — naar de uitwijzing van de klandestiene gastarbeiders. Ook in Wallonië, net als in Vlaanderen, worden de gezinsbijslagen met (5 %) nog verkozen boven kollektieve voorzieningen. En de invoering van een numerus clausus aan de universiteit wordt net zo sterk (22 %) gevraagd in Wallonië als in Vlaanderen. Op stuk van sociale beleidsvraag is er geen « konservatief Vlaanderen » en « progressief Wallonië » meer in 1975. Ze zijn aan mekaar gewaagd.

Voorts stemmen Vlaanderen en Wallonië nog overeen om de rechtstreekse verkiezing van de eerste minister met ruime meerderheid (37 %) te vragen. En ondanks de grotere probleemgevoeligheid in Vlaanderen voor de veiligheid op de weg, is de vraag naar de handhaving van de snelheidsbeperking even groot (14 %) in Wallonië als in Vlaanderen. De strijd tegen de kriminaliteit moet volgens een overgrote meerderheid (86 %) in beide gewesten radikaal verscherpt worden.

Wallonië wil wel sterker beroep doen op de staat. Wallonië vraagt inderdaad voor 14 % meer een intensivering van de sociale woningbouw en hoe dit dan te rijmen is met de 16 % grotere vraag in Wallonië naar vermindering van de staatsuitgaven is een open vraag. Wallonië vraagt

ook voor 17 % meer een nationalisatie van de banken en de holdings en van de energiesektor.

Het is ook Wallonië dat met 24 % meer een strenger optreden tegen de onzedige publikaties vraagt.

Dat Vlaanderen met 45 % meer het behoud van de twee onderwijsnetten vraagt is aannemelijk, zij het dat het verschil met Wallonië zeer groot is. Opmerkelijk, minstens t.a.v. het stereotype van het conservatieve Vlaanderen is nog maar eens de 26 % meerderheid in vergelijking met Wallonië voor het stemrecht op 18 jaar, en vooral de 24 % eenheden kleinere oppositie tegen een ontwikkelingshulp door een additionele belasting. Gans « modern » of « nieuwe waarden » is ook de 14 % grotere meerderheid in Vlaanderen voor bedrijfsluiting om redenen van ecologische gaafheid. Wat in deze dan weer helemaal discordant is, is de 30 % grotere vraag in Vlaanderen naar publiciteit in de huiskamer langs de televisie. Begrijp wie kan. De enige verklaringsuitweg is de onbekendheid met de probleemstructuur.

Voor alle tot nog toe geciteerde problemen loopt de oplossing in Wallonië in dezelfde richting als in Vlaanderen. Er zijn echter een reeks strijdpunten waarvoor de oplossing in verschillende richtingen loopt.

Dat de communautaire problematiek verschillende oplossingen geeft zal amper verwondering wekken. Het opmerkelijke is nu dat niet de beperking van Brussel tot de 19 gemeenten een richtingsverschil geeft. Zowel Vlamingen als Walen vragen de beperking tot de 19 gemeenten, zij het dat de Vlamingen dit voor 34 % meer doen. Het federalisme met drie geeft wel richtingsverschil. De Walen zijn er voor met 29 % en de Vlamingen er tegen met 10 %.

De arbeiderskontrolle van de ondernemingen geeft een richtingsverschil en een intensiteitsverschil: Wallonië 29 % voor, Vlaanderen 13 % tegen. Een strijdpunt in wording, voorttrekking van de ideologische lijn in Wallonië en de pragmatische lijn in Vlaanderen of gewoon onvoldoende propagandistische inspanning in Vlaanderen? De depenalisatie van de abortus provocatus is zeker geen strijdpunt in wording meer, het is een strijdpunt — zij het met een niet overdreven hoge belangrijkheidsgraad. Hier lopen de Vlaamse en de Waalse oplossing even scherp uit mekaar: respectievelijk 5 % tegen- en 39 % voor-balans. Deze richtingen stroken met de verwachtingen. Opmerkelijk is verder dat ondanks de twee decennia oude inspanning in Vlaanderen voor werk in eigen streek de Vlamingen in meerderheid (13 %) ver van huis gaan werken om meer te verdienen, wijl de Walen (34 %) liever dichterbij huis werken met eventueel een gevoelige wedde- of loondaling. Ligt hier de verklaring in de sterkte van de feiten en/of de gewoontevorming boven de kulturele waarden-vorming?

Wallonië is lang het progressieve gewest niet meer, evenmin als Vlaanderen het conservatieve gewest is. Beide liggen evenzeer in het centrum zij het met soms nogal verschillende aksenten. Niet de sociale politieke opties zijn verschillend, wel de ideologisch opgevijselde strijdpunten. Gezien de structurele ondersteuning van deze laatste o.a. in partijen en syndikaten zal de « choice » voor deze punten bijzonder moeilijk zijn, gezien een kompromisvorming in een aantal van deze punten niet zo gemakkelijk is. De kompromisvorming is de geijkte Belgische weg van besluitvorming. Het democratisch konflikt kan de Belgische politiek zo moeilijk aan. Voor een groot aantal problemen is de oplossing in hoofde van de publieke opinie duidelijk. Voor een aantal anderen zullen basistegenstellingen normaliter in konfrontatie gaan.

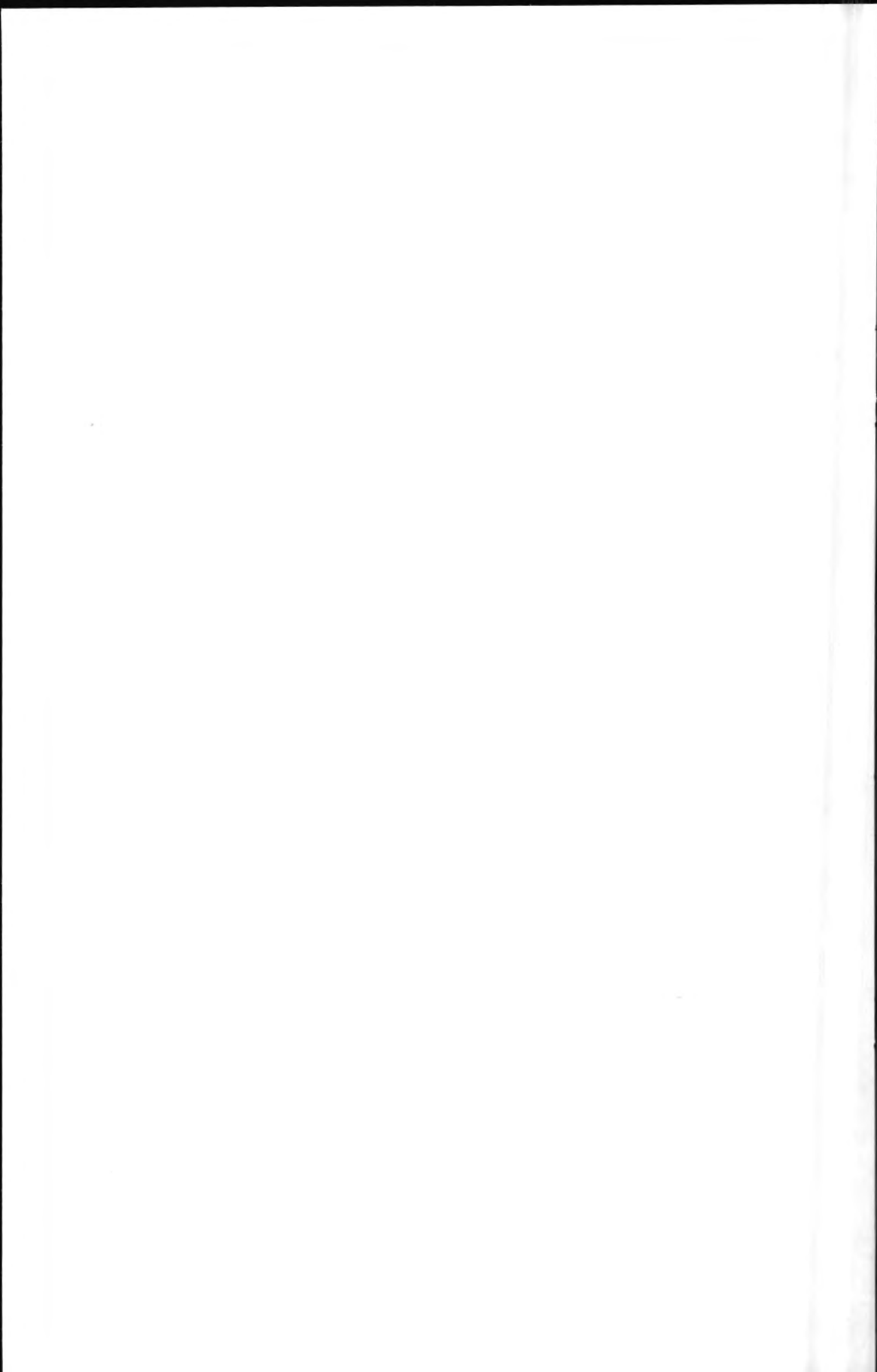
Vlaanderen en Wallonië zijn op een aantal punten verschillend. « La personnalité d'un peuple est faite de l'image qu'il a donnée dans l'histoire, des paysages de son enfance, des valeurs qu'il représente, il ne peut la perdre sans tout perdre en même temps » (6). Te scherp geformuleerde stelling, maar stelling met grond van waarheid, ook blijkens dit onderzoek. Het wordt uitkijken hoe het Belgisch politiek bestel de problemen zal oplossen.

Summary : Problems and solutions for present policy in Belgium.

According to an opinion poll which was carried out in the middle of 1975 with a representative sample of Belgian citizens, the problems which most imposed themselves about that time were economic problems, viz. inflation and employment. These two problems were perceived as the most pressing by the more active part of the population as well. However, the solutions that citizens favour for a broad range of problems are not logically consistent, and demonstrate that many citizens have but very little insight in the problems' structure. Yet, those who do feel more concerned, generally favour the same solutions as does the average citizen ; there is no polarization to be noticed.

Considerable differences are brought forward by splitting up the results in two main regions : Flanders vs. Wallonia. The ethnic and linguistic difference appears to be also a political difference as far as problem - solving is concerned. The type of solutions citizens favour also shows that the stereotype « conservative Flanders » vs. « progressist Wallonia » is not valid any longer.

(6) L. OUTERS in zijn toespraak als pas verkozen voorzitter van de Franse Cultuurraad, op 21 oktober 1975.



Het oppositioneel gedrag van de Belgische staatsburger

door Edith DE GRAEVE-LISMONT,

Assistente aan de Afdeling Politologie (K.U.Leuven).



Inleiding.

Een democratie, zegt Dahl, wordt essentieel gekenmerkt door de voortdurende respons van de regerenden op de preferenties van de geregeerden (1). Deze soevereiniteit van de natie ligt vervat in de Belgische Grondwet. In principe is de meest duidelijke weg tot het kenbaar maken van de voorkeuren der staatsburgers die van de wetgevende verkiezingen op nationaal vlak, van de gemeenteraadsverkiezingen op gemeentelijk vlak. Normaliter krijgt de meerderjarige Belg minimaal om de 4 jaar (en sinds WO II gebeurde dit gemiddeld ééns om de 2,5 jaar) de gelegenheid om op nationaal vlak zijn politieke overtuiging te laten gelden door een stem uit te brengen voor een bepaalde partij of kandidaat en bijgevolg voor een bepaald programma. Op het vlak van de gemeente bedraagt deze tijdspanne 6 jaar. De machtsverhoudingen die van dit ene moment de resultante zijn blijven dan een hele legislatuur gelden. Daartegenover staat dat zich in de loop van deze periode andere of veranderde behoeften kunnen manifesteren in de bevolking, dat de kiezerswil niet altijd even juist vertaald wordt bij coalitievorming en dat, tenzij men consensus bereikt, een minderheid de duimen moet leggen voor een meerderheid bij de besluitvorming.

De mogelijk hieruit voortspruitende ontevredenheid en het ongenoegen van een gedeelte der bevolking poogt een democratisch politiek stelsel op te vangen door de oppositiepartijen in het parlement de mogelijkheid te verstrekken zich openlijk op te stellen tegenover het regeringsbeleid en alternatieve voorstellen te verdedigen. Bovendien wordt een elitaire consensus nagestreefd om in een verzuilde maatschappij als de onze de

(1) R. DAHL, *Polyarchy. Participation and Opposition*. New Haven and London, 1971, blz. 2.

maatschappelijke antagonismen en aldus het konfliktpotentieel te reduceren.

Niettemin blijven konflikt en oppositie, zij het in verschillende mate, inherent aan iedere maatschappij. Opdat de democratische eis van Dahl zo dicht mogelijk benaderd wordt dient er een permanente voeling te bestaan tussen regeerders en geregeerden zodanig dat de overheid zich bewust is van de vraagstukken die de publieke opinie in beroering brengen. Dit veronderstelt niet alleen een luisteren vanwege de overheid maar evenzeer belangstelling vanwege de basis, het daadwerkelijk uiten van haar standpunten en het eventueel kritiek uitoefenen op de door de beleidsinstanties voorgestelde oplossingen. Hiertoe beschikken de burgers over een waaier van mogelijkheden, gaande van de meest geïnstitutionaliseerde vorm via het beroep doen op de politieke partijen tot de meest ruwe en ongedisciplineerde contestatie als het gebruiken van geweld.

Oppositie kan verscheidene gestalten aannemen : zij kan parlementair of buiten-parlementair zijn, tijdelijk of permanent, globaal of partieel, systeem- of beleidsmatig, om ons tot enkele verschijningsvormen te beperken. In deze bijdrage wordt de buiten-parlementaire oppositie in ogenschouw genomen en dit in de breedste betekenis van het woord (2). Gepeild wordt naar de wijze waarop de staatsburger zijn mogelijkheden tot oppositievoering op ieder ogenblik ervaart wanneer een bepaalde beleidsmaatregel, op welk niveau en van welke draagwijdte ook, volgens hem indruist tegen zijn belangen of overtuiging. Kortom : niet de oppositie met grote O zoals zij in het parlement gevoerd wordt is het voorwerp van deze studie doch de in de maatschappij levende oppositie in haar mogelijke uitdrukkingsvormen.

Opinie over de oppositionele mogelijkheden.

Oppositie is de « altera pars » van de regering of de macht (3). De macht wordt dagelijks uitgeoefend : de reaktiemogelijkheid van de burger moet zich ook dagelijks kunnen manifesteren langs verschillende kanalen. Hoe staat de staatsburger tegenover deze opvatting ?

De antwoorden op de vraag : « stel dat de gemeentelijke overheid een maatregel voorbereidt die U onrechtvaardig lijkt of tegengesteld aan Uw

(2) E. FRAENKEL : « Opposition im weiteren Sinne ist das Bestreben von Vereinigungen, Gruppen, Cliquen und Einzelpersonen, Ziele zu verwirklichen, die mit denen der Träger politischer, wirtschaftlicher und sozialer Autorität im Widerspruch stehen, gleichgültig, ob sie sich hierzu parlamentarischer und oder sonstiger Methoden bedienen ». In : E. FRAENKEL en K.D. BRACHER, hsgb., *Staat und Politik*, Frankfurt a.M., 1969, blz. 226-231.

(3) G. IONESCU en J. DE MADARIAGA, *Opposition. Past and Present of a Political Institution*, Pelican, 1968, blz. 10.

belangen : wat zou U hiertegen kunnen doen ? » zijn in tabel I opgenomen (4).

42,2 % van de ondervraagden antwoordt niets te kunnen ondernemen. Van de 57,8 % resterenden verklaart 21,0 % te zullen protesteren zonder dit evenwel te preciseren. De vaagheid van de term laat ruimte voor interpretatie. Mogelijkerwijze kan dit protest de vorm aannemen van één

TABEL I
Mogelijke actie tegen een betwiste gemeentelijke maatregel (in %)

Aktie	België	Vlaanderen	Wallonië
Niets	42,2	43,2	39,7
Protesteren	21,0	29,5	10,5
Zich tot de burgemeester richten	11,6	8,0	18,0
Petitie ondertekenen	10,8	6,8	14,5
Zich tot een hoger gezagsorgaan richten	6,1	4,3	9,8
Wijkcomitee oprichten	5,2	4,1	5,6
Van partij wijzigen	1,6	2,2	0,8
Pers, radio, TV	1,5	1,9	1,1

der volgende aktiemiddelen of eventueel van een betoging, hoewel dit niet als dusdanig vermeld wordt. Volgen dan een aantal konkrete akties die veel minder hoge percentages scoren dan het inaktief blijven of het zonder meer protest aantekenen : 11,6 % zou zich tot de burgemeester richten terwijl 10,8 % een petitie zou ondertekenen. Het zich tot een hoger gezagsorgaan wenden en het oprichten van een wijkcomitee kan respektievelijk slechts 6,1 % en 5,4 % bekoren. Van partij wijzigen (1,6 %) of de pers aanschrijven (1,5 %) wordt inzake de oplossing van plaatselijke aangelegenheden blijkbaar inopportuun geacht door de grote meerderheid der bevolking. Bekijken we de regionale spreiding dan lijken de Walen in groter getale dan de Vlamingen beroep wensen te doen op de burgemeester, via een petitie hun revendikaties ruchtbaarheid te geven of zich tot een hoger gezagsorgaan te richten.

De voornaamste indruk die deze tabel nalaat is de hoge inaktiviteitsgraad inzake de mogelijke hantering van oppositionele middelen en dit op gemeentelijk niveau. Wie een actie onderneemt streeft echter een zekere doeltreffendheid na : het bekomen van het gewenste resultaat, in dit geval het wijzigen van het beleid in het licht van de uitgeoefende kritiek. Hoe ziet de Belg de kans op slagen van voornoemde aktiemiddelen ? Deze vraag

(4) Preciseren we dat dit een open vraag is zodat de mogelijkheden door de ondervraagden zelf bepaald werden.

werd gesteld zowel met betrekking tot een betwiste gemeentelijke als wettelijke maatregel. Beide antwoordenreeksen zijn ter vergelijking weer-gegeven in tabel II.

Wat betreft het betwisten van een gemeentelijke maatregel gelooft 28 % dat de burger machteloos staat. 63,5 % ziet het positiever hoewel de meerderheid van deze groep (35,5 %) zich slechts beperkte kansen op slagen toeschrijft en 22,7 % een gematigde hoop gewettigd vindt. Blijven 8,5 % die hierover geen mening uiten, houding die evenzeer op een zekere bedachtzaamheid en voorzichtigheid kan wijzen als op een gebrek aan belangstelling.

TABEL II

**Kans op slagen van een oppositionele aktie op gemeentelijk en op nationaal vlak
(in %)**

Kans op slagen	België		Vlaanderen		Wallonië	
	Gemeente	Wet	Gemeente	Wet	Gemeente	Wet
Groot	5,3	8,4	7,0	14,0	3,4	0,9
Gematigd	22,7	15,7	22,8	22,5	24,3	6,8
Beperkt	35,5	25,4	35,8	24,1	32,2	26,2
Onbestaande	28,0	28,9	26,1	13,5	29,8	48,2
Weet niet	8,5	21,6	8,3	25,9	10,3	17,9

Wallonië ziet het ietwat zwarter dan Vlaanderen : 5,7 % minder Walen gelooft in een goede afloop en slechts 3,4 % verklaart de kans op slagen groot tegenover 7,0 % Vlamingen die zich in deze zin uitspreken.

Dezelfde vraag werd gesteld omtrent de efficiëntie van een aktie doch ditmaal gericht tegen een wettelijke maatregel. Op dit terrein is men duidelijk pessimistischer want slechts 49,5 % of 14,1 % minder van de ondervraagde Belgen, in vergelijking met hun houding inzake een omstreden gemeentelijke beschikking, meent dat de gestelde eisen kunnen doorgedrukt worden. Het gewicht in de negatieve balans komt van Waalse zijde. Slechts 33,9 % Walen tegenover 60,6 % Vlamingen spreekt zich positief uit en 48,2 % geeft een dergelijke aktie geen enkele kans op slagen. De meerderheid van de Walen die dit toch doen menen bovendien dat deze kans zeer beperkt is (26,2 %). Daarentegen ligt het zwaartepunt in Vlaanderen ditmaal bij de grote en gematigde kansverdedigers : samen 36,5 %. Een vrij dispaaraat beeld dus op regionaal vlak.

Menig auteur wees op het feit dat er een grotere afstandelijkheid bestaat tussen staat en burger als tussen gemeente en burger. A. Mast beklemtoonde het democratisch karakter van de gemeente : « De gemeen-

telijke instelling plaatst de overheid binnen het bereik van de burger, brengt bestuur en bestuurden nader tot elkaar en « humaniseert » zodoende de rechtsregel » (5).

Zijn de resultaten van deze enquête hiermee in overeenstemming te brengen? In Wallonië wordt de nationale overheid inderdaad meer ervaren als onbereikbaar en ongenaakbaar dan de gemeentelijke instelling. In Vlaanderen is dit minder het geval. Integendeel zelfs, slechts 13,5 % voelt zich volkomen machteloos ten opzichte van de wet terwijl 26,1 % dit verklaart wat betreft de gemeente. Daartegenover staat evenwel de veel grotere onthouding op rijks- dan op gemeentelijk vlak en dit fenomeen verwijst evenals in Wallonië op een geringere toegankelijkheid tot het gevoerde beleid. Deze vaststelling leidt tot een mogelijk tweede verklaringsfaktor van de inaktieve houding van een gedeelte der bevolking: de ondoorzichtigheid van de gestelde problemen.

De toenemende verzakeling van het politieke leven, de groeiende ingewikkeldheid van de maatschappelijke problemen en de eis tot deskundigheid om deze op te lossen zijn eigentijdse verschijnselen. Deze maken het voor de burgers moeilijker om politieke competentie te verwerven en zwakken, volgens bepaalde auteurs, ook de spontane bereidheid tot politiek optreden af omdat het motief ervoor, namelijk het waarnemen van belangen in de politieke sfeer, nog zo zelden optreedt (6).

De gegevens hierover in de enquête verzameld zijn sprekend: 19,0 % van de ondervraagden beweert helemaal geen en 36,9 % slechts weinig inzicht te hebben in de hedendaagse problemen die zich aan de gemeente stellen terwijl 10,0 % het antwoord schuldig blijft. Resten nog 28,3 % die verklaren een tamelijk klare kijk op de problemen te hebben en tenslotte 5,8 % voor wie ze volledig transparant zijn. Op regionaal vlak treden geen betekenisvolle verschillen naar voor (7).

Nochtans beschikt de burger in een polyarchie (8) over heel wat middelen om zijn ongenoegen te laten blijken. In de enquête werden tien middelen gesuggereerd om een politieke beslissing waarmee men niet akkoord gaat te verhinderen of te vernietigen. Gevraagd werd in orde van voorkeur hiertoe drie middelen aan te duiden. De mogelijkheid tot inactiviteit werd uitgesloten.

(5) A. MAST, *Overzicht van het Belgisch administratief recht*, Gent, 1964, blz. 223-224.

(6) Zie o.m. L. HUYSE, *Passiviteit, pacifiekatie en verzuijing in de Belgische politiek*, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1970, blz. 57 en blz. 90.

(7) Bij gebrek aan een gelijkaardige vraag over het inzicht in de nationale beleidsopgaven kunnen geen vergelijkende gegevens verstrekt worden.

(8) R. Dahl definieert polyarchieën als « regimes that have been substantially popularized and liberalized, that is, highly inclusive and extensively open to public contestation ». In: R. DAHL, *Polyarchy-Participation and Opposition*, New Haven and London, 1971, blz. 8.

Een eerste rangschikking wordt verkregen op basis van de frekwenties tot stand gekomen door de vermelding van de middelen zoals zij in de eerste plaats zouden worden aangewend en zonder bijgevolg rekening te houden met deze die slechts in tweede of derde instantie de voorkeur wegdragen. Betreft men ook deze bij de opstelling van de klassifikatie dan is het duidelijk dat het eerste aktiemiddel waarop men verklaart beroep te zullen doen meer gewicht in de schaal legt dan het tweede en het tweede op zijn beurt belangrijker is dan het derde. Hiertoe geven wij aktiemiddel 1, 2 en 3 respectievelijk een gewicht 3, 2 en 1. Na optelling bekomt men de gewogen rangschikking. Beide resultaten zijn naast mekaar opgenomen in tabel III.

TABEL III

De oppositionele middelen naar voorkeur van aanwending (in %)

Middelen	België		Vlaanderen		Wallonië	
	Rangorde	Gewogen rangorde	Rangorde	Gewogen rangorde	Rangorde	Gewogen rangorde
Organisaties	27,2	43,1	28,3	43,4	26,5	44,2
Politicus	22,2	32,2	23,9	35,1	21,2	29,5
Administratie	10,8	20,1	9,3	18,0	12,6	23,2
Pers, radio of TV	9,9	20,7	9,0	18,1	10,1	17,7
Geweldloos betogen	9,3	23,8	9,0	18,0	9,3	24,3
Staken	6,5	16,2	5,6	14,7	8,2	16,1
Politieke partij	5,5	17,4	5,6	19,6	5,4	15,0
Aktiegroep	4,3	15,2	3,7	12,7	4,6	17,2
Niet gehoorzamen aan de wet of de wet omzeilen	4,1	10,0	5,3	13,3	2,1	5,5
Geweld	0,2	1,2	0,3	1,1	0,0	1,3

Afgetekend bovenaan staan het zich wenden tot organisaties, bv. syndikaat of beroepsvereniging en het beroep doen op een politicus. Politieke partijen daarentegen boeken slechts een gering succes (5,5 %) hoewel zij de enige instellingen zijn waarvan de manifeste funktie en bestaansreden de mobilisatie van de burgers ter uitoefening van de macht is. Meer en meer dragen zij hun bemiddelende funktie tussen burger en macht over aan andere sociale organisaties. In de mate deze, als promotie-organen van wel bepaalde waarden of specifieke doelstellingen, vooral de realisatie van partikuliere doeleinden nastreven, treden zij minder als konkurrent dan wel als komplement van de partij op.

Ook de politicus verkrijgt een hoge score. De enquête preciseerd evenwel niet op welke wijze de politicus wordt benaderd. De in 1966 door L. Huyse uitgevoerde opiniepeiling wees uit dat met de politieke mandataris vooral kontakt wordt opgenomen als een relatie of invloed-

rijke persoon die aan sociaal dienstbetoon kan doen en niet als vertegenwoordiger van een partij of als woordvoerder van een bepaalde ideologie (9). Het geringe percentage van de ondervraagden dat verklaart zich tot een politieke partij te zullen wenden zou deze vaststelling kunnen bevestigen.

Op een behoorlijke afstand van de 2 voorgaande contestatiekanalen doch op ongeveer gelijke hoogte en dit ondanks hun uiteenlopend karakter, volgen de administratie, de pers en de betoging. De gewogen rangschikking plaatst deze precies in omgekeerde volgorde. Geweldloos betogen komt vooraan omdat een belangrijk gedeelte van de ondervraagden dit in tweede instantie bij voorkeur zou doen, in het bijzonder in het Franstalige landsgedeelte. De percentages blijven evenwel kort bij mekaar liggen. Onderaan staan de staking, politieke partij, actiegroep en het niet gehoorzamen of de wet omzeilen waarvan de scores van rangorde 1 rond de 5 % schommelen. Past men de gewogen berekening toe dan klimt de politieke partij één trapje hoger doch ditmaal dank zij de Vlaamse bijdrage.

Politiek bestaat uit een voortdurende inspanning om het fysieke geweld uit te schakelen en om aan de sociale en individuele antagonismen andere uitdrukkingsmiddelen te verstrekken. Slechts 0,2 % van de bevolking verklaart zich protagonist van het geweld.

Het oppositioneel gedrag van de bevolking als totaliteit.

Voorgaande bespreking was in hypotetische termen gesteld. Thans wensen wij na te gaan of de geformuleerde intenties overeenstemmen met de realiteit : of inderdaad op deze wijzen gepoogd wordt in kontakt te komen met de overheid, hoe intensief deze kontakten zijn en welke in werkelijkheid het meest worden aangewend.

Wil men de hierover verzamelde gegevens vergelijken met de voorgaande resultaten dient men rekening te houden met de verschillende benadering. Bij de eerste reeks vragen ging men expliciet uit van de veronderstelling dat een bepaalde maatregel als hinderlijk werd aangevoeld. De hiernavolgenden stellen dit niet. Een eerste algemene vraag luidt : « hebt u reeds een poging ondernomen om 1° een gemeentelijke beslissing en 2° een wet te beïnvloeden ? ».

Dat de stap van woord naar daad niet zo gemakkelijk gezet wordt spreekt uit het hoog aantal neen-antwoorden : 71,2 % verklaart nooit daadwerkelijk te hebben ingegrepen in de gemeente. Dit is precies 29,0 %

(9) L. HUYSE, *De niet-aanwezige staatsburger*, Antwerpen, 1969, blz. 97.

meer dan de 42,2 % die deze bedoeling formuleerden (tabel I). Tegenover deze overweldigende meerderheid staat een minieme 3,7 % die dikwijls oppositionele daden stelt terwijl 20,0 % soms tot de aktie overgaat.

Lichte afwijkingen manifesteren zich op het vlak van de wettelijke beschikkingen. Ondanks het uitgesproken geringere vertrouwen in het slagen van een aktie op wettelijk dan op gemeentelijk niveau (tabel II) verklaart een ietwat kleiner aantal (68,0 %) zich nooit te hebben verzet.

TABEL IV
Reeds gevoerde aktie
ter beïnvloeding van een gemeentelijke en een wettelijke maatregel (in %)

Wettelijke maatregel	Gemeentelijke maatregel				Totaal per rij
	Dikwijls	Soms	Nooit	Weet niet	
Dikwijls	17,3	41,9	40,8	0,0	2,9
	26,5	6,0	1,7	0,0	
	0,5	1,2	1,2	0,0	
Soms	2,9	33,2	58,9	5,0	20,3
	30,8	33,6	17,5	10,5	
	0,6	6,8	12,0	1,0	
Nooit	1,1	15,9	72,9	10,1	72,0
	42,6	57,0	76,8	74,8	
	0,8	11,5	52,5	7,3	
Weet niet	0,0	14,0	56,6	29,4	4,8
	0,0	3,4	4,0	14,6	
	0,0	0,7	2,7	1,4	
Totaal per kolom	1,9	20,1	68,3	9,7	100,0

* De cijfers boven de lijn in ieder vakje verwijzen respectievelijk naar de percentages per rij en per kolom. Onderaan staat het percentage van de steekproef.

Doch dit wordt niet gekompenseerd door een hogere aktiviteit vermits slechts 1,9 % dikwijls aktie voert en een gelijkwaardige middengroep van 20,0 % soms optreedt. Het verschil is terug te vinden bij de niet-weters, zij die geen oordeel uitspreken en deze grotere onthouding werd reeds in tabel II vastgesteld.

Een kruising van beide antwoordenreeksen laat toe na te gaan of zij die aktief optreden op gemeentelijk vlak dit ook doen op nationaal niveau en omgekeerd. De resultaten zijn opgenomen in tabel IV.

Indien er een perfecte korrelatie tussen beide bestond zouden de vakjes in diagonaal van de linker bovenhoek naar de rechter benedenhoek telkens 100 % moeten bevatten (rij en kolom %). Dit is niet het geval. 42,6 % van de groep die dikwijls ingrijpt inzake een wet doet dit nooit voor een gemeentelijke beschikking en omgekeerd blijft 40,8 % van de opposanten in de gemeente passief wanneer het de staat betreft. Maakt men abstraktie van de frekwentie van optreden door de categorieën die dikwijls en soms oppositionele daden stellen op te tellen dan blijkt dat 9,1 % van de respondenten terzelfdertijd zijn invloed laat gelden inzake plaatselijke en nationale aangelegenheden. De grootste overlapping situeert zich bij de volledig passieven: 52,5 % van de respondenten gedragen zich als dusdanig op beide vlakken. Tellen we tenslotte de 1,4 % die zich steeds onthoudt bij de voorgaande percentages dan rest er 37,0 % van de ondervraagden die totaal verschillend ageren op rijks- en plaatselijk niveau.

Aansluitend bij tabel III werd vervolgens de vraag gesteld naar het feitelijk gebruik der middelen tijdens de laatste 5 jaar. In figuur I worden deze gegevens grafisch weergegeven en ter vergelijking naast de beide voorkeurrangordes geplaatst. De stand van ieder aktiemiddel op de feitelijke schaal verwijst naar het percentage der steekproefleden dat minstens éénmaal op deze wijze invloed probeerde uit te oefenen op een genomen — of te nemen — beslissing (10). De voorkeurrangordes werden op een andere basis opgesteld (tabel III). Bij de interpretatie dient men er bijgevolg rekening mee te houden dat niet de absolute positie der oppositionele instrumenten belangrijk is doch hun volgorde en onderlinge afstand.

Vergelijkt men de voorkeur van allen met het gedrag van de beperkte groep opposanten dan manifesteert zich een overeenstemming aan de top en de voet van de rangordes: zowel normatief als in werkelijkheid wordt prioritair beroep gedaan op de belangengroepen om de grieven te vertolken en eventueel door te drukken terwijl geweld duidelijk afgescheiden achteraan komt te staan.

De feitelijk zeer grote invloed die aan de werknemersorganisaties wordt toegeschreven in een ander gedeelte der enquête is, mede rekening gehouden met de hoge syndikaliseringsgraad in België, wellicht niet vreemd aan deze toppositie. De institutionalisering van de sociaal-ekonomische groepen in het raam van de publiekrechtelijke organisatie van het bedrijfsleven bevestigt deze feitelijke macht. De sociaal-ekonomische democratie wint aldus veld op de politieke democratie.

(10) Indien men rekening houdt met het onderscheid tussen één- en meermalig gebruik der middelen via het invoeren van een weging wordt een zelfde volgorde bekomen.

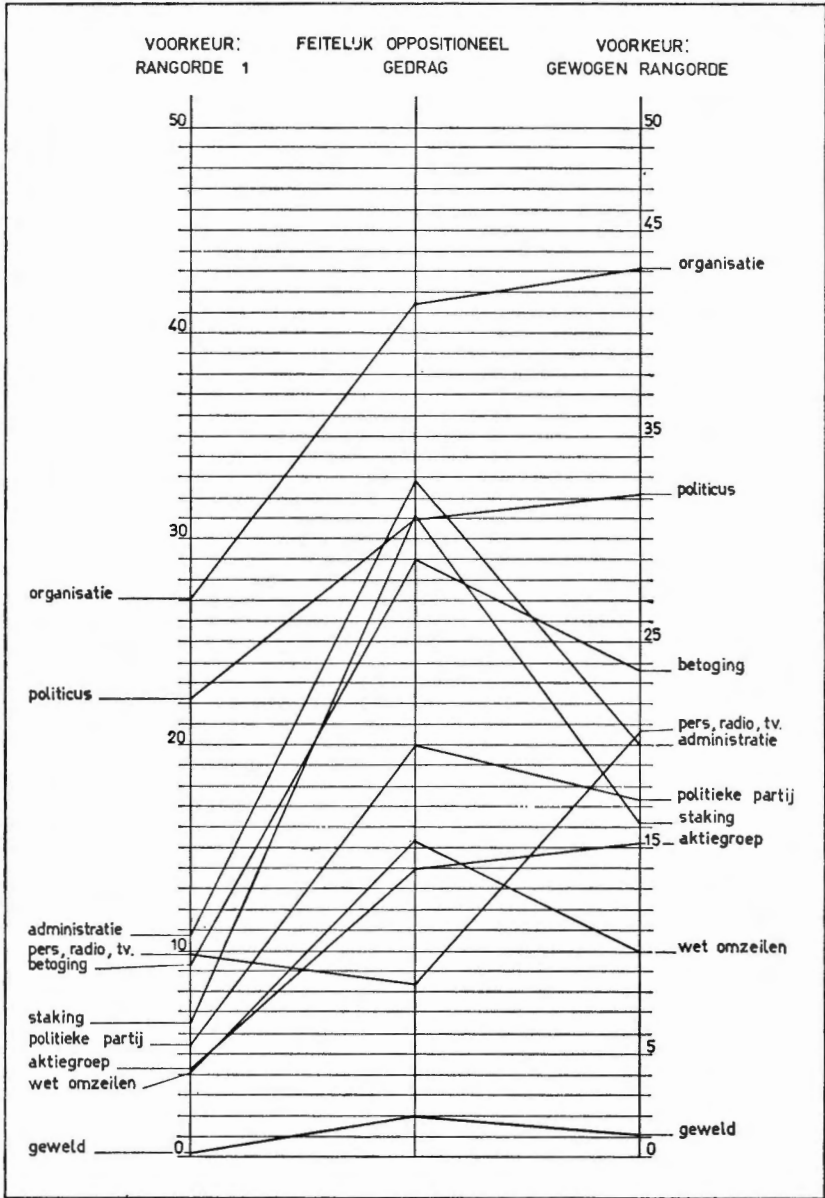


FIG. 1. — Gebruik der oppositionele middelen : voorkeur en feitelijk gedrag.

Dit komt nog scherper tot uiting door de bescheiden middenpositie die de politieke partij ook op de feitelijke schaal inneemt. Als eerste kontaktorgaan tussen bevolking en macht komt de politieke partij veel minder in aanmerking dan de belangengroep. Haar bemiddelende rol situeert zich eerder op een tweede- en hoger integratieniveau. De auteurs van *La décision politique en Belgique* verwoorden dit als volgt: « Sans doute faut-il que les partis eux-mêmes puissent s'appuyer sur des forces réelles, se faire à la fois les porteurs et les médiateurs des énergies concrètes qui habitent le corps social, et c'est le rôle des groupes de capter ces énergies, de les rassembler, de peser en leur nom sur les partis, de transférer aussi aux partis le potentiel ainsi accumulé » (11).

Duidelijk gedistantieerd van de organisatie doet zich een hergroepering voor van vier aktiemiddelen die, ingedeeld volgens hun minder of meer formeel karakter, kunnen ondergebracht worden in twee subgroepen: staken en betogen enerzijds, administratie en politicus anderzijds.

Opvallend is de hoge plaats die staken en geweldloos betogen innemen, middelen via dewelke niet zo onmiddellijk beroep gedaan wordt op de gezagsdragers doch de publieke opinie op de meest direkte wijze gemobiliseerd wordt. Vooral de staking die in de voorkeurschaal geen vooraanstaande plaats bekleedt wordt in feite regelmatig als middel om bepaalde eisen af te dwingen, toegepast door de opposanten. Deelnemen aan een geweldloze betoging bekleedt slechts de vijfde plaats doch komt relatief zelfs nog iets hoger te staan in de feitelijke dan in de voorkeursrangorde.

Aansluitend bij deze direkte vormen van protestuiting, situeren zich twee formele instanties: de administratie en de politicus. Terwijl de politieke mandataris een minder geprivilegieerde, zij het niet onbelangrijke positie, bekleedt in de realiteit klimt de ambtenarij op tot de op één na meest gesolliciteerde instantie.

Bij de interpretatie van deze gegevens staan wij voor een moeilijkheid. Een inventaris van activiteiten verstrekt weinig of geen inzicht in de zin die de burgers aan hun gedragingen toekennen zodat men er bijvoorbeeld niet kan in slagen die gevallen te onderscheiden, waarvan een aktiviteit om a-politieke doeleinden is ondernomen. Aldus zullen bepaalde stakingen de realisatie van zeer konkrete belangen nastreven, zoals het bekomen van betere lokalen, zonder in de politieke sfeer te treden. Hoger werd er op gewezen dat meestal op de politicus beroep gedaan wordt voor sociaal dienstbetoon. Slechts in bepaalde gevallen draagt de politicus op die wijze bij tot de vervulling van de expres-

(11) J. MEYNAUD, J. LADRIERE en F. PERIN, *La décision politique en Belgique*, Paris, Armand Colin, 1965, blz. 69.

sieve functie van zijn parlementair mandaat : het vertolken van de opinies van het volk in het parlement (12). Meestal zal aan het parlementslid gevraagd worden tussen te komen om de realisatie van een bepaald feit te versnellen omdat de administratie in gebreke blijft. Andere burgers zullen zich om dezelfde reden rechtstreeks tot de ambtenarij richten. Dergelijke tussenkomsten spelen zich echter af « en marge » van de oppositionele activiteiten. Verder zal dienen uitgemaakt te worden welke middelen een meer of minder politiek karakter hebben.

Een poging tot identifikatie van de bevolkingsgroepen die bij voorkeur een bepaald middel hanteren levert niet altijd eenduidige resultaten op en dient aan bijkomend onderzoek onderworpen. Volgende krachtlijnen treden evenwel naar voor. Hoewel niet volledig rechtlijnig doet zich een zekere verschuiving voor van de middelbare leeftijd (50 tot 60 jarigen) naar de jongeren (minder dan 30 jaar) inzake het gebruik van meer en minder konventionele middelen. Terwijl de spreiding over de inkomenscategorieën en sociale klassen een vlak verloop kent voor politicus en administratie is het deelnemen aan stakingsakties hoofdzakelijk gelokaliseerd in de midden- en arbeidersklasse. Betogen situeert zich, duidelijk afgelijnd, in de middenklasse.

De benedenste helft van de schaal vertoont een gedeeltelijk gewijzigd beeld. Verdergaand op de negende plaats die de wet omzeilen op de voorkeurschalen inneemt draagt deze wijze van handelen niet de goedkeuring weg van de bevolking. In de praktijk echter leent 15,5 % der respondenten zich tot deze vorm van protest, die eerder vertroebeland dan verhelderend werkt inzake de kommunikatiestroom tussen burger en overheid. Vooral de allerlaagste (minder dan 8.000 BF per maand) en de hoogste inkomenscategorieën nemen hiertoe hun toevlucht.

Wat betreft de massa-media : pers, radio en TV, valt op dat zij zoals H. Daalder het formuleert, « voor buitenstaanders meer een schouwtoneel dan een onderdeel van de verhoopde participatie-demokratie vormen » (13). Deze vaststelling geldt ook in België.

De aktiegroepen behouden hun positie en scoren relatief laag. Zij worden kennelijk niet beschouwd als een werkelijk substituut voor hetzij de voornaamste belangengroepen, hetzij de formele regeringskanalen. De deelname aan aktiegroepen stijgt naarmate men tot een hogere sociale klasse of inkomenscategorie behoort. De feitelijke invloed van de aktiegroep op het Belgisch politieke leven wordt zeer gering geacht al zouden velen een versterking van hun macht wensen. Merken wij op

(12) M. DEWEERDT, *Funkties en disfunkties van het dienstbetoon door parlamentsleden*, eindverhandeling K.U. Leuven, 1975.

(13) H. DAALDER, *Parlement en politieke besluitvorming in Nederland*, Samson, 1975, blz. 95.

dat het parallellisme tussen de aan een bepaalde groep of functie toegeschreven invloed enerzijds en het beroep doen op deze instanties anderzijds niet mag veralgemeend worden. Dit gaat wel op voor de organisatie en de actiegroep doch niet voor de parlementsleden, journalisten en ambtenaren, gezien deze laatsten als minder invloedrijk worden beoordeeld dan de twee voorgaande.

Geweld tenslotte is een randverschijnsel in onze maatschappij. Niettemin verklaart 2,0 % reeds minstens eenmaal op gewelddadige wijze zijn oppositionele houding te hebben gemanifesteerd. Een duidelijke lokalisatie binnen de socio-professionele indicatoren ontbreekt. Verdere analyse is vereist.

Het oppositioneel gedrag naar de mate van participatie.

In tegenstelling tot de gewraakte politieke lauwheid of apatie kan het voeren van een oppositionele actie, opgezet om bepaalde publieke beslissingen te beïnvloeden, beschouwd worden als een vorm van politieke deelname. Een indeling van de bevolking volgens participatiegraad reveleert mogelijkerwijze een verschil in intensiteit en verschijningsvorm van het oppositioneel gedrag.

Op basis van welke criteria werd de participatie vastgesteld? Als uitgangspunt gold de idee dat participatie de vorm kan aannemen van belangstelling voor het politieke enerzijds, van actief politieke inzet anderzijds. De respondenten die aan het eerste criterium voldeden kregen de benaming « zwakke participanten », zij die tot de tweede groep behoorden werden gekatalogeerd als « aktieve participanten ». Wanneer men tevens rekening hield met de frekwentie van participatief optreden door alleen de burgers die dikwijls of vrij vaak politieke activiteiten verrichtten te weerhouden en zij die hier slechts zelden toe overgingen uit te schakelen bekwam men een selekte groep van « zeer aktieve participanten ». Toegepast op de enquête leidde deze indeling tot volgende resultaten (14) :

(14) Gezien de gevolgde werkwijze zijn alleen de niet-participanten en de zwakke participanten duidelijk onderscheiden categorieën vermits tot de eerste behoren zij die niet aan de minimale eisen gesteld aan de tweede beantwoorden.

Aktieve en zeer aktieve participanten daarentegen zijn slechts opeenvolgende verijningen van de groep zwakke participanten en verwijzen telkens naar een intensere vorm van deelname aan het politieke leven.

Het feit dat zwakke en aktieve participanten geen zuivere categorieën zijn weerspiegelt zich in de resultaten : omwille van de vrij grote overlapping treden tussen beide, na kruising met de gegevens over het oppositioneel gedrag, minder uitgesproken verschillen naar voor dan tussen de andere groepen.

- niet-participanten : 75,6 % ;
- zwakke participanten : 24,4 % ;
- aktieve participanten : 16,9 % ;
- zeer aktieve participanten : 4,1 %.

Een eerste indikatie over de intensiteit van het oppositioneel gedrag wordt verstrekt door een uitsplitsing van de gegevens inzake een mogelijke aktie tegen een betwiste gemeentelijke maatregel. 42,2 % der respondenten verklaarde niets te kunnen ondernemen. Binnen iedere categorie participanten is dit als volgt gespreid : 45,1 % der niet-participanten, 33,5 % der zwakke participanten, 34,5 % der aktieve participanten en 19,2 % der zeer aktieve participanten. Met uitzondering van de zwakke en aktieve participanten is de mate van participatie omgekeerd evenredig met de neiging zich neer te leggen bij een omstreden beslissing.

Naarmate men zich meer betrokken voelt bij het politieke leven acht men de kans op slagen van een aktie groter. Dit blijkt uit de neerwaartse beweging der pessimisten, de opwaartse beweging der optimisten, weergegeven in tabel V.

TABEL V

Kans op slagen van een oppositionele aktie (% per categorie participanten)

	Geen kans op slagen		Grote kans op slagen	
	Gemeente	Wet	Gemeente	Wet
Niet-participanten	29,2	32,4	4,1	5,7
Zwakke participanten	21,2	17,0	8,9	16,3
Aktieve participanten	18,9	15,9	9,4	18,2
Zeer aktieve participanten	9,2	15,9	20,1	28,0

Toch blijven de hoogste percentages gelokaliseerd bij hen die slechts een beperkt vertrouwen stellen in het welslagen van een aktie. Dit geldt voor alle groepen : zowel voor de niet-participanten : (36,1 %) als voor de zwakke en aktieve participanten (39,5 % en 40,2 %) en zelfs voor de zeer aktieve participanten (37,3 %).

In de verlenging van de enigszins positievere houding omtrent de efficiëntie van een aktie ligt het scherpere inzicht in de hedendaagse problemen. Het grootste aandeel der zeer aktieven (43,2 %) behoort tot de groep die de problemen vrij klaar ziet terwijl 37,2 % der passieven weinig inzicht hebben. Toch stuiten ook zeer veel aktieven op de techniciteit en gedeeltelijke ondoorzichtigheid van de moeilijkheden waarmee de maatschappij geconfronteerd wordt want amper 11,4 %

der zeer actieve participanten verklaart een zeer klaar inzicht te hebben, punt waarop zij zich niet distantiëren van de actieve participanten (11,6 %) en slechts in geringe mate van de zwakke (7,7 %) en niet participanten (5,2 %).

De grafische voorstelling van de feitelijke aanwending der oppositionele middelen door participanten en niet-participanten in figuur 2 bevestigt de eerste vaststelling dat de oppositionele activiteiten toenemen samen met de mate van participatie. Gemiddeld deden 18,20 % der niet-participanten minstens éénmaal beroep op één der 10 oppositionele instrumenten, 32,93 % der zwakke participanten, 42,20 % der actieve participanten en 58,28 % der zeer actieve participanten. Figuur 2 geeft deze stijgende trend duidelijk weer. Niet alleen nemen verhoudingsgewijs meer participanten dan niet-participanten deel aan oppositionele activiteiten, zij doen dit bovendien frekwenter. Duidelijke marges treden op tussen de verschillende groepen indien men alleen het meermalig gebruik weerhoudt: 10,57 % niet-participanten, 21,20 % zwakke participanten, 28,23 % actieve participanten en 43,93 % zeer actieve participanten terwijl het éénmalig gebruik een veel vlakker verloop kent respectievelijk 8,64 %, 12,95 %, 14,04 % en 14,14 %.

Brengt het al dan niet, het minder of meer participatief karakter van de burger een verschil in voorkeur mee voor bepaalde oppositionele middelen? Bij de meerderheidsgroep der niet-participanten leunen de instrumenten zeer dicht bij mekaar aan: de staking, de administratie, de organisatie, de politicus en de betoging bestrijken nauwelijks een afstand van 6,8 %. Relatief gaan de niet-participanten veel minder tot de actie over; in absolute getallen is hun optreden doorslaggevend. Naarmate de participatiegraad stijgt wordt de spreiding groter omdat, zoals in figuur 2 aangetoond, in toenemende mate oppositioneel gehandeld wordt. Teneinde deze verschillen in aktiviteitsgraad te elimineren en op die wijze een klaarder inzicht te verkrijgen in de voorkeur voor bepaalde instrumenten zijn de scores per participatiegroep tot indices herleid door steeds elke aan een bepaald instrument toegekende score te delen door de gemiddeld door leden van deze participatiegroep voor alle 10 middelen gegeven score. Deze indices geven de mate aan waarin de leden van een bepaalde categorie participanten relatief bepaalde oppositionele instrumenten meer of minder aanwenden. Zij zijn opgenomen in tabel VI.

Bij de niet-participanten neemt de staking een opvallende eerste plaats in, des te opvallender trouwens daar zij bij alle groepen van participanten slechts de zesde plaats bekleedt. De indices tonen evenwel aan dat deze rangschikking niet de weergave is van een zelfde appreciatie. Zwakke participanten, zeer actieve en actieve participanten houden zich

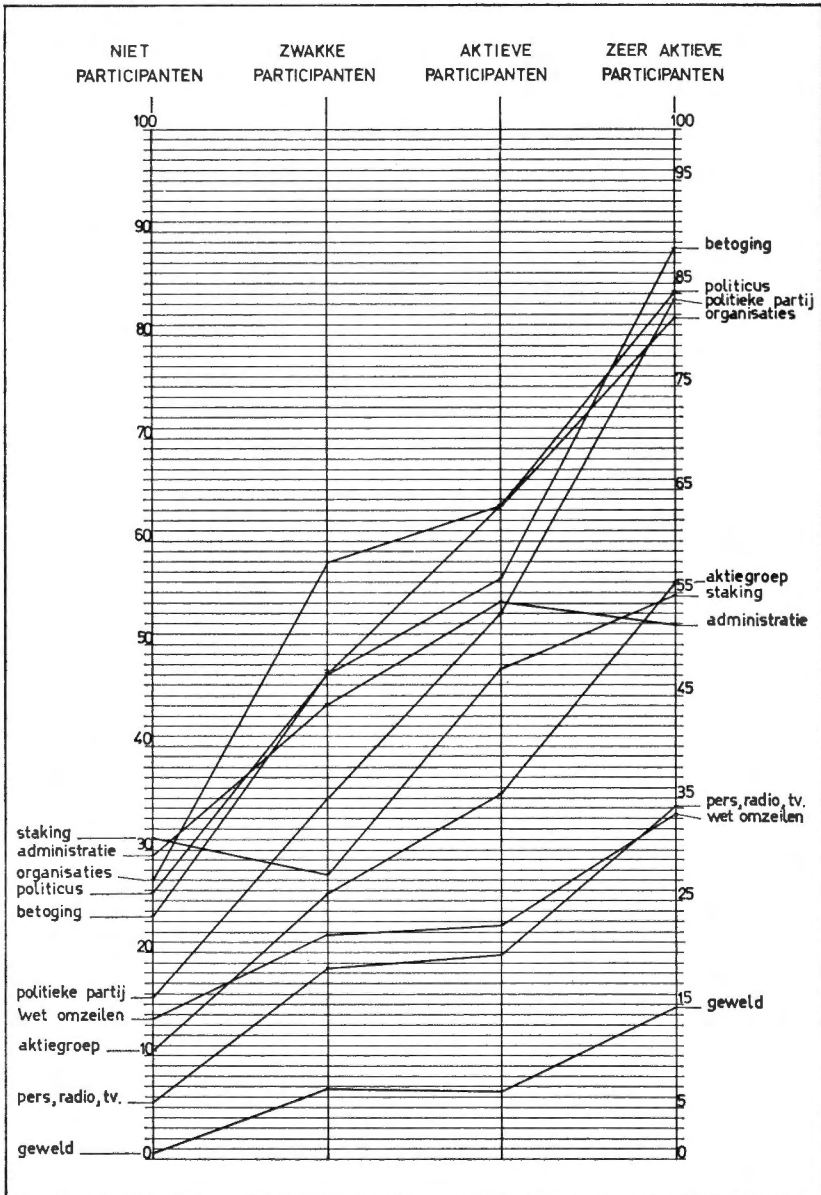


FIG. 2. — Gebruik der oppositionele middelen naar de mate van participatie.

achtereenvolgens het meest afzijdig van dergelijke aktiemethode. De kloof tussen niet-participanten enerzijds en participanten anderzijds blijkt er op te wijzen dat de staking een vrij toegankelijke vorm van protestuiting is, waarbij een aantal volgelingen gerekruteerd worden waarvan de politieke betrokkenheid kan in twijfel getrokken worden (15).

TABEL VI

Voorkeurindices der oppositionele middelen naar de mate van participatie

	Niet-participanten	Zwakke participanten	Aktieve participanten	Zeër aktieve participanten
Politicus	142	143	150	144
Administratie	162	134	128	89
Pers, radio, TV	30	56	47	58
Staking	165	83	113	94
Betoging	128	143	133	151
Geweld	3	20	15	25
Organisaties	148	151	150	140
Aktiegroep	57	78	84	96
Politieke partij	86	106	125	143
Wet omzeilen	75	66	53	57

De betoging kent precies het omgekeerde verloop, de licht afwijkende houding van de zwakke participanten inkluis. De indices liggen evenwel wat dichter bij mekaar dan bij de staking: voor de zeer aktieve participanten is de betoging de voornaamste vorm van meningsuiting, voor de niet-participanten staat zij, ondanks een vijfde plaats, nog 28 punt boven de middenpositie.

Daarentegen fungeert de administratie minder prioritair als klaagmuur naarmate de participatiegraad stijgt. Een mogelijke oorzaak ligt in de betere informatie van de burgers die hetzij meer belangstelling stellen in de politieke gebeurtenissen, hetzij meer geëngageerd zijn. Deze veronderstelling wordt bij een volgende benadering onderzocht.

De politieke partij, die in de algemene rangschikking slechts een middenpositie bekleedt, wordt in ere hersteld door de participanten, in het bijzonder door de minderheidsgroep der zeer aktieve participanten. Dat dit gepaard gaat met de partijgebondenheid spreekt uit volgende cijfers: over een partijkaart beschikken: 14,96 % der niet-participanten; 31,96 % der zwakke participanten; 50,66 % der aktieve participanten en 75,51 % der zeer aktieve participanten.

Vier instrumenten tenslotte komen, op één uitzondering na, overal aan het eind van de rangschikking. Deze ene uitzondering betreft de aktie-

(15) Bij gebrek aan inhoudelijke gegevens kan geen aanduiding verstrekt worden over a-politieke stakingen.

groep, die lichtjes geherwaardeerd wordt door de participanten en bij de zeer aktieven de index 100 benadert. Bij deze categorie bekleedt hij de vijfde plaats, zij het op duidelijke afstand van de vier voorgaande, doch gerangschikt boven de staking en administratie. De pers, radio en TV worden eveneens wat meer aangewend door participanten dan niet-participanten doch de index 58 van de zeer aktieven wijst erop dat zelfs de partijpers, rekening gehouden met de toenemende partijgebondenheid, slechts een figurantenrol speelt als het er op aan komt de oppositionele eisen der bevolking luider te doen klinken (16).

De wet omzeilen en het gewelddadig optreden zijn twee totaal verschillende reakties op het niet akkoord gaan met de beslissingen. Het eerste is een vorm van passief verzet, dat niet naar buiten treedt, geen alternatief biedt. Het niet gehoorzamen aan de wet boet aan belang in naarmate de participatie toeneemt doch blijft geïnfiltreerd in alle rangen van de bevolking.

Geweld tenslotte spreekt slechts een globale minderheid aan van 2,0 %, een niet zo belangrijk aandeel uiteraard. Het wordt bovendien unaniem als laatste reddingsboei aangegrepen doch verontrust enigszins in de mate er meer beroep op gedaan wordt naarmate de politieke deelname stijgt en de toegang tot andere kommunikatiekanalen precies vereenvoudigd wordt.

Het oppositioneel gedrag naar de mate van tevredenheid.

Dahl maakt een onderscheid tussen « freedom in political action » waarvan het recht om oppositie te voeren een vitale vorm is en « freedom in political obligations » of het zich politiek vrij voelen in de zin dat men de wet naleeft waarin men gelooft (17). Het bestaan van de politieke oppositie is het bewijs van de « freedom in political action », doch zij is tevens het symbool van de « unfreedom in political obligations » uit hoofde van de opposanten. Verdergaand op deze redenering zullen zij die niet akkoord gaan met het gevoerde beleid eerder geneigd zijn tot een oppositioneel optreden of dit doen volgens een ander stramien dan de burgers die het beleid goedkeuren. Om deze hypothese te toetsen werden twee nieuwe categorieën ingevoerd : de tevredenen en de ontevredenen. Op basis van hun oordeel over het Belgisch politiek systeem enerzijds, de Belgische maatschappij anderzijds

(16) Dit behelst enkel de mate waarin de bevolking zelf beroep doet op de pers en niet de berichtgeving als dusdanig.

(17) A. DAHL, *Political oppositions in Western democracies*, New Haven and London, 1966, blz. 389 e.v.

rangschikken zich 27 % der ondervraagden bij de ontevredenen en 73 % bij de tevredenen.

Wat betreft de intensiteit van oppositionele actie treden slechts zeer minieme verschillen naar voor. Gemiddeld hebben 10,0 % der niet-tevredenen en 9,5 % der tevredenen reeds éénmaal oppositionele daden gesteld terwijl een zekere aksentuering optreedt inzake het veelvuldiger gebruik van oppositionele middelen door 14,2 % der niet-tevredenen en

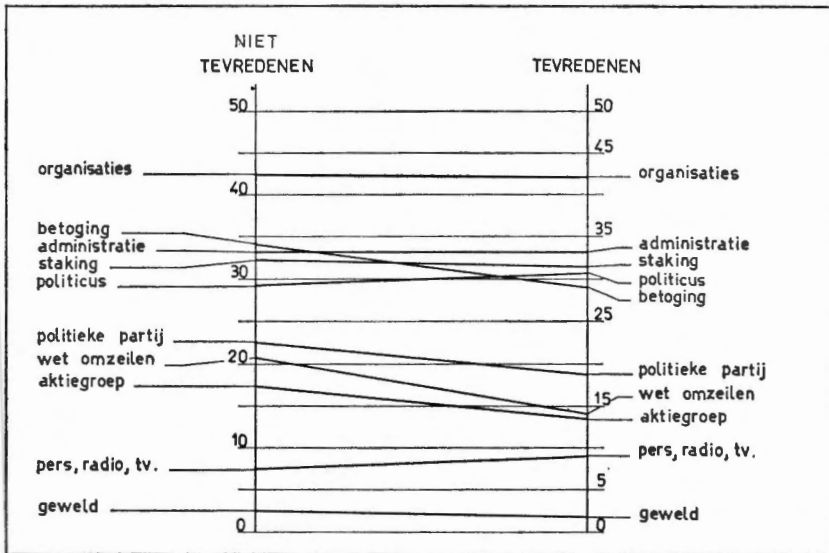


FIG. 3. — Gebruik der oppositionele middelen naar de mate van tevredenheid.

12,7 % der tevredenen. Hieromtrent dienen enkele bedenkingen geformuleerd. Allereerst bieden de criteria volgens dewelke de klassering werd opgesteld een mogelijke verklaring voor dit weinig gedifferentieerde resultaat. Een anti-systeem oppositie getuigt van een zeer sterke oppositionele houding. Daarbuiten echter doen zich heel wat schakeringen voor zodat diegenen die zich volledig of gedeeltelijk akkoord verklaren met het politieke systeem en de maatschappij waarin wij leven zich met evenveel overtuiging kunnen verzetten tegen een bepaalde beleidsmaatregel. De stelling van Dahl wordt bijgevolg niet volledig ontkracht vermits de « unfreedom in political obligations » zich ook tegenover het beleid kan omzetten in « freedom in political action ». In de tweede plaats kunnen de verschillende opvattingen die tevredenen en ontevredenen er op nahouden zich eveneens uiten in een ander gebruik van de middelen, zodat de bewering « beliefs guide action »

toch nog bewaarheid wordt en dit wordt in tabel VII onderzocht. Ten derde, en hier komen wij terug op een voorgaande bemerking, beschikken wij niet over inhoudelijke gegevens en kunnen bijgevolg niet oordelen over de inzet van een politieke aktie.

De gegevens laten wel toe de optimistischere houding van de tevredenen in vergelijking met de ontevredenen vast te stellen wat betreft de kans op slagen van een aktie, hetgeen in dit geval niet leidt tot een sterker oppositionele aktiviteit doch getuigt van een positievere instelling ten opzichte van het politieke systeem. Inderdaad menen slechts 24,6 % der tevredenen dat een aktie nutteloos is tegenover 43,1 % der niet-tevredenen en dit laatste percentage ligt veel hoger dan bij de groepen onderscheiden naar de mate van participatie. Meer niet-tevredenen (23,7 %) dan tevredenen (14,4 %) verklaren helemaal geen kijk te hebben op de hedendaagse problemen. Maar ook hier, evenals bij participanten en non-participanten, heeft het grootste aandeel der beide groepen, 37,1 % der ontevredenen en 40,8 % der tevredenen, er weinig inzicht in.

Inzake het gebruik der oppositionele middelen kunnen twee voorafgaandelijke opmerkingen gemaakt worden. In het oog springend is het quasi gelijkaardig gebruik der middelen door de tevredenen en door de doorsnee burger (18) en dit zowel wat betreft de intensiteit van oppositionele aktie, de volgorde der middelen op de schaal als hun onderlinge afstand. Secundo is de differentiatie in optreden tussen tevredenen en ontevredenen veel minder geaksentueerd dan tussen de verschillende groepen participanten, zelfs wanneer men zich beperkt tot de twee grote categorieën niet-participanten en zwakke participanten, waarvan de verhouding in de steekproef ongeveer gelijk ligt met deze der tevredenen-ontevredenen, namelijk 75,6 % en 24,4 % voor de eersten, en 73,0 % en 27,0 % voor de tweeden.

Dit bewijst dat deze indeling, althans op basis van de weerhouden criteria, minder significant is met betrekking tot het oppositioneel gedrag en dat het voeren van oppositionele aktiviteiten niet het privilege is van de ontevredenen in deze maatschappij.

Niettemin weerspiegelt zich het onderscheid tussen tevredenen en ontevredenen in een zekere voorkeur voor bepaalde oppositionele instrumenten. De indices opgenomen in tabel VII maken dit duidelijk.

Bij de ontevredenen scoren de betoging, de politieke partij, de wet omzeilen, de aktiegroep en het geweld hoger dan bij de tevredenen. De

(18) Vergelijk hiertoe figuren 1 en 3.

verschillende mate van aanwending van deze middelen tussen tevreden en ontevreden is weliswaar niet zo groot. Het bedraagt 2 punt voor het geweld, 9 punt voor de politieke partij, 12 punt voor de aktiegroep, 11 punt voor de betoging en 13 punt voor het niet gehoorzamen aan de wet. En op één gebied is dit resultaat toch wel verrassend: de politieke partij, het bemiddelingsorgaan bij uitstek tussen burger en overheid, prijkt tussen hetzij minder konventionele middelen, hetzij middelen die onverenigbaar geacht worden met een democratische orde. Het zou interessant zijn verder uit te maken of één of meerdere partijen in het bijzonder worden aangesproken door de ontevreden dan wel dat de spreiding over de partijen dezelfde is voor beide groepen.

TABEL VII

Voorkeurindices der oppositionele middelen naar de mate van tevredenheid

	Niet-tevreden	Tevreden
Politicus	121	137
Administratie	137	148
Pers, radio, TV	30	40
Staking	133	140
Betoging	141	130
Geweld	10	8
Organisaties	176	187
Aktiegroep	72	60
Politieke partij	93	84
Wet omzeilen	85	62

Dat de betoging meer de voorkeur wegdraagt der ontevreden baart geen verwondering. Reeds in andere partiele studies werd de correlatie vastgesteld tussen een eerder negatieve evaluatie van het politieke systeem en het deelnemen aan betogingen (19). Deze negatieve beoordeling mondt bovendien uit in een veelvuldiger omzeilen van de wet doch heeft slechts een minieme reperkussie op het gebruik van geweld. De tevreden daarentegen doen duidelijk meer beroep op de formele kanalen als daar zijn de politicus, de administratie, de groepen of de pers, terwijl ook iets intensiever aan de staking wordt deelgenomen. Wijzen we er tenslotte op dat de ontevreden het recht op oppositievoering belangrijker achten (88,7 %) dan de tevreden (82,8 %).

(19) O. PETERSSON, « Political orientations and participation in demonstrations among Swedish students ». In : *European Journal of Political Research*, vol. 1, nr 4, december 1973, blz. 299-315.

Het oppositioneel gedrag naar de mate van informatie.

Voor een laatste benadering van het oppositioneel gedrag werden drie categorieën onderscheiden gaande van weinig, naar goed tot zeer goed geïnformeerd en dit op basis van hun kennis in verband met politieke gebeurtenissen en personaliteiten. Deze groepen zijn als volgt in de enquête vertegenwoordigd :

- weinig geïnformeerden : 34,6 % ;
- goed geïnformeerden : 42,9 % ;
- zeer goed geïnformeerden : 22,5 %.

Als algemene tendens treedt naar voor dat naarmate de informatie stijgt men minder geneigd is passief te blijven wanneer een gemeentelijke maatregel als niet conform wordt ervaren met de nagestreefde belangen : 53,7 % der weinig geïnformeerden, 41,2 % der goed geïnformeerden en 34,0 % der zeer goed geïnformeerden zouden niets ondernemen.

Deze tendens zet zich om in feitelijke actie bij respectievelijk 17,9 %, 24,2 % en 26,2 % van de vernoemde groepen wanneer men het gemiddeld beroep doen op de tien oppositionele instrumenten door de leden van iedere groep berekent. Figuur 4 illustreert de hogere activiteitsgraad, die evenwel niet de intensiteit vertoont noch de differentiatie van de participantengroepen. Het oppositioneel optreden gebeurt eveneens iets frekwenter door de goed dan door de weinig geïnformeerden vermits 15,5 % van de eersten tegenover 10,4 % der laatsten verklaren meermaals deze oppositionele middelen te hebben gebruikt.

Naarmate men op de hoogte is van de politieke aktualiteit vertrouwt men er meer op dat de uitgeoefende kritiek zal uitmonden in een wijziging van het beleid. Vooral inzake gemeentelijke beslissingen tonen de goed geïnformeerden zich optimistischer terwijl op nationaal vlak de weinig geïnformeerden minder pessimist en de goed geïnformeerden minder optimist zijn zodat de spreiding tussen de onderscheiden categorieën vernauwt. Vinden 36,8 % der weinig, 25,3 % der goed en 24,5 % der zeer goed geïnformeerden dat er geen kans op slagen is op gemeentelijk vlak dan verklaren respectievelijk 30,4 %, 28,5 % en 27,4 % dit op nationaal vlak.

Dat de goed geïnformeerden een klaardere kijk hebben op de problemen dan de weinig geïnformeerden lijkt voor de hand liggend. Nochtans spreekt dit niet zo uitdrukkelijk uit de cijfers : 23,1 % der weinig geïnformeerden begrijpen de problemen niet maar dit is eveneens het geval voor 18,5 % der goed geïnformeerden. De marges lopen sterker

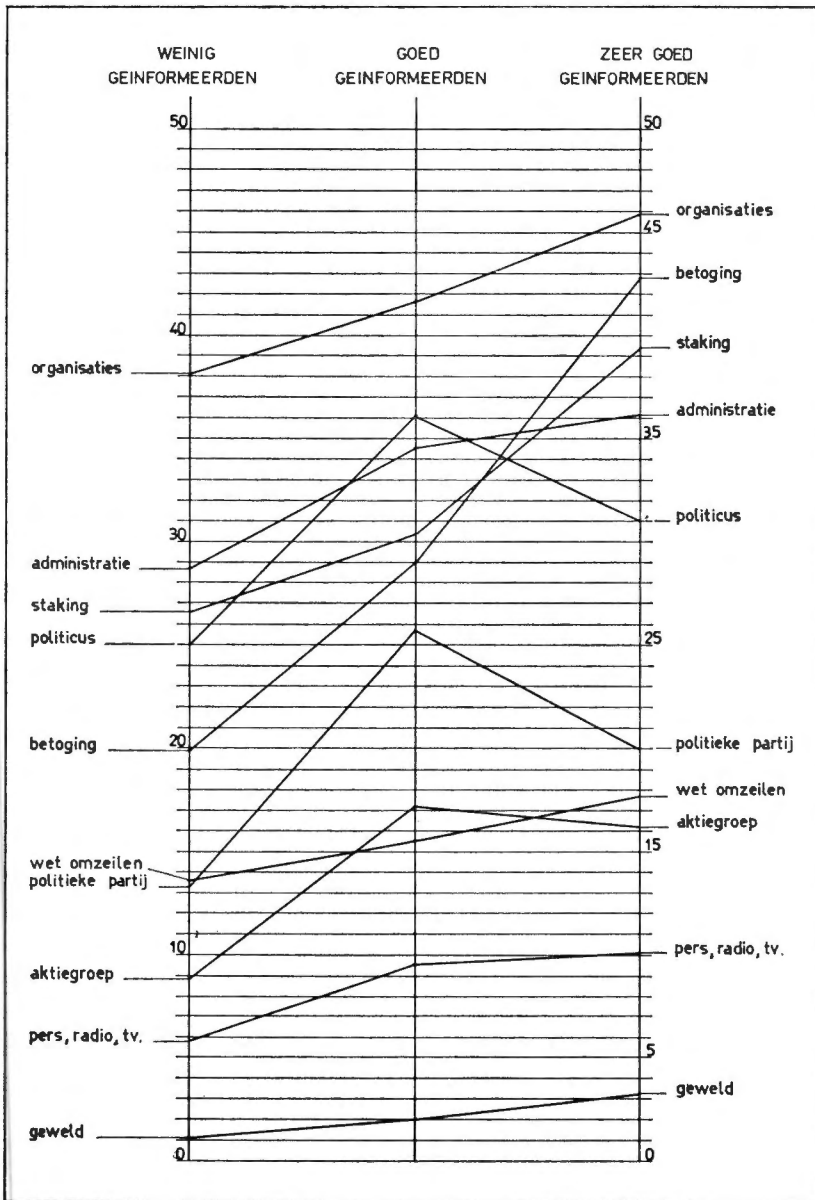


FIG. 4. — Gebruik der oppositionele middelen naar de mate van informatie.

uit mekaar bij de groep die vrij klaar ziet : steeds van weinig naar goed geïnformeerd verklaren 19,9 %, 30,3 % en 32,8 % een tamelijk duidelijk inzicht te hebben in de maatschappelijke problemen.

Naast de gradatie in politieke activiteit volgens de graad van informatie vertoont figuur 4 een grillig beeld inzake de plaatsing van de oppositionele instrumenten op de drie schalen. Het herleiden van de percentages tot indices verduidelijkt het relatief belang van ieder oppositioneel instrument binnen elke groep geïnformeerden en maakt een vergelijking tussen de drie categorieën mogelijk vermits door deze berekening abstractie gemaakt wordt van de verschillende activiteitsgraad. De indices zijn vermeld in tabel VIII.

TABEL VIII

Voorkeurindices der oppositionele middelen naar de mate van informatie

	Weinig geïnformeerd	Goed geïnformeerd	Zeër goed geïnformeerd
Politicus	139	149	118
Administratie	160	142	137
Pers, radio, TV	32	39	38
Staking	148	125	150
Betoging	111	119	163
Geweld	6	8	12
Organisaties	212	172	175
Aktiegroep	49	71	61
Politieke partij	74	106	76
Wet omzeilen	75	64	67

Op de organisaties wordt door alle categorieën het meest beroep gedaan om hun vragen kenbaar te maken, zij het in verschillende mate. De weinig geïnformeerden hechten meer belang aan de belangengroepen dan de beter geïnformeerden. Dit is eveneens het geval voor de administratie, die de goed geïnformeerden wellicht minder dan de weinig geïnformeerden inlichtingen dient te verstrekken over de wijze waarop zij op hun rechten aanspraak kunnen maken. Dezelfde overweging zou, in het kader van het dienstbetoon, over de politicus kunnen gemaakt worden. Afgezien van een lichte afwijking van de middengroep wenden de best geïnformeerden zich relatief minder tot de politieke mandataris dan de weinig geïnformeerden. Zij gaan daarentegen eerder deelnemen aan betogingen en dit duidelijk afgetekend ten opzichte van de andere categorieën. De staking wordt door alle groepen hoog boven de middenpositie geklasseerd doch brengt geen differentiatie in gedrag teweeg tussen de uiterste klassen geïnformeerden.

Opvallend is dat de groep der goed geïnformeerden, die het talrijkst vertegenwoordigd is in de enquête, alwijkend optreedt. Dit eigen gedrags-

patroon beperkt zich niet tot de politicus en de staking, maar treedt eveneens naar voor in verband met de politieke partij en de aktiegroep. De middenklasse der geïnformeerden hecht aan beide instrumenten steeds meer waarde dan de twee uiterste groepen, verschil dat vooral in het oog springt bij de politieke partij.

Inzake de drie laatste middelen, de wet omzeilen, massamedia en het geweld blijkt de informatiegraad geen opmerkenswaardige verschillen met zich mee te brengen als gedragspatroon.

Besluit.

Loopt er een rode draad doorheen deze opeenvolgende benaderingen? Vertoont het oppositioneel optreden van de Belgische staatsburger bepaalde karakteristieken?

Verdergaand op de vaststelling dat slechts een beperkte groep van de bevolking geneigd is tot het voeren van een oppositionele aktie en dat een nog kleiner aandeel dit werkelijk doet kan in de eerste plaats de vraag gesteld worden: welke voorwaarden dienen vervuld opdat de burger reëel van zijn burgerrechten gebruik maakt wanneer een bepaalde maatregel tegen zijn belang of overtuiging indruist?

Algemeen mag gesteld dat naarmate, in volgorde van belang, de politieke participatie, informatie en ontevredenheid toeneemt veelvuldiger tot oppositionele activiteiten wordt overgegaan. Hieruit besluiten dat de samenbundeling van deze drie factoren tot een bepaald oppositioneel gedragspatroon leidt, zou voorbarig zijn en tevens onjuist. De gevolgde analytische werkwijze laat dit niet toe. Telkens werd een bepaald aspect, een komponent van de persoonlijkheid van de burger naar voor gehaald, waarover alleen gezegd kan worden dat de aanwezigheid de kans op een bepaalde handelingswijze vergroot. Ter vervollediging moeten de stukken van de puzzel in mekaar gelegd worden en dit is geen eenvoudige opdracht, in het raam van deze enquête zelfs niet realiseerbaar en dit om meerdere redenen.

Allereerst ontbreken inhoudelijke gegevens, inlichtingen over de inzet van een bepaalde aktie, die ondermeer duidelijk zouden maken of een optreden louter gestimuleerd wordt door eigenbelang, bijvoorbeeld het bekomen van een persoonlijke gunst of een ruimere politieke draagwijdte heeft. Het aldus bekomen resultaat zou gedifferentieerder en vollediger zijn.

In de tweede plaats is het creëren van een globaal beeld in dit bestek niet mogelijk. Een konfrontatie van de verscheidene benaderingen reveleert dat sommige verschijnselen in elkaars verlengde liggen, doch andere de tegengestelde richting uitgaan. Daar waar een positieve houding

inzake de kans op slagen van een aktie enerzijds, een klare kijk op de problemen anderzijds bij participanten en geïnformeerden rechtlijnig verloopt met een hogere aktiviteitsgraad, is het omgekeerde het geval bij de kategorie ontevreden. Het oppositioneel gedrag is een kompleks verschijnsel.

Toch treden een aantal konstanten naar voor. De geprivilegieerde plaats van de belangengroepen komt in alle rangen tot uiting. Deelnemen aan een betoging en aktiegroep weerspiegelt, zij het op een ander aktiviteitsniveau, een grotere politieke betrokkenheid, een betere informatie en in geringere mate een negatieve evaluatie van het politieke systeem. De administratie daarentegen boet aan belang in naarmate de participatie en informatie stijgt en brengt geen onderscheid teweeg tussen tevreden en ontevreden. De pers wordt unaniem laag geklasseerd.

Andere oppositionele aktiviteiten als het zich richten tot een politicus of politieke partij vertonen een gedifferentieerder karakter. Factoren, die niet in de analyse betrokken werden, laten eveneens hun invloed gelden.

Deze bijdrage is een eerste verkenning van het oppositioneel gedrag van de Belgische staatsburger. Zij verstrekt in eerste instantie kwantitatieve gegevens over haar intensiteit en onderscheiden uitdrukkingsvormen. De waarde van de geformuleerde verklaringen dient verder getoetst, uitgediept en aangevuld te worden.

Summary : The oppositional behaviour of the Belgian citizen.

Subject of this article is the Belgian citizen's oppositional behaviour taken in the largest sense and considered as an opportunity to express his preferences. Starting from the supposition that a policy decision is not perceived as being conform to the citizens' interests or beliefs, attention is focused on their propensity to engage in oppositional action and their preferences for different means of expression.

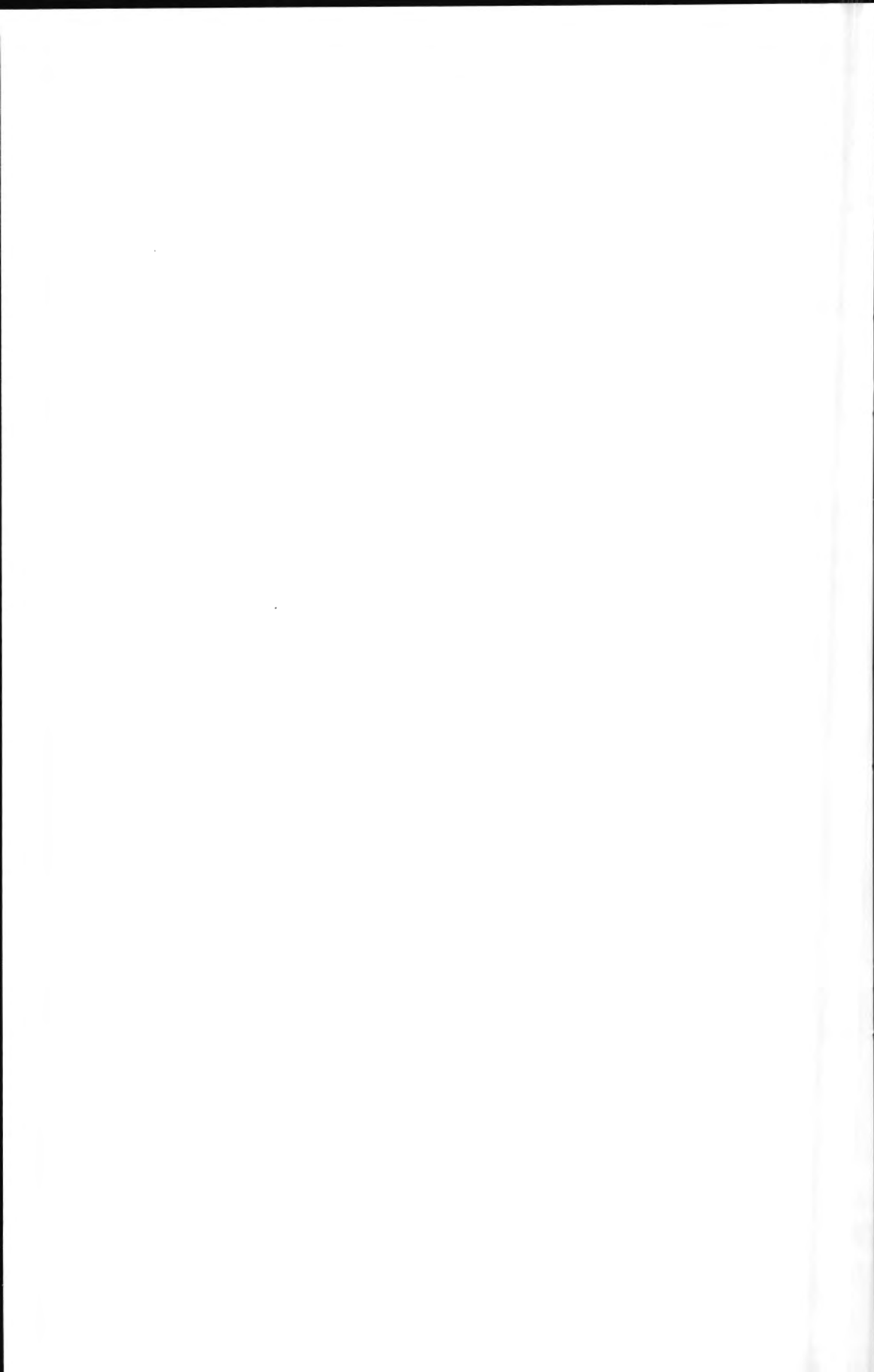
Such propensity appears to be rather limited and therefore one has also examined their belief in the success of an oppositional action and their insight in contemporary societal problems.

Those data are compared with the actual oppositional behaviour during the last five years, which was found to be even smaller than the propensity. Further, three scales are constructed, indicating similarities and dissimilarities, as far as means of expression are concerned, between the preferences of the whole population and the behaviour of the small number of opponents.

In a second approach, the degree of political participation, dissatisfaction and information is successively examined in relation to the oppositional behaviour. This research reveals that each of these three elements induces a more intensive oppositional activity as well as a different behaviour concerning the use of oppositional means. Political participation however is the most influencing factor.

Oppositional behaviour is a complex phenomenon. Information on the content of the oppositional action, not included in this inquiry, would complete this approach.





Beeld van de machtsstructuur in België *

door Wilfried DEWACHTER,

Gewoon hoogleraar aan de Katholieke Universiteit te Leuven.

★

Het beeld dat de staatsburgers van de machtsstructuur in een politiek bestel opdoen is lang niet noodzakelijk kongruent met de feitelijke machtsstructuur. Dat beeld wordt gevormd eensdeels door een min of meer direkte ervaring van de machtsverhoudingen in het gevoerde beleid en andersdeels door de informatie en opinievorming die door de massakommunikatiemedia wordt verspreid.

Het op die manier verworven beeld van de machtsstructuur in België wordt hier niet in zijn totaliteit bevraagd. Het werd op vier punten onderzocht: de tegenstellingen in de maatschappij, de instrumentaliteit van de verbindingsgroeperingen, de machtshiërarchie aan de top en de beoordeling van de basis-instituties van het Belgisch politiek bestel. Deze vier punten worden door de wetenschap als zeer belangrijke componenten van elk democratisch regime gezien. Maar het volledig beeld heeft men daarmee evenwel niet. Dit moet men bij de verdere lektuur voor ogen houden.

1. De tegenstellingen in de Belgische maatschappij.

Elke maatschappij met enige geledheid — en in de huidige tijd is de afwezigheid van geledingen nog enkel in archaische samenlevingen te vinden — is gekenmerkt door deelbelangen die kunnen uiteenlopen van helemaal verenigbaar tot volledig tegengesteld. Als moderne maatschappij maakt België hierop geen uitzondering.

Het is dan ook aangewezen te zoeken naar de mate van tegenstelling die een aantal deelbelangen in België hebben in hoofde van de staatsburgers. Aan de steekproef werd gevraagd op een intervallschaal (van

* Wij danken graag de heer M. Deweerdt voor de hulp die hij verstrekt heeft bij het tot stand komen van dit artikel.

0 tot 100) de scherpte van een reeks van 22 mogelijke tegenstellingen te beoordelen. Statistisch zijn meerdere verwerkingswijzen mogelijk. Het gemiddelde en de kumulative frekwentie (bij de waarde 75) geven een vrijwel identiek resultaat wat de rangschikking van de tegenstelling naar scherpte betreft. In tabel I volgt de rangschikking.

TABEL I
De tegenstellingen in de Belgische maatschappij

	Gemiddelde schaalpositie
1. Patroons-arbeiders	59,4
2. Machtigen-machtelozen	58,6
3. Jongeren-ouderen	57,8
4. Rijken-armen	57,0
5. Vlamingen-Franstaligen	54,6
6. Rijke landen-arme landen	54,4
7. Mannen-vrouwen	53,9
8. Vlaanderen-Wallonië	53,4
9. Vlaanderen-Brussel	50,3
10. Kaders-arbeiders	49,4
11. Landbouw-industrie	48,8
12. Zelfstandigen-loontrekkenden	47,2
13. Stad-platteland	45,9
14. Belgen-vreemdelingen	45,6
15. Links-rechts	44,1
16. Arbeiders-bedienden	44,1
17. Westen-Oosten	43,8
18. Vredelievenden-militaristen	42,4
19. Wallonië-Brussel	40,3
20. Patroons-Kaders	39,9
21. Universitair-niet universitair	39,2
22. Gelovigen-ongelovigen	37,3

De scherpste tegenstellingen zijn deze tussen: het patronaat en de arbeiders, de machtigen en de machtelozen, de jongeren en de ouderen, de rijken en de armen, de Vlamingen en de Franstaligen, de arme landen en de rijke landen, de mannen en de vrouwen (1).

De klassieke stratifikatiecriteria (deze van Max Weber) als rijkdom en macht (status niet ondervraagd zijnde), blijven scherp tegenstellen. Moderne stratifikatietheorieën schuiven meer criteria naar voren. Zo verwijst Barber naar macht, beroepsprestige, inkomen of welstand, opvoeding en kennis, levensbeschouwing, etnie, familie en local-community status. Een aantal van deze stratifikatiecriteria zijn duidelijk aktueel nog aanwezig maar een aantal ook niet. Dit blijkt nog duidelijker als men de

(1) Naargelang het meetinstrument kan er wel wat wijziging in de rangschikking komen. Maar de afgrenzing van deze 7 tegenstellingen als de belangrijkste is eenvormig, ongeacht het criterium.

zwakst ervaren tegenstellingen op een lijstje zet. Deze zijn de relatie tussen :

- het patronaat en de kaderleden,
- de universitair en de niet-universitair,
- de gelovigen en niet gelovigen.

De Belgische situatie is dus ten dele universeel en ten dele specifiek. Gekende tegenstellingen blijven als scherp ervaren : de verhouding tussen het patronaat en de arbeiders en vrij parallel daarmee de verhouding tussen rijken en armen (en niet zo heel veel minder de verhouding kaderleden-arbeiders en de verhouding zelfstandigen-loontrekkenden). Blijft ook als scherpe tegenstelling de verhouding tussen de machtigen en de machtelozen. In de lijn van het voorgaande is het niet verwonderlijk dat de nieuwe geaktualiseerde Noord-Zuid relatie als een van de scherpste tegenstellingen wordt aangewezen. Tenslotte is het aan te nemen dat de verhouding tussen Vlamingen en Franstaligen een tegenstellingsrelatie is. Dit wordt overigens bevestigd door het eveneens hoog plaatsen van de gewestelijke tegenstellingen Vlaanderen-Wallonië en Vlaanderen-Brussel ; de relatie Wallonië-Brussel wordt vrij gelijklopend ervaren. Twee van de drie konfliktvelden van de Belgische politiek : het sociaal-ekonomische en het communautaire blijven bestaan. Het derde konfliktveld : de levensbeschouwing is op dit ogenblik afgebouwd, ondanks enige aktualisering in de etische problematiek. De pacifikatie van het schoolpakt en de openheid van de Katholieke Kerk na Vaticanum II lijken diep ingegrepen te hebben.

Nieuwe tegenstellingen dienen opgemerkt. De tegenstellingen tussen jongeren en ouderen en tussen vrouwen en mannen halen een hoge score. Dit zijn voor de klassieke verklaringsmodellen, zowel van de stratifikatie als van de Belgische politiek, nieuwe gegevens. Dit wordt des te duidelijker als men vergelijkt en vaststelt dat de verhouding tussen Belgen en vreemdelingen minder scherp wordt ervaren. Gene tegenstellingen halen het niveau van de rijk-arm tegenstelling, van de Vlaams-Waalse verhoudingen. Zoals gezegd is de verhouding tussen Belgen en vreemdelingen nog vrij gemiddeld ervaren. De tegenstelling landbouw-industrie en de tegenstelling stad-platteland die in zekere mate parallel kan geïnterpreteerd worden, komt net iets scherper voor. Onproblematisch lijkt de verhouding pacifisten en militaristen, wat ten aanzien van sommige opinie-makerij wel onderlijnd moet worden.

Helemaal opmerkelijk (althans indien goed geoperationaliseerd) is het niet naar voren komen van het onderwijs- en opvoedingsonderscheid, nochtans frekwent voorkomend in stratifikatiemodellen. Zou het kunnen

dat het mislukken van de democratisering van het universitair onderwijs als ontsluitingsmiddel voor de hogere beroepen, mislukking die zichtbaar is in de hoge academische werkeloosheid, hiervan de verklarende faktor zou zijn ?

De participanten (2) percipiëren een trits van de scherpste tegenstellingen in het land, duidelijk scherper nog dan de doorsnee burger : de tegenstelling tussen het patronaat en de arbeiders, de tegenstelling tussen de machtigen en de machtelozen en de tegenstelling tussen rijk en arm. Niet zozeer de tegenstelling Vlamingen-Franstaligen dan wel Vlaanderen tegenover Brussel wordt door de participanten verscherpt beleefd. Dit strookt met de recente politieke evolutie. Naar de aard van de scherper gepercipiëerde tegenstellingen kan gesteld worden dat de participant niet de nieuwe maar de klassieke tegenstellingen van de Belgische politiek scherper ervaart. Op te merken dat de levensbeschouwelijke tegenstelling door de participant op eenzelfde niveau van ontspanning vastgesteld wordt als door de doorsnee burger.

Overigens ervaart de participant al de andere tegenstellingen op eenzelfde niveau als de doorsnee burger. Enkel aan de top stelt hij het scherper. Of zijn ervaring meer kongruent met de werkelijkheid is dan deze van de doorsnee staatsburger, blijft een open vraag. Op te merken valt dat de zwakke tegenstelling patroons-kaders wel aanzienlijk scherper noteert bij de participanten.

De perceptie van de tegenstellingen door Vlaanderen en Wallonië is nog minder afwijkend dan deze van de participanten met deze van de doorsnee burgers. Eén groot punt van verschil is de verhouding man-vrouw. Voor de Walen een beperkte tegenstelling, voor de Vlamingen de scherpste tegenstelling van alle ; scherper nog dan de tegenstelling machtigen-machtelozen die door de Vlamingen ook scherper ervaren wordt dan door de Walen.

De communautaire problematiek wordt ook anders ervaren. Voor de Vlamingen is de tegenstelling Vlaanderen-Brussel de derde scherpste tegenstelling, scherper nog dan de tegenstelling Vlamingen-Franstaligen en zeker dan deze tussen Vlaanderen en Wallonië. (De relatie Brussel-Wallonië is voor beide kultuurgemeenschappen een vrij probleemloze relatie). De Walen zien de tegenstelling Vlaanderen-Wallonië veel scherper dan de tegenstelling Brussel-Vlaanderen ; de Walen interpreteren deze laatste relatie haast even probleemloos als hun relatie met Brussel. Een eigenaardige driehoek. Voor de Walen zijn het de Vlamingen die de scherpe tegenstelling maken ; voor de Vlamingen is het echter de

(2) Geoperationaliseerd op dezelfde manier als in onze andere bijdrage in deze bundel : Problemen en oplossingen voor het actuele beleid.

hoofdstad Brussel. Zo te zien heeft de oplossing van de communautaire problemen op de rug van Brussel ook bij de publieke opinie enige kans.

Een aparte vraag liet toe het scherper worden of het afzwakken van tegenstellingen vast te stellen. De antwoorden werden in een schaal aangegeven: schaal gaande van de stand 1: « in belangrijke mate verscherpt » over de stand 3: « ongewijzigd », naar de stand 5: « in belangrijke mate afgezwakt ». Hieronder wordt met gemiddelde schaalposities gewerkt.

De tegenstellingen die volgens al de ondervraagden, met andere woorden volgens de doorsnee burger, recent het meest naar voren drongen zijn de volgende:

Tegenstelling	Gemiddelde schaalpositie
Vooreerst:	
— Jongeren-ouderen	} 2,4
— Vlamingen-Franstaligen	
— Vlaanderen-Brussel	
Dan:	
— Vlaanderen-Wallonië	} 2,5
— Ontwikkelde landen - ontwikkelingslanden	
Vervolgens:	
— Man-vrouw	} 2,6
— Patroons-arbeiders	
Tenslotte:	
— Belgen-vreemdelingen	} 2,7
— Landbouw-industrie	

Behoudens de verhouding machtigen-machtelozen en de verhouding rijken-armen (die beide een gemiddelde 2,8 hebben) staan alle scherpste tegenstellingen in de lijst van de scherper wordende problemen. Alleen de relatie Belgen-vreemdelingen en de verhouding landbouw-industrie zijn scherper wordende verhoudingen die niet tot de meest uitgesproken tegenstellingen gerekend worden.

De mogelijke verklaring van het samengaan van accuter worden en de geprofileerdheid van de tegenstellingen is niet eenvoudig. Vooreerst moet opgemerkt worden dat gemiddeld een groter worden van de tegenstellingen naar voren komt (het gemiddelde zou op 3,0 moeten liggen om neutraal te zijn; het ligt echter op 2,8). Dit kan te maken hebben met het feit dat inderdaad de tegenstellingen gemiddeld genomen verscherpt zijn. Het kan ook te maken hebben met een suggestief vraag-effect, alhoewel in de formulering zelf geen suggestie aanwezig is. Ten-

slotte kan het te wijten zijn aan een karakteristiek van de publieke opinie die overaccentueert in haar waarneming.

Op te merken valt dat de tegenstelling gelovigen-ongelovigen het meest, — en uitgesproken —, afneemt (gemiddelde 3,3).

2. De instrumentaliteit van de politieke partijen.

Tussen het mikro en makrovlak, met andere woorden tussen het individuele en het integraalmaatschappelijk niveau, dit wil zeggen op het meso-vlak, staan tientallen groeperingen (organisaties, bonden, verenigingen, groepen) te drummen als potentiële vertolkers van deelbelangen naar de overheid toe en dan ook als mogelijke medespelers op het machtsbord. De meest vooraanstaande van deze verbindingsgroeperingen op dat machtsbord zijn volgens objectieve waarnemingen de politieke partijen en de erkende drukingsgroeperingen.

In een rechtstreekse bevraging van de doeltreffendheid als belangenverdedigingsinstrument werden de vakverenigingen het hoogste gescoord. Voor het gehele land achten 22,6 % van de ondervraagden de vakbonden het meest aangewezen. De beroepsverenigingen komen als tweede uit de bevraging, met 11,9 %. In zeker opzicht kan men deze « arbeidsorganisaties » samenvoegen zodat voor dit type met 34,5 % een tamelijk hoge instrumentaliteit bekomen wordt. De politieke partijen doen het in hoofde van de burgers minder goed. Zij worden door slechts 9,8 % van de ondervraagden beschouwd als de beste belangenverdedigers. De verkozenen (3) komen voor 8,7 % voor. Als men deze nog tot de partijen zou rekenen, bekomt men 18,5 % voor de politieke partijen, wat duidelijk lager is dan de « arbeidsorganisaties ». Als belangenverdedigers zijn de politieke partijen voorbij gestoken.

Opmerkelijk is wel dat Vlaanderen de vakverenigingen aanzienlijk lager aanslaat dan Wallonië (respektievelijk 18,3 % tegenover 31,1 %). Daarentegen worden de verkozenen 12,5 % tegenover 3,6 % hoger aangeslaan. Heeft dit te maken met het meer verspreid zijn of het efficiënter verricht worden van dienstbetoon in Vlaanderen? Of heeft dit gewoon te maken met de oververtegenwoordiging in de steekproef van socialisten in Wallonië en ondervertegenwoordiging in de steekproef van socialisten in Vlaanderen?

Opmerkelijk zijn ook de 25,0 % die geen van de vier mogelijkheden als aangepast voor hun belangenverdediging beschouwen. Daarbij dan nog

(3) De vraagstelling laat geen splitsing toe naar het soort verkozenen : parlementslid, provincieraadslid of gemeenteraadslid.

de 21,9 % van de niet antwoorden voegend, zit men met een kleine 50 % van de bevroegden die niet manifest of manifest niet oplopen met de instrumentaliteit naar hun belangen toe van de voornaamste verbindingsgroeperingen.

Institutioneel gezien zijn de politieke partijen de belangrijkste verbindingsgroeperingen. Deze werden meer diepgaand bevroegd bij de steekproef : namelijk de instrumentaliteit van de eigen partij voor de belangrijkste deelgroepen : katolieken en ongelovigen ; Vlamingen, Brusselaars, Walen en Belgen ; landbouwers, arbeiders, bedienden, zelfstandigen, kaderleden en vrije beroepen, patroons (4).

De ondervraagden dienden aan te duiden welke categorie van deze reeks door de partij waarvoor zij gestemd hadden, het best verdedigd wordt (verder « eerste vermelding » geheten). In een tweede vraag dienden de ondervraagden, nog steeds voor hun partij, aan te geven welke de sociale groep is die op de tweede plaats het best verdedigd wordt (verder « op een na beste » vermelding geheten).

Naar het oordeel van de « kiezers met kennis van zaken » vinden de sociaal-ekonomische strata de grootste instrumentaliteit in de Belgische politieke partijen, namelijk 53,0 % van de vermelding als eerste en als op een na beste vertegenwoordigde categorie. Dan volgen de volkeren met 32,4 % van de vermelding en tenslotte de levensbeschouwelijke groepen met 14,6 % van de vermelding (5). De eerste vermelding en de op een na beste vermelding maken geen verschil tussen deze konfliktvelden, wel enigszins intern.

In het sociaal-ekonomische konfliktveld hebben de politieke partijen de grootste instrumentaliteit (althans gemeten naar de frekwentie van vermelding door « de kiezers met kennis van zaken ») voor de arbeiders : 41,1 % van de vermeldingen, dan voor de bedienden 19,1 %, de zelfstandigen met 15,4 %, vervolgens de kaders met 13,2 %, en tenslotte landbouwers en patroons met respectievelijk 5,7 en 5,5 % vermeldingen. Ogenschijnlijk zit in deze instrumentaliteit een premie van het groot aantal ; langs de vraagstelling was dit echter niet geïnduceerd. Tussen de beste verdediging (eerste vermelding) en de op een na beste verdediging (tweede vermelding) is er wel het opvallend verschil dat de arbeiders veel beter op de eerste dan op de tweede scoren en de bedienden omgekeerd.

(4) Belangrijkheid is hier niet bepaald volgens de enquête maar volgens de verschillende verklaringsmodellen van de Belgische politiek.

(5) De volgorde van vermelding stemt overeen met het aantal groepen in spanningsvelden, namelijk respectievelijk 6, 4 en 2. Een besmetting van uit de vraagstelling is dus niet uitgesloten. Als men het aantal evenwel konstant houdt door het gemiddelde te berekenen, dan blijft de volgorde bestaan : 8,84 voor het sociaal-ekonomisch spanningsveld, 8,09 voor het volkenspanningsveld en 7,3 voor het levensbeschouwelijk spanningsveld.

Anders geformuleerd : de volgorde-vermelding bevestigt de kwantitatieve depouillering. De arbeiders vinden bij de partijen een grotere instrumentaliteit dan de andere groepen, en zeker dan de bedienden. Ook kaderleden en landbouwers scoren lager op de eerste dan op de tweede vermelding.

Naar de volkeren toe hebben de Vlamingen de grootste instrumentaliteit : 46,9 % van het totale aantal vermeldingen voor het konfliktveld. Dan komen de Walen met 26,3 %, vervolgens de Belgen met 15,8 % en ten slotte de Brusselaars met 11,1 %. Naar eerste rangsinstrumentaliteit gemeten komen de Vlamingen nog een goed stuk meer naar voren. Sommige partijen zijn hen dan nog meer « op het lijf gesneden ».

Voor de levensbeschouwingen komt enkel de katolieke godsdienst naar voren en dat in overdonderende sterkte. De vrijzinnigen halen slechts een zeer klein percentage. (De andere geloofsgenootschappen waren niet voorzien bij de antwoordmogelijkheden).

De instrumentaliteit van de politieke partijen ten aanzien van de basisdimensies van de Belgische konfliktvelden, met andere woorden, ten aanzien van de belangrijkste deelgroepen in de Belgische samenleving, levert enkele opmerkelijke resultaten op (zie tabel II) (6).

De CVP/PSC wordt door haar kiezers het meest instrumenteel gezien als partij voor de katolieken. Voor haar kiezers is de CVP/PSC dus in de eerste plaats een « katolieken-partij ». De Vlamingen komen op de tweede plaats aan bod, en dit duidelijk heel wat meer dan alle andere volken of gewesten van en in België. Op de derde plaats is de CVP/PSC een partij voor de arbeiders. De instrumentaliteit van de CVP/PSC voor de andere sociaal-ekonomische strata — op deze van de patroons na — wordt op gelijke hoogte gewaardeerd (althans naar frekwentie gemeten). Deze hoogte ligt een goed deel lager dan deze voor de arbeiders. De CVP/PSC is in dit opzicht « volks »partij, met een overwicht aan functionaliteit voor de arbeiders en een tekort voor de patroons. De CVP/PSC is de enige partij die een belangrijke instrumentaliteit scoort in de drie konfliktvelden.

(6) Bij de beantwoording van deze vraag komt een beperkt maar opmerkelijk verschijnsel naar voren, namelijk de « tegengestelde » antwoorden. Een beperkt aantal ondervraagden vinden de CVP/PSC de beste partij voor de ongelovigen ; anderen vinden de Volksunie de beste partij voor de Walen ; weer anderen de BSP/PSB de beste partij voor de patroons. De verklaring hiervan kan gaan van een bewust en opzettelijk fout antwoorden, over een accentuering van het eigen standpunt tot een nogal blinde partijovertuiging. Omwille van het beperkt verschijnsel laten wij het hier verder onbeslecht en gebruiken de gegevens als echte antwoorden. De lezer houde derhalve ook met deze beperkte foutmogelijkheid rekening.

De BSP/PSB is in de eerste plaats instrumenteel voor het sociaal-ekonomisch konfliktveld en daar dan duidelijk beperkt voor de arbeiders en de bediende. De eerste instrumentaliteit gaat nog altijd, en overduidelijk, naar de arbeiders. Deze instrumentaliteit is veel hoger dan deze van de CVP/PSC voor de katolieken. Zij evenaart deze van de Volksunie voor de Vlamingen en heeft konkurrentie in instrumentaliteit van de KPB bij de arbeiders. De BSP/PSB heeft ook nog instrumentaliteit voor de Walen.

TABEL II

Instrumentaliteit van de politieke partijen ten aanzien van basisdimensies van de Belgische konfliktvelden

Konfliktvelden en samenstellende groepen	Spreiding van de vermelding per partij						
	CVP/PSC %	BSP/PSB %	PVV/PLP %	DFD/RW %	VU %	KP %	Totaal %
Katolieken	28,4	3,1	2,3	3,3	8,7	—	13,4
Ongelovigen	0,1	2,5	2,8	1,0	—	3,5	1,2
Subtotaal voor het konfliktveld	28,5	5,6	5,1	4,3	8,7	3,5	14,6
Vlamingen	20,0	6,3	8,6	1,0	44,3	—	15,2
Brusselaars	1,1	1,3	3,8	21,7	2,3	—	3,6
Walen	3,3	14,5	4,6	24,3	1,8	20,7	8,5
Belgen	5,7	6,1	2,5	6,4	1,2	13,8	5,1
Subtotaal voor het konfliktveld	30,1	28,2	19,5	53,4	49,6	34,5	32,4
Landbouwers	4,8	1,3	4,1	1,4	1,2	—	3,0
Arbeiders	14,0	43,1	12,5	13,6	13,0	51,7	21,8
Bedienden	6,8	15,5	10,7	6,9	11,4	10,3	10,1
Zelfstandigen	6,5	2,5	24,2	7,2	9,4	—	8,2
Kaderleden	7,6	2,5	13,8	8,4	6,9	—	7,0
Patroons	1,8	1,3	10,2	4,8	—	—	2,9
Subtotaal voor het konfliktveld	41,5	66,2	75,5	42,3	41,9	62,0	53,0

De minst geprofileerde instrumentaliteit, of anders geformuleerd de meest gespreide instrumentaliteit heeft de PVV/PLP. De enige hoge frequentievermelding als beste of op een na beste partij haalt zij voor de zelfstandigen. Verder zien haar kiezers haar als een brede massapartij, openstaande en funktioneel zijnde voor alle sociaal-ekonomische strata. Zij is — volgens deze benadering — meer « volks » partij in de zin van « catch-all party » dan de CVP/PSC. Drie-vierden van haar instrumentaliteit ligt in het sociaal-ekonomisch konfliktveld. Dit is het hoogste van alle partijen; nog ongeveer 10 % vermeldingen hoger dan voor de BSP/PSB.

Deze zogenaamde taalpartijen zijn veel minder dan de PVV/PLP in één konfliktveld funktioneel. Zij zijn in hoofde van hun kiezers niet alleen « taal- » of « natiepartijen ». Het volk in de betekenis van de groeps-

vorming op basis van taal en dan ook gemeenschappelijkheid van waarden en cultuur, wordt het best gediend door de FDF/RW en door de Volksunie, respectievelijk voor de Franssprekenden (Walen en Brusselaars) en voor de Vlamingen — beide partijen met nagenoeg eenzelfde frekwentievermelding van 44 %. Maar ook in het sociaal-ekonomische spelen zij instrumenteel mee volgens hun kiezers. Beide zijn ook wel volkspartijen in de zin van « catch-all parties », zij het dat FDF/RW een ietwat lager gestratificeerde instrumentaliteit dan de PVV/PLP heeft en de Volksunie een nog wat lager gestratificeerde instrumentaliteit dan deze van het FDF/RW. De Volksunie benadert nog niet de « volkse » instrumentaliteit, volkse in de zin van de laagste gestratificeerde, die de CVP/PSC behaalt.

De KPB wordt door haar kiezers gezien als instrumenteel voor de arbeiders, voor de Walen en voor de Belgen en tenslotte ook nog wat voor de bedienden.

De operationalisering van de instrumentaliteit heeft gebreken. Als een partij zoals de CVP/PSC op de drie konfliktvelden dienstig is kan een hoog cijfer niet meer bekomen worden. Verder zou naast de beoordeling van de eigen partij ook de beoordeling van de andere partijen moeten gegeven worden. Bovendien is een frekwentievermelding eigenlijk maar een provere « weging ». Tenslotte is het zo dat wat hier « kiezers met kennis van zaken » genoemd wordt, slechts de helft van de steekproef vertegenwoordigt. Men moet met al deze tekorten en gebreken bij de lektuur en de interpretatie van de gegevens rekening houden. Overigens is de depouïllering met bovenstaande beschrijving niet af.

Want al haalt de Volksunie een hoge Vlamingen-instrumentaliteit, in het geheel van de bevraging bekomt de CVP/PSC 51,5 % vermeldingen voor beste of op een na beste partij voor de Vlamingen tegenover 29,2 % slechts voor de Volksunie. Een soortgelijk verschijnsel stelt men vast tussen BSP/PSB en RW voor de Walen : 44,6 % van alle Walen-instrumentaliteitsvermeldingen gaan naar de BSP/PSB tegenover 27,4 % naar het RW. Ook al halen de arbeiders in de BSP/PSB de hoogste frekwentie, van alle arbeidersfrekwenties over alle partijen heen, zitten er 51,7 % in de BSP/PSB, tegenover 25,2 % in de CVP/PSC, 8,0 % in de PVV/PLP, 6,0 % in FDF/RW en ook nog eens in Volksunie. En de hoogste piek in de KPB voor de arbeidende klasse is voor alle arbeidersvermeldingen teruggebracht tot 3,2 %. In deze benadering zit evident ook het onderscheiden stemmengewicht van de verschillende partijen te spelen. Dit is duidelijk zichtbaar in tabel III waar het stemmenpercentage van degenen die geantwoord hebben, namelijk de zogenaamde « kiezers met kennis van zaken » zijn opgegeven als maatstaf van normaliteit. Cijfers die boven deze « normen » gaan duiden een relatief sterke instru-

mentaliteit aan ; cijfers die daar onder gaan duiden een relatief zwakke instrumentaliteit aan ; het relatief karakter bepaald zijnde door het aantal in de deelgroep en/of het aantal in de partij.

Als men de instrumentaliteit van de politieke partijen zoals hier vastgesteld, vergelijkt met het relatieve aandeel van de verschillende categorieën in de totale bevolking, komen toch wel een aanzienlijke reeks zwakke punten naar voren.

TABEL III

Instrumentaliteit van de partijen per deelgroep in de konfliktvelden

Spreiding van de vermeldingen over de zes politieke partijen								
Vermelde groepering	CVP/PSC	BSP/PSB	PVV/PLP	FDF/RW	VU	KP	Totaal	n %
Katholieken .	82,8	6,0	2,4	2,4	6,5	—	100	13,4
Ongelovigen .	1,9	54,7	32,1	7,6	—	3,8	100	1,2
Vlamingen . .	51,5	10,8	7,8	1,0	29,2	—	100	15,2
Brusselaars .	11,5	9,6	14,7	58,0	6,4	—	100	3,6
Walen	15,1	44,6	7,5	27,4	2,2	3,2	100	8,5
Belgen	44,0	31,4	6,7	12,1	2,2	3,6	100	5,1
Landbouwers .	61,7	11,3	18,8	4,5	3,8	—	100	3,0
Arbeiders . .	25,2	51,7	8,0	6,0	6,0	3,2	100	21,8
Bedienden . .	26,2	40,0	14,7	6,6	11,3	1,4	100	10,1
Zelfstandigen	31,0	8,1	41,1	8,4	11,5	—	100	8,2
Kaderleden .	42,2	9,2	27,5	11,4	9,8	—	100	7,0
Patroons . . .	24,2	11,7	48,4	15,6	—	—	100	2,9
Maatstaf van normaliteit .	39,1	26,1	13,9	9,6	10,0	1,3	100	100

3. De hiërarchie van de machtsposities.

Tot nog toe zijn de basistegenstellingen van het Belgisch politiek bestel onderzocht. Deze tegenstellingen treden in aktie door het optreden van actors als daar zijn organisaties, bewegingen, personen. Een goed deel van de politieke strijd is te herleiden tot de wedijver, de kamp om de verschillende machtsposities in het politiek bestel. Het kan dan ook nuttig zijn het beeld van de machtpotentialiteit van de verschillende posities bij de staatsburgers te bevragen.

De machtshiërarchie van de politieke toposities is in het onderzoek zeer duidelijk. Of men nu werkt met het gemiddelde, met de mediaan, met het eerste kwartiel of met het derde kwartiel, steeds is de volgorde van de posities dezelfde (op een enkele kleine verschuiving na) en steeds is de afstand tussen de hoogste en de laagste positie even groot.

De machtigste positie in het Belgisch politiek bestel is, volgens de staatsburgers, de positie van eerste-minister, vrij vlug gevolgd door deze van minister die op de voet gevolgd wordt door de partijleider, de vak-

bondsleider en het parlementslid. Dan komt een afstand. De managerposities in banken en holdings, de politieke journalistenposities, de leidende posities van het VBO en de top-ambtenarenposities volgen in deze volgorde, ook weer vrij dicht bij mekaar aansluitend. Met grote schreden gaat het dan naar onder in de machtshierarchie. Op een afstand van vorige groep volgen de Europese leidersposities. Dan komen de bisschopsambten. Weer een goed stuk macht minder heeft — opmerkelijk genoeg — de koning. De leidende functies van actiegroepen en de hoge militaire functies hebben niet veel macht minder dan de vorst.

TABEL IV

De machtshierarchie van de politieke posities

1. Eerste Minister	78,1
2. Ministers	75,5
3. Partijleiders	73,2
4. Syndikale leiders	71,8
5. Parlementsleden	70,6
6. Holdings	61,3
7. Journalisten	60,9
8. VBO leiders	57,7
9. Ambtenaren	55,6
10. Europese leiders	46,8
11. Bisschoppen	41,8
12. Koning	33,7
13. Leiders actiegroepen	30,5
14. Militairen	28,9

Schaal : 100 tot 0

Zo tekent een representatief staal van de Belgische staatsburgers de machtsmogelijkheden van de politieke posities onderling uit. Aan te stippen valt dat de posities die veel in de massa-kommunikatiemedia komen eerder een hogere dan wel een lagere plaats bekleden.

De participant plaatst de toposities gemiddeld lichtjes hoger (2 %) dan de doorsnee burger. De laagste van deze toposities zet hij gemiddeld wat lager (2 %) zodat de hogere bij hem nog machtiger is dan voor de doorsnee burger. Opmerkelijk bij de participant is de uitgesproken hogere plaats in de machtshierarchie van de leiders van banken en holdings (+ 10 %), de leiders van het VBO (+ 5 %) en de syndikale leiders en de partijleiders (+ 4 %). Ook de journalisten stijgen daar waar de parlementairen dalen. De participant herkent en erkent de niet formeel geïnstitutionaliseerde machtsposities beter dan de doorsnee burger. De enige afwijkende hogere plaatsing is de ambtenaar. Een verklaring is hier niet zo gemakkelijk te vinden gezien de afwijking met voorgaande hypothetische verklaring.

Wallonië plaatst een ganse reeks posities lager op de machts ladder : de partijleider, de eerste minister, het parlementslid, de syndikale leiders en

de ministers, met andere woorden alle formele posities met veel aandacht in de persverslagen. In Vlaanderen daarentegen kent men aan deze functies — behoudens de syndikale leiders — juist meer macht toe. Zeker de eerste minister en ook de ministers zijn machtige posities volgens de Vlaamse perceptie.

In 1967 werd een soortgelijke bevraging georganiseerd bij de topparticipanten in de Belgische politiek (7). Daar werd de niet gemediatiseerde informatie bevraged. Het resultaat sluit, gezien de steekproef, veel dichter bij de werkelijke machtsverhoudingen aan.

Ook bij de topparticipanten komt de positie van eerste-minister eerst, gevolgd door deze van partijvoorzitter en vakbondsleider. De minister komt wel wat lager maar toch ook in deze volgorde. Dan volgen de leiderspositie in het VBO, de managersposities in banken en holdings, de partijleidingsposities, en de politieke journalistpositie. Nog een eindje lager komt bij de topparticipantenenquête het parlementslid, maar dan het gekwalificeerd parlementslid dat in de positie van verslaggever geplaatst wordt. De door de weekse parlementspositie komt nog lager. Ook de ambtenaren-generaal zijn lager geplaatst in deze machtshiërarchie-uittekening. Deze posities worden bijgehaald door het bisschopsambt en door de leiding van de aktiegroepen.

De belangrijkste verschillen zijn de geringere machtspositie van de parlementsleden en de ambtenaren-generaal. De topparticipanten geven ook meer onderscheid in macht tussen de eerste en de laatste positie dan de staatsburgers. Maar meer treffend dan deze verschillen is de grote mate van overeenstemming.

Het onderzoek laat ook toe een beoordeling van de machtshiërarchie van de politieke posities in België te maken. Alle posities dienden beoordeeld te worden of zij meer macht diende te hebben, of zij minder macht dienden te hebben ofwel of hun macht ongewijzigd moet blijven. Door aftrekken van de percentages « meer macht » van « minder macht » kan men een rangorde van wijzigingen in de machtshiërarchie opstellen zoals gewenst door de staatsburgers :

- met 53,5 % helt de balans over naar meer macht voor de leiders van de aktiegroeperingen,
- met 32,2 % helt de balans over naar meer macht voor de koning,
- met 19,9 % helt de balans over naar meer macht voor de Europese leiders,

(7) Zie W. DEWACHTER, De machtshierarchie in de Belgische politiek, in : *Res Publica*, 1971, nr 3-4, blz. 533-550.

- met 15,2 % helt de balans over naar meer macht voor de parlementsleden,
- voldoende macht heeft de eerste minister,
- met 5,0 % helt de balans over naar minder macht voor de VBO-leiders,
- met 8,2 % helt de balans over naar minder macht voor de ministers,
- met 9,9 % helt de balans over naar minder macht voor de militairen,
- met 19,7 % helt de balans over naar minder macht voor de topambtenaren,
- met 22,0 % helt de balans over naar minder macht voor de syndikale leiders,
- met 23,1 % helt de balans over naar minder macht voor de bisschoppen,
- met 25,9 % helt de balans over naar minder macht voor de politieke journalisten,
- met 27,8 % helt de balans over naar minder macht voor de partijleiders,
- met 40,9 % helt de balans over naar minder macht voor de leiders van banken en holdings.

Op stuk van gewenste machtsinvloed wijkt de participant niet zo sterk af van de doorsnee burger. De Europese leiders en de parlementsleden wenst hij duidelijk nog meer macht. De ministers hebben volgens de participant geen macht te veel, ook niet te weinig. De leiding van VBO heeft volgens de participanten te veel invloed. En de leiders van banken en holdings hebben volgens de participant nog meer macht te veel dan volgens de burgers, die dan toch al — en ver uit — deze posities als te machtig ervaren.

Een opdeling naar gewesten doet de grote overeenstemming op stuk van gewenste machtsposities blijken. Slechts twee belangrijke verschillpunten. Zowel Vlaanderen als Wallonië vinden de machtspositie van de bisschoppen te sterk, maar Wallonië vindt ze met een veel grotere meerderheid te sterk (17,7 % balans tegenover 31,7 %). In omgekeerde volgorde vergaat het de syndikale leiderspositie : beide gewesten beoordelen ze te sterk maar in Vlaanderen is de meerderheid om dat te stellen groter (23,2 %) dan in Wallonië (11,6 %). Kloppen deze beoordelingen met een bepaalde kulturele en politieke traditie dan mag niet uit het oog verloren worden dat in beide gevallen de richting in de twee gewesten dezelfde is.

Op het eerste gezicht is er niet zomaar een lijn in de gewenste machtsverschuiving te krijgen. Zijn de posities : leiders van actiegroeperingen en

de parlementsleden waarvoor men meer macht vraagt te interpreteren als vragen naar participatiemogelijkheden, de koning is dat niet. En inspraakkanalen als syndikale leiders en de partijleiders die dit zouden moeten zijn worden aanzienlijk minder macht toegewenst. Eenduidig is de wens niet.

4. De instituties van het Belgisch politiek systeem.

De basisinstellingen van het Belgisch politiek stelsel werden aan de steekproef voorgelegd met de vraag deze op hun noodzakelijkheid of hun hinderlijkheid te beoordelen. Vooreerst dient aangestipt dat 23 % van de ondervraagden hun mening niet geven. Tenzij een nieuwe bevestiging van een aanzienlijk stuk apatie of onkunde hiervan de verklaring is hebben wij het raden naar de verklaring van dit « zonder antwoord ».

TABEL V

De basisinstellingen van het Belgisch politiek bestel

	Absoluut noodzakelijk	Noodzakelijk	Zonder veel belang	Overbodig	Hinderlijk
Rechten en vrijheden	64,4	28,2	7,0	0,4	0,1
Verkiezingen	44,0	40,0	12,3	2,6	1,1
Mogelijkheden van oppositie	36,6	47,1	11,2	3,0	2,1
Eenheid van België	45,6	33,7	12,5	5,3	2,9
Parlement als vertegenwoordiging	28,7	51,2	16,4	3,2	0,5
Sociale organisaties als belangen- vertegenwoordigers	24,2	48,3	16,0	5,6	5,9
Koningschap	13,3	24,8	41,2	17,0	3,7

Het meest noodzakelijk in ons politiek systeem vindt men de rechten en de vrijheden. Een overduidelijke absolute meerderheid vindt deze verworvenheden van de liberale ontvoogdingsbeweging absoluut noodzakelijk. Het is de enige keer dat een absolute meerderheid in één antwoordcategorie wordt gevonden. Voor het gros van de staatsburgers is de vrijheid van meningsuiting, van vergadering, van vereniging, de persvrijheid een « must », een noodzakelijk kenmerk van en voor het politiek bestel in België. Duidelijk minder radikaal is men voor de verkiezingen. Maar ook hier is geen twijfel mogelijk : 44 % vinden ze absoluut noodzakelijk en bovendien achten 40 % van de ondervraagden ze nodig in ons bestel. De mogelijkheden van de oppositie komen als derde in graad van noodzakelijkheid naar voren, samen met het parlement als vertegenwoordigingssysteem en met de eenheid van het land. De belangenvertegen-

woordigingsfunctie die de grote sociale en patronale organisaties vervullen wordt ook noodzakelijk geacht door een meerderheid van de bevolking, zij het in mindere mate dan de vorige basisinstellingen. Deze functie krijgt als eerste van de instellingen (8), te maken met een noemenswaardige oppositie : 6 % van degenen die hun mening uitbrachten vonden de functie overbodig en 6 % vonden die functie hinderlijk. Het koningschap wordt niet als wezensnoodzakelijk ervaren : 41 % menen dat het zonder veel belang is en 17 % vinden het koningschap overbodig. Scherpe oppositie is er niet tegen : slechts 4 % vinden dit instituut hinderlijk ; en deze scherpe oppositie wordt ruim gekompenseerd door de 13 % die het koningschap absoluut noodzakelijk vinden.

De participanten geven een nog positiever beeld, en een beeld dat meer aangepast is aan de evolutie van het Belgisch politiek bestel. Zij vinden voor 10 % meer het parlement, de mogelijkheden van de oppositie en de rechten en vrijheden absoluut noodzakelijk ; de verkiezingen vinden zij voor bijna 20 % meer noodzakelijk dan de doorsnee burgers. Zij komen op die vier punten tot zeer hoge noodzakelijkheidspunten. De oppositie is bij de participanten als het ware volledig verdwenen voor die karakteristieken. De sociale organisaties als belangenvertegenwoordigers worden door de participanten lichtjes meer nodig geacht. Omgekeerd gaat het voor het koningschap en de eenheid van België. Deze twee instellingen worden door de participanten ietwat meer (4,4 %) afgeschreven als overbodig of hinderlijk, dan de door de doorsnee burger. De modale categorieën respectievelijk « zonder veel belang » en « absoluut noodzakelijk » van de doorsnee burger blijven ook de modale categorieën bij de participanten. Het opmerkelijke in deze participantenanalyse is wel de tegengestelde beweging voor de verschillende karakteristieken van het parlementaire bestel enerzijds en voor de basiskarakteristieken van het politieke België anderzijds. Te sterk mag men de verschuivingen echter ook niet accentueren. De omvang is niet zodanig om sterk naar een stimulerende kracht vanuit de participanten te gaan zoeken. Veeleer nemen de participanten eerder dan de doorsnee burger tendenzen op die boven hen aangezet worden.

Wallonië steunt intenser en met minder reserves dan Vlaanderen de basisinstellingen van het Belgisch politiek bestel. De mogelijkheden van de oppositie vindt zij voor 18,6 % meer absoluut noodzakelijk ; het overleg van de sociale partners vindt zij voor 17,4 % meer absoluut noodzakelijk ; de eenheid van België — zeer opmerkelijk — vindt zij voor 13,2 % meer absoluut noodzakelijk dan Vlaanderen. Dat zijn de

(8) Dit althans bij het leggen van de grens van de oppositie op 10 % : zo de grens lager gelegd wordt kent ook de eenheid van België enige weerstand.

drie grote uitschieters. Noodzakelijker dan in Vlaanderen zijn ook het parlement en de verkiezingen (respektievelijk 4,2 % en 2,0 % meer noodzakelijk dan Vlaanderen). Alleen het koningschap wordt sterker in Vlaanderen gesteund dan in Wallonië. Er zijn 6 % meer Walen dan Vlamingen om het koningschap hinderlijk te vinden. Aan te stippen valt dat het koningschap ook in Wallonië nog een meerderheid voorstanders heeft (10 % is de balans tussen noodzakelijk enerzijds en overbodig en hinderlijk anderzijds).

In zijn componenten ontleed worden de Belgische politieke instellingen ontegensprekelijk positief beoordeeld. De institutionalisatie wordt aanvaard. Een meer negatief beeld kan misschien komen van het aktualiseren van de instellingen (9).

Besluit.

Met deze enkele vragen en hun beantwoording door een steekproef van Belgische staatsburgers is zeker geen volledig beeld van de machtsstructuur in België gegeven. Verre van. De verschillende aktiepatronen van personen en organisaties, de betekenis van basiskomponenten als publieke opinie, ideologieën, strijdpunten, drukkingsgroeperingen, sociale bewegingen, oppositie werden niet bevraagd. De elitaire konsensus werd ook niet adequaat onderzocht. Deze processen zijn te omvangrijk om ze in één enquête te vatten. Men heeft dus noodgedwongen een selectie moeten aanvaarden.

Overigens is een enquête bij de staatsburgers, niet bijzonder geëigend om de machtsstructuur te onderzoeken. Het aktieonderzoek is daartoe een betere weg — zij het niet de enige.

Wat hier gepoogd werd is enkele stukken uit de legpuzzle van de machtsstructuur bloot te leggen : namelijk het imago bij de staatsburgers over de konfliktlijnen en tegenstellingen in de Belgische maatschappij, hun beeld over de instrumentaliteit van de politieke partijen als verbindingsorganisaties, het beeld van de machtshiërarchie in de Belgische politiek en de beoordeling van de basisinstellingen van het Belgisch politiek bestel.

De scherpe tegenstellingen zijn deels specifiek voor België en deels universeel. De machtigen tegenover de machtelozen, de jongeren tegenover de ouderen, de mannen tegenover de vrouwen komen de gekende Belgische konfliktvelden aanvullen. De instrumentaliteit van de politieke partijen voor sommige polen in de konfliktvelden is behoorlijk, maar

(9) Zie de bijdrage van S. Bernard in deze bundel.

nog niet evenredig aan hun aandeel in de totale bevolking. Voor andere polen is ze bijzonder zwak. Een mogelijkheid tot vervreemding of tot apatie zit hier dus structureel ingebouwd.

Het beeld van de machtshiërarchie in de Belgische politiek lijkt, uit toetsing met de machtshiërarchie door de topparticipanten opgesteld, vrij adequaat te zijn. De burgers zien wie de machtigen zijn. De basisinstellingen van de parlementaire democratie worden fundamenteel erkend en aanvaard. Men wenst overduidelijk de individuele en sociale rechten en vrijheden, de institutionalisatie van de konfliktoplossing, het behoud van de politieke entiteit.

Het is een opmerkelijk beeld. Het samenlezen van het beeld van de Belgische politiek is boeiender en zinniger dan men wel eens vooropstelde en vreesde. Het verdient aanbeveling die ervaring regelmatig te toetsen. Ook het beleid kan er zijn voordeel mee opdoen.

Summary : The opinion on the power structure in Belgium.

Results from an opinion poll, held in mid-year 1975, with a representative sample of Belgian citizens, show that the oppositions the citizens perceive, are partly of a universal nature and partly specifically Belgian. Those who have got power vs. those who have not, young vs. old, male vs. female are oppositions that complement more specifically Belgian conflict dimensions : socio-economic problems, religion, ethnicity. The political parties are instrumental towards some poles on such conflict dimensions, but the instrumentality is not yet proportional to the share of the poles in the total population ; moreover, it is quite weak towards some poles. The image the public has about the power hierarchy in Belgium appears to coincide rather adequately with a ranking on the power hierarchy as established by the top-participants. People do realize who really is powerful. Besides, the basic institutions of parliamentary democracy are fundamentally recognized and accepted. One finds indeed quite unambiguous appreciations of the individual and social rights and freedoms, of the institutionalization of conflict solution and of the maintenance of the political entity.



L'opinion publique et les conflits de classes

par Nicole DELRUELLE,

Chargée de Cours à l'ULB.

★

J'ai choisi d'analyser, dans les résultats de l'enquête, certaines réponses ayant trait aux problèmes des classes sociales en Belgique.

Mon propos n'est pas d'établir empiriquement les classes en les déduisant des opinions exprimées : il faut le dire et le répéter, les recherches empiriques sur l'opinion n'ont pas la vocation de supplanter la théorie sociologique. J'ai voulu confronter les résultats de l'enquête à des données de l'analyse sociologique et, plus précisément, prendre comme point de repère certains éléments de l'analyse que fait Ralf Dahrendorf des problèmes de classes tels qu'ils se posent dans nos types de sociétés.

Quelques mots tout d'abord sur l'analyse de Dahrendorf.

La conception de Dahrendorf part du principe qu'une théorie des classes fondée sur la distinction entre possédants/non-possédants, perd de sa valeur analytique dès que la propriété légale et le contrôle de cette propriété sont séparés.

Sa théorie fonde les classes sur la distribution de l'*autorité* dans les organisations sociales. Contrairement à d'autres auteurs, la sphère des moyens de production n'est pas le seul terrain où surgissent les classes : il s'agit pour Dahrendorf d'un modèle de relations sociales *indépendantes des conditions économiques*, les classes sont « liées les unes aux autres de façon telle que leurs *interactions sont déterminées par un conflit d'intérêt structurellement déterminé* ». L'appartenance à une classe est déterminée *objectivement par des différences de pouvoir légitime inhérent à certaines positions*.

La multitude des fronts conflictuels possibles (dans chaque association en réalité) se traduit, par superposition, en un petit nombre de conflits dominants entre individus se situant, au sein de contextes différents, dans des relations de conflit identiques.

Dans la thèse de Dahrendorf, les positions dotées diversement d'autorité impliquent que leurs titulaires aient des intérêts antagonistes. Cepen-

dant, si l'analyse sociologique permet ainsi de définir des *intérêts objectifs*, ceux-ci, au niveau des psychologies individuelles, peuvent fort bien rester latents.

Les *conflits de classes* — concept central dans la théorie de Dahrendorf — apparaissent lorsque les intérêts latents se transforment en intérêts manifestes. Il s'agit, montre Dahrendorf, d'un processus permanent. Ce n'est pas au niveau des postulats théoriques que le déroulement de ces conflits peut être analysé. C'est ici évidemment que l'intérêt des recherches empiriques sur l'opinion s'avère évident.

Dans l'analyse que fait Dahrendorf de l'évolution des sociétés capitalistes (analyse qu'il fonde principalement sur l'étude de l'évolution des organisations et sur certaines études empiriques), il rend compte, par une série de facteurs, du fait que les conflits de classes semblent devenus plus rares, moins violents et restent le plus souvent « latents ».

Il me paraît intéressant de reprendre brièvement ici certains de ces facteurs, car ils me paraissent constituer autant d'hypothèses qu'une recherche empirique comme celle que l'équipe AGLOB a menée, pourrait tenter d'approcher.

1. Il y a d'abord le fait de l'*institutionnalisation des conflits* par laquelle les oppositions de classes revêtent un caractère formel (pour l'Etat au Parlement, pour les industries dans les négociations paritaires).

2. Il y a aussi le fait que dans nos sociétés, contrairement à ce qui se passait au début du capitalisme où les adversaires sur le plan des moyens de production se rencontraient aussi dans l'arène politique, le *conflit industriel* est « *institutionnellement isolé* » du *conflit politique*, limité dans son domaine propre, il a tendance à perdre son influence dans les autres sphères.

Ainsi les conflits « industriels » deviennent-ils de plus en plus sans liens « apparents » avec les problèmes politiques.

3. Une autre cause tout aussi essentielle réside dans le fait que l'*appartenance à des groupes de conflit* sur le plan de la profession ne concerne qu'une *faible* part des personnalités. Certes, le rôle professionnel continue à déterminer largement la position sociale mais, le temps de travail diminuant, les *rôles non professionnels* prennent de plus en plus d'importance. On voit notamment que la position en tant que consommateur occupe dans les consciences et les comportements une place de plus en plus grande. La position au sein de la structure d'autorité de sa profession a cessé d'être identique à la position au sein de la structure d'autorité de la société.

4. Les possibilités de *mobilité sociale* sont un autre élément qui favorise la tendance à diminuer l'engagement des personnalités dans les conflits de classe.

5. Il y a le fait que la *privation totale* s'est transformée en *privation relative*.

6. Autre raison de l'atténuation des conflits : le fait qu'au sein des grandes organisations, se développe un système complexe de *délégation de responsabilité* qui finit par *estomper les lignes de partage* entre positions de domination et position de subordination.

— Il en est ainsi des « staff » au sein des entreprises dont la situation de classe est incertaine.

— Il en est ainsi de l'ensemble des bureaucrates en général.

7. Il y a aussi le fait que des *classes en opposition* peuvent avoir des *intérêts communs* sur le plan politique (intérêts sur le plan communautaire par exemple).

8. Enfin, autre facteur clé que souligne Dahrendorf, l'*homogénéité relative des groupes représentés par les gouvernants*.

Dans la mesure où l'élite gouvernementale ne se recruterait plus en un groupe organisé et stable, où il ne représenterait « personne en particulier ou tout le monde », dans la mesure aussi où les partis politiques perdraient également leur spécificité [en tendant à devenir davantage dit Dahrendorf des « disjoncteurs » que des « tenants » de l'autorité (1)], le conflit politique tendrait à devenir un conflit de circonstance. Conséquence de cette évolution, aux yeux du public, le conflit politique tendrait à devenir une simple lutte d'influence au service de l'élite gouvernementale.

Cependant si les conflits diminuent d'intensité, Dahrendorf croit que le processus n'a, en soi, *rien d'inéluctable*. A ce sujet aussi, l'analyse qu'il fait me paraît fournir de bonnes hypothèses pour notre enquête. En voici l'essentiel :

— Il n'y a pas de lien nécessaire entre le conflit et les conditions économiques : l'ouvrier « embourgeoisé » peut provoquer des grèves qui étonneront par leur radicalisme et leur soudaineté.

(1) L'élément qui les différencierait serait plutôt la hiérarchie — relativement variable — qu'ils établissent dans les groupes de veto (qui ne sont pas des groupes d'autorité mais des groupes de « défense »).

- Le remplacement des « propriétaires » par des directeurs n'abolit pas les sources mêmes des conflits.
 - Les modes de résolution du conflit dans la mesure où ils s'avèrent inadéquats, peuvent entraîner des explosions de violence.
 - Les règles du jeu politique en démocratie peuvent déboucher sur une grande instabilité politique ou conduire à un immobilisme dû à la monopolisation de la scène politique par des problèmes reléguant les problèmes de classes au second plan (les problèmes de nationalité, les problèmes communautaires, etc.).
- Ces deux phénomènes peuvent figer la scène politique. La bureaucratie restant seule à faire tourner la machine, et ses intérêts latents visant au maintien de ce qui existe, une profonde insatisfaction peut naître parmi ceux qui n'ont pas accès au pouvoir.

*
**

Cette introduction, peut-être longue, m'a parue nécessaire pour introduire la perspective un peu particulière que j'ai adoptée pour une première analyse des résultats de l'enquête.

J'ai cherché :

1° A déceler les intérêts manifestes qui découlent des positions de classe ; en d'autres termes, à voir dans quelle mesure les intérêts latents, inhérents aux positions dans la structure d'autorité des organisations, étaient des réalités psychologiques (qu'on ne peut supposer présentes a priori).

Dans cette perspective, je me suis intéressée :

- à l'identification sociale en termes de position dans la structure professionnelle ;
- au niveau de satisfaction et à la perception de la satisfaction des autres classes ;
- à la sympathie éprouvée pour les diverses catégories professionnelles ;
- à la perception des conflits de classes.

2° A analyser l'incidence des intérêts manifestes dans le comportement politique (2).

(2) Le comportement politique étant une des composantes du comportement social global. Une classification intéressante que propose Dahrendorf, consiste en une échelle allant de l'identité complète du comportement de conflit et du comportement social global jusqu'à la non interférence absolue.

Après avoir commenté les principaux tableaux ayant trait à ces divers points, je tenterai d'intégrer les principales constatations à la perspective théorique choisie.

Avant d'analyser les réponses, une remarque s'impose toutefois. Au niveau d'une enquête comme celle-ci, il n'était évidemment pas possible d'analyser objectivement la répartition de la population dans les classes sociales, en se basant sur les niveaux de potentialité d'autorité associés à leur rôle professionnel.

Le critère de l'autorité n'est cependant pas un des critères les plus compliqués pour la recherche empirique : contrairement aux autres critères, il n'y a pas d'échelles continues dans la répartition des fonctions sur le plan de l'autorité, la répartition est dichotomique (il y a les subordonnés et ceux qui donnent les ordres). Si, dans le cas de certaines professions (les cadres), les frontières sont difficiles à délimiter, dans la majorité des cas, le rôle professionnel définit assez nettement la position en termes d'autorité.

Tout en sachant que le rôle professionnel peut, dans certains cas, traduire davantage la position selon certains critères de stratification sociale que la position en termes d'autorité, il m'a semblé que la perspective théorique de Dahrendorf gardait un sens pour l'interprétation de l'enquête.

1. L'identification sociale en termes de position dans la structure.

« Comment vous voyez-vous d'abord ? Voici une liste de caractéristiques. Indiquez dans l'ordre les trois caractéristiques que vous vous attribuez de préférence » (flamand, cadre et profession libérale, wallon, indépendant, patron, bruxellois, ouvrier, agriculteur, catholique, employé, belge, incroyant, autres caractéristiques).

Je me suis intéressée, dans les réponses à cette question qui portait sur la perception des principaux clivages de l'opinion belge, au caractère « saillant » de l'identification au rôle professionnel (première caractéristique citée).

1° L'identification en termes de rôle professionnel est la plus ressentie pour des positions « en marge » de la structure d'autorité du monde industriel et administratif [les commerçants et artisans et les agriculteurs (3)].

(3) Et aussi parmi les professions libérales mais ces derniers ont été répertoriés dans l'enquête avec les chefs d'entreprises.

2° Dans les mondes industriel et administratif, l'identification sociale la plus « saillante » est de type communautaire avant d'être professionnelle.

3° L'identification en termes de rôle professionnel est plus prononcée au sein des ouvriers qualifiés (32,5 %), ensuite viennent les employés du privé (25 %). Dans les autres milieux un pourcentage assez analogue de personnes interrogées (20 %) s'identifient à leur rôle professionnel.

TABLEAU I

	Milieu social (1)								
	Ouvrier non qualifié	Ouvrier qualifié	Employé privé	Petit fonction.	Commerçants	Cadre privé	Haut fonction.	Prof. lib. et cadre d'entreprise	Agriculteur
Proportion citant un rôle professionnel comme première réponse (2)	21,6	32,5	24,5	18,9	54,0	19,8	20,9	39,6	58,6
Proportion citant un critère d'appartenance « communautaire » comme première réponse (3)	66,2	63,1	65,2	67,3	41,6	70,4	68,5	45,4	27,2
Proportion citant un critère d'appartenance professionnelle (4)	6,1	4,5	9,2	13,8	4,5	10,0	10,6	15,1	13,9

(Totaux légèrement inférieurs ou supérieurs à 100, certaines personnes ne se situant pas, d'autres citant, à égalité, deux critères).

(1) Déterminé ici par la catégorie professionnelle du chef de ménage.

(2) Ouvrier, employé, indépendant, cadres, professions libérales, patrons, agriculteurs.

(3) Flamand, wallon, bruxellois, belge.

(4) Catholique, incroyant.

Mais à l'intérieur de chaque milieu professionnel, l'identification au rôle est liée à divers facteurs. C'est ainsi que le tableau suivant permet de constater que cette identification est plus fréquente :

- dans les classes d'âge moyen (excepté parmi les catégories favorisées où l'identification de classe paraît un peu plus nette après 60 ans). On en retiendra surtout que parmi la population active, l'identification au rôle professionnel est plus faible chez les jeunes ;
- pour les rôles les plus subordonnés, l'identification en termes de rôles professionnels est plus prononcée en Wallonie et parmi les non-catholiques ;

— pour les indépendants, c'est en Flandre que cette identification est la plus prononcée ;

— pour les milieux favorisés c'est à Bruxelles.

TABLEAU II

**Proportion se voyant d'abord dans leur rôle professionnel
selon certaines caractéristiques**

	Milieu socio - professionnel			
	Ouvrier (1)	Employé (2)	Indépen- dant (3)	Milieu favorisé (4)
L'âge :				
moins de 40 ans	19,9	8,9	46,6	10,5
40 à 60 ans	25,8	12,8	56,4	13,0
60 ans et plus	13,2	1,4	28,0	14,8
La pratique religieuse :				
catholiques pratiquants	20,5	7,0	47,3	10,4
catholiques non pratiquants . .	17,2	10,1	49,7	7,3
non catholiques	28,1	13,6	24,5	20,8
La région :				
Bruxelles	10,0	7,2	27,0	20,8
Flandre	19,0	8,8	46,1	9,3
Wallonie	24,4	9,6	40,0	14,0
Le vote :				
PSC	21,2	7,5	41,5	14,4
PLP	20,3	4,4	63,3	28,9
PSB	25,4	5,5	19,8	14,3
FDF	11,1	20,7	48,0	6,7
RW	16,2	20,0	37,4	36,4
VU	5,3	7,8	17,8	4,9

(1) Ouvriers non qualifiés et qualifiés

(2) Employés du privé et du public.

(3) Commerçants et agriculteurs.

(4) Cadres, hauts fonctionnaires, professions libérales et chefs d'entreprise.

2. Satisfaction relative : opinion personnelle ; perception de la satisfaction de sa classe ; perception de la satisfaction des autres classes.

« Nous aimerions savoir ce qu'on pense en Belgique, de la vie dans notre pays. Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de votre vie dans la société ? » [présentation d'une échelle allant de très insatisfait (1) à très satisfait (10)].

« Etes-vous actuellement plus ou moins satisfait qu'avant (disons il y a quatre ou cinq ans) en ce qui concerne votre vie dans la société ? » [présentation d'une échelle allant de beaucoup moins satisfait (1) à beaucoup plus satisfait (10)].

« *Toujours sur cette même échelle allant de très insatisfait à très satisfait, où pensez-vous que se placeraient actuellement les groupes sociaux suivants ?* ».

Ces questions présentent un intérêt certain pour le problème des classes. La notion même de conflit — inhérent au concept de classe — est étroitement liée au niveau de satisfaction associé à la position dans la structure professionnelle. Or, il est certain que la privation absolue s'est transformée en privation relative laquelle peut se traduire en un certain sentiment de satisfaction. De même le mieux être absolu s'est-il aussi transformé en mieux être relatif, pouvant engendrer certains sentiments d'insatisfaction...

TABLEAU III

Niveaux de satisfaction élevés (cotes 8, 9, 10) en % *

Milieu social de la personne interrogée	Eprouvé pour la vie en Belgique en général	Concernant changements ressentis dans dernières années	Qu'on prête aux diverses catégories sociales :					
			Aux ouvriers	Aux employés	Aux commerçants	Aux cadres	Aux patrons	Aux agriculteurs
Ouvrier non qualifié . . .	36,8	20,0	14,5	12,3	11,7	29,1	37,3	6,7
Ouvrier qualifié . . .	37,7	23,8	10,8	15,1	22,4	31,9	31,1	8,6
Employé privé . . .	42,9	34,8	14,5	14,6	16,6	31,6	38,9	5,4
Employé public . . .	42,0	29,7	7,0	12,5	21,5	28,0	34,8	7,9
Commerçant . . .	45,2	29,6	23,7	25,6	2,1	27,8	19,7	3,1
Cadre . . .	46,1	22,1	15,2	10,0	7,1	33,4	31,9	4,3
Haut fonctionnaire . . .	46,2	29,1	5,2	8,4	23,6	30,4	41,4	1,8
Professions libérales, chef d'entreprise . . .	58,4	38,5	14,9	10,7	13,0	28,7	10,7	4,1
Agriculteur . . .	28,4	17,6	26,9	30,4	10,5	27,7	16,0	2,8
Ensemble . . .	41,6	26,9	14,0	14,9	15,3	29,5	32,3	5,5

* Sont reprises les réponses attribuant une cote élevée aux niveaux de satisfaction.

Cependant, du point de vue de la recherche empirique, la notion de satisfaction n'est pas aisée à aborder. Les questions reprises dans l'enquête permettent en ce sens une meilleure approche qu'une question directe (du type : « Etes-vous plus ou moins satisfait ? »), car elles permettent de se faire une idée du sentiment de satisfaction *relative*.

a) Le niveau de satisfaction pour la vie qu'on mène en Belgique, est le plus bas parmi les agriculteurs, le plus élevé parmi les professions libérales et chefs d'entreprise.

Dans les autres catégories, les ouvriers ont, en général, les niveaux de satisfaction les moins élevés, les autres catégories ne se différenciant

guère [les employés, les commerçants, les cadres, les fonctionnaires (hauts et subalternes)].

b) Concernant le sentiment de l'élévation du niveau de satisfaction, depuis quatre ou cinq ans, les réponses paraissent assez peu influencées par le milieu socio-professionnel : ce sentiment est partagé davantage parmi les professions libérales et chefs d'entreprise et parmi les employés du privé, ensuite viennent les fonctionnaires (hauts et subalternes) et les commerçants ; ce sont les agriculteurs qui partagent le moins ce sentiment.

c) Si on compare à présent les niveaux de satisfaction qu'on prête à sa propre catégorie professionnelle, on voit qu'elle diffère très nettement : il est plus élevé parmi les cadres (et parmi les hauts fonctionnaires), le plus bas chez les agriculteurs et les commerçants. On remarquera aussi qu'il paraît plus élevé chez les ouvriers non qualifiés que chez les qualifiés.

D'une manière plus générale, on retiendra que le niveau de satisfaction qu'on prête à sa catégorie professionnelle se différencie très nettement du niveau de satisfaction personnellement éprouvé pour la vie en Belgique. Ces différences s'observent surtout chez les commerçants, agriculteurs et professions libérales, moins chez les cadres et les hauts fonctionnaires. Cette observation peut être interprétée à mon sens de deux façons divergentes :

- Si c'est au niveau de la question sur la vie en Belgique en général qu'on projette le plus son propre sentiment personnel, cela peut traduire le fait que l'identification au rôle professionnel est peu saillante (les niveaux de satisfaction éprouvés peuvent être indépendants des rôles professionnels dans la mesure où ceux-ci n'engagent qu'une faible part des personnalités).
- Si c'est au niveau de la question sur la satisfaction qu'on prête à sa catégorie professionnelle, qu'on projette le plus son propre sentiment, cela peut traduire au contraire le fait que l'identification au rôle professionnel est saillante mais qu'elle s'accompagne d'un vif sentiment de privation relative.

Si la seconde interprétation paraît éclairer les réponses des indépendants en général, la première rendrait compte davantage des réponses dans les autres catégories. Ce qui vient confirmer cette interprétation, c'est que dans toutes les catégories autres que commerçants et agriculteurs, les niveaux de satisfaction prêtés à certaines autres catégories sont moins élevés que celui qu'on prête à sa propre catégorie... ce qui

traduit assurément une certaine « distanciation » quant à sa catégorie professionnelle : ce n'est pas le cas pour les commerçants et les agriculteurs.

d) Remarquons que comme la satisfaction que l'on prête à sa propre catégorie, celle que l'on prête aux autres catégories est sensiblement plus faible que celle que l'on éprouve à l'égard de la vie en Belgique en général. Ceci constitue, à mon sens, un indice de ce que les rôles professionnels perdent de leur importance dans l'ensemble des rôles sociaux.

Les plus satisfaits aux yeux de l'opinion sont les patrons et les cadres, ensuite nous trouvons, à des niveaux équivalents, les commerçants, les employés et les ouvriers. Ce sont les agriculteurs qui sont perçus comme les moins satisfaits.

Selon le milieu socio-professionnel, la perception du niveau de satisfaction des autres catégories ne diffère guère très sensiblement. Cependant certaines différences méritent d'être signalées :

- les *ouvriers* sont perçus comme plus satisfaits parmi les commerçants et les agriculteurs ;
- les *employés* sont perçus comme plus satisfaits également parmi les commerçants et les agriculteurs ;
- le niveau de satisfaction des *cadres* est perçu de manière très analogue dans tous les milieux (ce sont les cadres eux-mêmes ainsi que les ouvriers qualifiés et les employés du privé qui les perçoivent les plus satisfaits) ;
- pour les *commerçants*, les réponses sont assez diversifiées. Leur niveau de satisfaction est perçu plus élevé parmi les fonctionnaires en général (hauts et subalternes) et parmi les ouvriers qualifiés ;
- les *patrons* sont perçus comme plus satisfaits parmi les hauts fonctionnaires, les employés du privé et les ouvriers non qualifiés ;
- enfin, on remarquera que le niveau de satisfaction des *agriculteurs* est perçu comme peu élevé, dans tous les milieux.

Ces diverses constatations traduisent des sentiments de privation relative — ou de mieux être relatif — éprouvés à l'égard des autres catégories. Elles introduisent ainsi la notion des conflits.

3. La sympathie éprouvée pour les diverses catégories professionnelles.

« Voici une série de groupes. Nous aimerions savoir si vous éprouvez de la sympathie à leur égard. Voici un thermomètre. Voulez-vous donner une note de 0 à 100 pour chacun des groupes que je vais vous citer

TABLEAU IV

	Niveaux de sympathie élevée (cotes 80 à 100) éprouvée envers les :												
	Riches	Pauvres	Patrons	Cadres	Indépendants	Agri-culteurs	Employés	Ouvriers	Travailleurs étrangers	Chômeurs	Intellectuels	Fonctionnaires	Militaires
Ouvrier non qualifié	8,9	63,5	21,8	21,1	26,3	54,2	43,0	75,0	27,8	28,1	31,7	19,0	19,7
Ouvrier qualifié	13,3	60,3	27,0	23,5	32,4	51,9	43,2	74,7	16,3	27,9	34,1	20,7	16,1
Employé privé	9,7	56,8	17,3	22,0	33,9	44,1	62,0	72,3	20,1	21,3	43,8	27,2	8,8
Employé public	14,8	57,9	19,0	24,1	39,2	52,1	55,8	64,2	18,8	22,0	40,4	36,6	24,1
Commerçants	22,7	50,6	34,4	28,1	70,7	58,1	50,6	59,8	19,8	20,8	37,5	31,6	20,8
Cadre	11,2	50,7	20,9	25,1	25,1	48,8	43,9	62,4	22,6	21,3	38,9	15,3	13,4
Fonctionnaire supérieur	9,6	45,6	18,3	28,0	29,4	45,9	40,2	49,6	26,0	29,0	38,1	38,3	18,9
Professions libérales, chefs d'entreprise	10,1	42,5	23,1	25,9	63,7	50,7	40,7	45,2	32,5	24,9	38,9	16,6	13,0
Agriculteur	19,3	55,2	24,4	20,3	60,3	85,1	50,4	48,4	14,6	19,4	20,7	17,9	17,3
Ensemble	13,0	56,2	22,9	23,8	38,9	53,0	48,9	65,8	23,2	24,4	36,8	25,4	17,4

en fonction de la sympathie que vous éprouvez pour eux » (les riches, les pauvres, les patrons, les cadres, les indépendants, les agriculteurs, les employés, les ouvriers, les travailleurs étrangers, les chômeurs, les intellectuels, les fonctionnaires, les militaires) (4).

Comme les niveaux de satisfaction personnellement éprouvée et ceux qu'on prête aux autres catégories, les sentiments de sympathie peuvent nous permettre d'approcher le concept de conflit.

Les résultats globaux appellent quelques observations.

- Les cotes de sympathie sont très différenciées : les catégories envers lesquelles on éprouve le plus de sympathie se situent au bas de la hiérarchie sociale (les ouvriers, les pauvres ainsi que les agriculteurs). Puis viennent les employés, ensuite les indépendants et les intellectuels.
- Les catégories pour lesquelles on éprouve le moins de sympathie se situent en haut de la hiérarchie sociale (les riches, les patrons et les cadres); mais aussi « en marge » de la hiérarchie sociale (les travailleurs étrangers et les chômeurs) et sont constituées également par des catégories « verticales » correspondant à des rôles de bureaucrates : les fonctionnaires et les militaires.

D'une manière générale, chaque catégorie est considérée avec le plus de sympathie par les personnes qui en font partie (le plus de sympathie pour les ouvriers est éprouvée par les ouvriers ; le plus de sympathie pour les agriculteurs est éprouvée par les agriculteurs, etc...) (cf les chiffres soulignés dans les cases). Seule exception : les cadres qui ne considèrent pas leur propre catégorie très différemment de l'ensemble des personnes interrogées.

Si on compare les milieux sociaux quant à la sympathie qu'ils éprouvent à l'égard des diverses catégories professionnelles, certaines constatations méritent d'être faites. Pour la simplicité de la lecture, je les ai réunies dans le tableau suivant :

Trois types de constatations me frappent :

1. Les cotes de sympathie pour les diverses professions se différencient nettement et paraissent constituer une image inversée de la structure d'autorité (les dirigeants étant perçus les moins sympathiques et, parmi eux, les riches surtout).

(4) D'autres catégories non professionnelles étaient reprises dans la question. Nous ne les reprenons pas ici, l'analyse de ces réponses sortant du cadre qui me m'étais tracé.

	Cotes supérieures à l'ensemble de la population	Cotes inférieures	Remarques
Ouvriers non qualifiés	Ouvriers Pauvres Etrangers et chômeurs (mais écarts peu importants)	Indépendants Employés Intellectuels Fonctionnaires Riches	L'ordre général des catégories selon leurs cotes de sympathie n'est pas différent de celui de l'ensemble de la population
Ouvriers qualifiés	Ouvriers Pauvres	Indépendants Employés Fonctionnaires Etrangers	Même remarque
Employés du privé	Ouvriers Intellectuels	Patrons Indépendants Militaires	Même remarque mais la catégorie des employés vient rejoindre les autres catégories les mieux considérées
Fonctionnaires de rang subalterne	Intellectuels Fonctionnaires Militaires	Etrangers	Idem que pour les employés du privé
Commerçants	Commerçants Riches Patrons Cadres Agriculteurs Fonctionnaires	Patrons Ouvriers Etrangers Chômeurs	L'ordre général est assez différent de celui de l'ensemble de la population : les indépendants ont les cotes les plus élevées
Cadres	Intellectuels et cadres (mais pas de différences nettes)	Patrons Indépendants Agriculteurs Employés Fonctionnaires Militaires	L'ordre général correspond à l'ensemble des réponses
Fonctionnaires supérieurs	Fonctionnaires Cadres	Pauvres Patrons Indépendants Agriculteurs Employés	Même remarque
Chefs d'entreprise Professions libérales	Etrangers	Pauvres Employés Ouvriers Fonctionnaires Militaires	Même remarque que pour les commerçants
Agriculteurs	Riches	Ouvriers Etrangers Chômeurs Intellectuels Fonctionnaires	Même remarque que pour les commerçants

On retiendra aussi que des catégories verticales sont jugées avec peu de sympathie. Il en va de même de certaines catégories « marginales » (étrangers, chômeurs).

2. D'une manière générale, ce qui étonne aussi c'est le peu de différenciation entre les réponses exprimées dans les différents milieux.

Il est possible à cet égard que cet « ordre moyen de sympathie » — si homogène dans les divers milieux sociaux — fasse partie intégrante d'une culture globale largement partagée, de type « grand public ».

3. Au niveau des tendances qui différencient cependant certains milieux sociaux, il me semble qu'il existe plusieurs interprétations :

- on peut y déceler le sens de certaines aspirations. Exemples :
 - la sympathie des commerçants artisans pour les patrons,
 - la relative sympathie des employés pour les intellectuels ;
- on peut y voir la marque d'une certaine distance sociale (réelle ou qu'on s'efforce de maintenir) : c'est le cas de toutes les cotes relativement faibles de sympathie ;
- on peut y voir aussi la relative « proximité » de certaines catégories (proximité en termes de conditions sociales et de taux de mobilité) ; exemple :
 - les cotes relativement élevées de sympathie :
 - des ouvriers non qualifiés pour les étrangers et les chômeurs,
 - des fonctionnaires pour les militaires,
 - des commerçants pour les agriculteurs,
 - des cadres pour les intellectuels.

4. Perception des conflits de classe.

« Je vais vous lire une série d'oppositions. Je voudrais savoir l'importance qu'elles ont pour vous personnellement ou, en d'autres mots, dans quelle mesure vous vous sentez concernés par chacune de ces oppositions ? Voici un thermomètre qui va de 0 à 100 qui peut vous aider. Indiquez le nombre entre 0 et 100 qui illustre le mieux l'importance qu'à cette opposition pour vous. »

« Reprenons chacune de ces oppositions. J'aimerais vous demander maintenant pour chacune d'elles si, à votre avis, elle est devenue beaucoup plus importante qu'avant, plus importante, moins importante, beaucoup moins importante ou si son importance n'a pas changé ? » (riches/

pauvres ; indépendants/salariés ; patrons/travailleurs ; pays pauvres/pays riches ; agriculteurs/industrie ; ouvriers/employés ; universitaires/non universitaires ; ceux qui ont leur mot à dire/ceux qui n'ont pas leur mot à dire ; cadres/travailleurs ; patrons/cadres (5).

Je me suis intéressée, dans cette question, aux items relatifs aux conflits entre catégories professionnelles ou catégories d'autorité (6).

Les oppositions qui, aux yeux de l'ensemble des personnes interrogées, ont le plus d'importance sont dans l'ordre :

- l'opposition entre ceux qui ont leur mot à dire/ceux qui ne l'ont pas,
- l'opposition riches/pauvres,
- l'opposition patrons/travailleurs.

Ensuite viennent :

- l'opposition agriculteurs/industrie,
- l'opposition cadres/travailleurs,
- l'opposition indépendants/salariés,
- l'opposition villes/campagne,
- l'opposition ouvriers/employés ;

et, enfin, les oppositions :

- universitaires/non universitaires,
- patrons/cadres.

D'une manière générale, le sentiment d'aggravation des conflits paraît plus net que l'importance qu'on y accorde.

Les oppositions qui s'aggravent le plus à l'heure actuelle pour le public sont, dans l'ordre :

- l'opposition patrons/travailleurs (nettement en tête des citations),
- l'opposition agriculteurs/industrie,
- l'opposition ceux qui ont leur mot à dire/ceux qui ne l'ont pas,
- l'opposition riches/pauvres,
- l'opposition villes/campagne,
- l'opposition cadres/travailleurs,
- l'opposition indépendants/salariés,

(5) D'autres oppositions venaient compléter cette liste. Les réponses à ces questions ne sont pas analysées ici.

(6) L'analyse de l'ensemble des réponses à tous les items est reprise dans le texte de Wilfried DEWACHTER. *Beeld van de machtsstructuur in België*.

TABLEAU V

Les conflits jugés importants (cotes 80 à 100) (en %) et les conflits qui s'aggravent le plus actuellement (en %)

	Villes / Campagne		Riches / Pauvres		Indépendants / Salariés		Patrons / Travailleurs		Agriculteurs / Indépendants	
	Impor- tance	Aggra- vation	Impor- tance	Aggra- vation	Impor- tance	Aggra- vation	Impor- tance	Aggra- vation	Impor- tance	Aggra- vation
Ensemble	15,9	32,9	28,8	37,4	16,4	30,3	29,1	51,7	17,5	42,3
Ouvriers non qualifiés .	16,1	33,5	28,4	38,9	14,2	28,2	36,1	56,2	17,4	44,0
Ouvriers qualifiés . . .	17,6	30,2	30,8	34,3	11,5	25,1	26,4	49,8	15,4	41,2
Employés du privé . . .	16,5	28,4	26,4	37,8	16,3	24,6	34,3	55,1	10,7	39,0
Employés public	11,0	36,3	25,9	37,4	12,8	28,3	23,9	46,7	15,1	31,1
Commerçants	13,5	33,3	26,5	30,0	26,1	44,5	26,2	48,0	14,5	45,1
Cadres	19,0	37,8	27,6	53,7	12,9	35,3	21,7	58,8	19,1	55,2
Fonctionnaires supérieurs	17,6	31,4	33,8	40,9	10,5	25,5	23,9	51,3	15,0	36,2
Professions libérales, chefs d'entreprise	13,0	43,8	41,8	41,2	26,2	26,3	42,5	44,9	19,4	53,1
Agriculteurs	20,1	31,9	31,9	30,6	31,4	44,5	22,0	47,3	56,6	55,2
— de 40 ans	15,9	34,6	29,5	38,0	18,8	32,0	32,4	54,1	20,7	46,7
40 à — 60 ans	15,7	35,0	29,6	36,1	15,2	29,1	28,5	53,9	16,3	40,7
60 ans et +	16,7	25,2	26,7	37,7	14,1	29,5	24,0	43,0	12,2	36,4
Catholiques	16,6	33,4	27,6	40,3	15,6	32,2	26,5	51,6	19,3	44,8
Catholiques non prati- quants	15,8	32,7	28,1	32,9	18,6	30,4	30,9	52,,2	17,4	42,1
Non catholiques	12,3	32,6	23,8	38,3	13,0	23,5	33,8	54,1	11,7	34,9
Bruxelles	16,6	34,0	31,8	28,1	20,2	33,1	28,8	46,0	13,8	35,1
Flandre	16,9	34,5	29,5	41,5	16,2	29,3	27,4	51,6	19,1	49,7
Wallonie	14,2	30,0	27,1	33,8	15,6	31,1	31,3	53,5	16,1	33,8

TABLEAU V (suite)

	Ouvriers / Employés		Universitaire / Non universitaire		Mot à dire / ne l'ont pas		Cadres / Travailleurs		Patrons / Cadres	
	Impor- tance	Aggra- vation	Impor- tance	Aggra- vation	Impor- tance	Aggra- vation	Impor- tance	Aggra- vation	Impor- tance	Aggra- vation
Ensemble	14,2	27,8	10,9	22,9	33,9	37,7	17,2	30,7	10,6	26,1
Ouvriers non qualifiés	16,8	31,0	9,9	22,3	34,0	35,9	19,0	31,8	8,8	23,3
Ouvriers qualifiés	18,3	28,7	12,2	20,2	36,3	38,8	19,4	36,5	10,4	24,3
Employés du privé	15,3	27,6	12,0	21,1	31,6	37,8	20,1	31,9	12,9	28,0
Employés public	14,2	25,2	6,9	24,7	38,6	41,8	17,7	32,5	10,4	27,3
Commerçants	12,8	27,3	9,6	22,9	24,1	41,2	11,5	27,8	6,3	25,6
Cadres	10,8	36,1	15,9	39,3	34,3	47,0	12,9	35,8	17,7	33,8
Fonctionnaires supérieurs	10,5	20,3	12,5	21,1	36,5	31,7	17,4	22,7	11,2	27,4
Professions libérales, chefs d'entreprise	6,9	27,2	15,6	20,7	34,5	32,6	5,9	18,7	9,8	27,2
Agriculteurs	7,1	23,0	8,4	19,7	38,9	25,9	16,9	21,5	10,8	25,3
— de 40 ans	14,0	30,5	11,0	22,7	39,6	41,6	19,4	31,8	10,8	28,2
40 à — 60 ans	16,8	28,7	11,9	27,3	33,0	37,5	17,9	34,5	12,2	27,8
60 ans et +	11,1	21,5	9,5	15,8	35,3	29,4	12,3	22,2	7,8	19,5
Catholiques	14,5	30,0	12,3	23,7	35,8	37,4	15,5	31,6	10,8	28,1
Catholiques non prati- quants	16,0	30,4	10,9	23,5	30,5	38,5	17,8	29,3	10,6	24,0
Non catholiques	10,9	16,0	7,6	20,5	36,7	37,2	20,6	31,4	10,8	23,9
Bruxelles	12,6	24,3	10,6	21,9	27,9	32,7	16,2	28,5	11,4	28,3
Flandre	16,5	32,1	13,1	28,6	39,0	41,4	16,5	30,0	10,3	26,0
Wallonie	11,3	22,3	7,8	14,4	27,7	33,6	18,4	32,4	10,6	25,8

- l'opposition ouvriers/employés,
- l'opposition patrons/cadres,
- l'opposition universitaires/non universitaires.

L'importance attribuée aux oppositions comme le sentiment de leur aggravation, varie en fonction des caractéristiques des personnes interrogées.

C'est ainsi que :

- L'opposition *ceux qui ont leur mot à dire/ceux qui ne l'ont pas* paraît ressentie davantage par les moins de 40 ans et par les flamands en général. L'importance que l'on accorde à cette opposition ne paraît guère varier selon les milieux sociaux ; les commerçants y attachent seuls moins d'importance.
- L'opposition *riches/pauvres* préoccupe davantage les professions libérales et les chefs d'entreprise. Ce sont les milieux favorisés en général qui ressentent le plus une aggravation. Une aggravation de cette opposition paraît perçue davantage en Flandre.
- L'opposition *patrons/travailleurs* s'aggrave davantage aux yeux des cadres, des ouvriers non qualifiés, des employés du privé. Les moins de 40 ans, les non-catholiques, les Wallons en général paraissent davantage se sentir concernés par ce problème.
- L'opposition *agriculture/industrie* est surtout ressentie par les agriculteurs, les cadres et les professions libérales/chefs d'entreprise ; c'est en Flandre en général que ce sentiment est le plus répandu.
- L'opposition *indépendants/salariés* est ressentie surtout par les agriculteurs, les commerçants et les professions libérales. Les agriculteurs et les commerçants ressentent davantage une aggravation. C'est à Bruxelles, parmi les moins de 40 ans, qu'on se préoccupe le plus de cette opposition.
- L'opposition *villes/campagne* préoccupe davantage les agriculteurs et les cadres, tandis que les professions libérales et chefs d'entreprise sont les plus convaincus que cette opposition s'aggrave.
- L'opposition *ouvriers/employés* paraît ressentie davantage par les ouvriers et les employés (un peu plus semble-t-il par les ouvriers) et les Flamands en général. Ce sont les cadres qui estiment le plus que cette opposition s'aggrave.
- L'opposition *universitaires/non universitaires* paraît ressentie davantage par les cadres et les professions libérales-chefs d'entreprise.

C'est en Flandre que cette opposition est le plus ressentie comme s'aggravant.

- L'opposition *patrons/cadres* est ressentie davantage par les cadres, ces derniers pensent également le plus que cette opposition s'aggrave.

De ces diverses constatations, on retiendra surtout :

1. La notion de classes dans le sens qu'en donne Dahrendorf de groupes de conflit en termes d'autorité, se retrouve bien au niveau de l'opinion : de tous les conflits, celui qui sensibilise le plus, est celui entre ceux qui ont leur mot à dire et ceux qui ne l'ont pas. On notera aussi que les conflits « classiques », dans la sphère économique — mettant aux prises des classes bien différenciées en termes de pouvoir — viennent directement au second plan (les conflits riches/pauvres et patrons/travailleurs) devant largement les autres conflits mettant aux prises, soit des secteurs d'activité, soit des couches de stratification (plutôt que des classes).

2. Sur la situation ambiguë de certains rôles professionnels, certaines observations sont à relever :

- à propos des cadres : ils sont perçus davantage en opposition avec les travailleurs qu'avec les patrons ;
- les oppositions entre secteurs verticaux sont loin d'être négligeables dans l'opinion : c'est surtout leur aggravation qui paraît être ressentie (notamment l'opposition agriculture/industrie) ;
- les conflits universitaires et non universitaires sont très peu perçus (moins même que le conflit entre ouvriers et employés). Aux yeux de l'opinion, le diplôme ne paraît donc pas octroyer de privilèges spéciaux en termes d'autorité.

5. Position dans le système des classes et comportement électoral.

L'appartenance à un milieu socio-professionnel constitue un des déterminants principaux du comportement électoral (voir la communication de Frogner pour l'analyse détaillée des principaux déterminants du vote).

Dans la perspective adoptée ici, la question était d'analyser le poids des intérêts manifestes (sources des conflits) naissant des positions dotées diversement d'autorité.

5.1. *L'identification sociale en termes de position dans la structure d'autorité.*

L'examen du tableau qui suit, permet de constater que l'identification au rôle professionnel est plus « saillante » parmi les électeurs PLP (7), elle est la moins fréquente parmi les électeurs FDF et VU.

	Les électeurs					
	PSC	PSB	PLP	FDF	RW	VU
Proportion citant un rôle professionnel comme première réponse . .	31,9	28,9	44,4	21,0	28,9	16,0
Proportion citant un critère d'appartenance communautaire comme première réponse	51,8	68,8	52,4	69,0	64,6	76,3
Proportion citant un critère d'appartenance confessionnelle * . . .	16,2	2,3	3,2	9,5	9,5	7,9

* Totaux légèrement inférieurs ou supérieurs.

5.2. Importance attribuée au milieu social comme facteur du vote.

« Lorsqu'on vote, on tient souvent compte de trois facteurs : le milieu social, la religion et la langue. Quelle importance donnez-vous à ces facteurs (note de 1 à 10) » ?

Ces questions ont trait à l'appréciation que la personne interrogée porte sur son propre comportement politique. Il ne s'agit pas, au niveau des réponses, de déceler le poids objectif du facteur milieu social mais bien son poids « psychologique » dans le comportement électoral. Ce « poids psychologique » pouvant constituer un indice du degré d'identité entre le comportement social global et le comportement de conflit issu du rôle professionnel.

Le milieu social comme important facteur de vote (importance attribuée : cotes 8 à 10)

Ouvrier non qualifié	Ouvrier qualifié	Employé privé	Petit fonctionnaire	Commerçant	Cadre	Haut fonctionnaire	Profession libérale et chefs d'entreprise	Agriculteur
52,9	48,0	50,8	61,1	57,8	59,3	54,9	43,0	29,4

Les électeurs						
PSC	PSB	PLP	FDF	RW	VU	
45,3	62,9	61,6	49,5	57,4	55,4	

(7) La structure de l'électorat du PLP explique sans aucun doute cette tendance (proportion élevée de commerçants).

TABLEAU VI

Electeurs du * :	Niveaux de sympathie élevée (cotes 80 à 100) éprouvée envers												
	Riches	Pauvres	Patrons	Cadres	Indépendants	Agriculteurs	Employés	Ouvriers	Travailleurs étrangers	Chômeurs	Intellectuels	Fonctionnaires	Militaires
PSC	15,4	52,3	27,6	25,3	42,3	56,2	50,1	64,4	25,7	27,7	34,4	27,0	20,1
PSB	9,2	65,6	18,9	22,5	28,0	44,5	51,6	77,7	22,6	21,7	36,0	25,7	13,3
PLP	14,4	54,7	31,0	33,9	57,5	58,2	56,3	67,9	26,6	24,4	38,9	29,6	17,9
FDF	9,9	46,4	17,5	26,8	30,7	32,3	48,2	48,9	22,3	10,9	32,0	10,6	19,1
RW	7,2	54,9	11,2	16,8	32,8	39,9	54,0	73,4	16,9	6,3	31,0	30,2	15,9
VU	15,2	48,3	27,2	18,3	33,7	63,0	45,9	52,1	23,3	35,6	46,0	25,6	15,6
Ensemble	(13,0)	(56,2)	(22,9)	(23,8)	(38,9)	(53,0)	(48,9)	(65,8)	(23,2)	(24,4)	(36,8)	(25,4)	(17,4)

* Sur base du vote en 1974 ; on n'a pas repris dans le tableau les chiffres relatifs à l'électorat communiste, ceux-ci étant trop peu représentés dans l'échantillon.

On voit d'abord que le « poids psychologique » du milieu social dans le comportement électoral ne varie guère en fonction du milieu social. Il paraît perçu davantage parmi les petits fonctionnaires, les cadres et les commerçants. C'est parmi les agriculteurs qu'il semble le moins perçu.

Selon les familles politiques, les réponses paraissent assez différenciées : ce sont les électeurs PSB et PLP qui attribuent le plus d'importance au milieu social comme facteur du vote.

5.3. *Sympathie envers les diverses catégories sociales.*

Si l'ordre général des cotes de sympathie éprouvées envers les diverses catégories est très semblable dans les diverses familles politiques, on relèvera cependant certaines tendances :

— éprouvent davantage de sympathie envers :

- les riches : les électorats PSC, PLP et VU,
- les pauvres : l'électorat PSB,
- les patrons : les électorats PLP, PSC et VU,
- les cadres et les indépendants : l'électorat PLP,
- les agriculteurs : l'électorat VU, PLP et PSC,
- les employés : l'électorat PLP et RW,
- les ouvriers : l'électorat PSB et RW.

5.4. *Perception des conflits de classe.*

On remarquera que l'ordre général des cotes d'importance attribuées aux différents conflits est très semblable dans les diverses familles politiques. La plupart des conflits sont jugés de manière très semblable dans les différents électorats. Seules certaines tendances méritent d'être signalées.

— Semblent davantage concernés par :

- le conflit villes-campagne : les électorats FDF et PLP,
- le conflit indépendants/salariés et agriculture-industrie : l'électorat PLP,
- le conflit ceux qui ont leur mot à dire — ceux qui ne l'ont pas : les électorats VU et PLP,
- le conflit patrons-travailleurs : les électorats RW, PSB et FDF,
- le conflit ouvriers-employés : l'électorat PSB,
- le conflit universitaires-non universitaires : les électorats PLP, RW et VU.

TABLEAU VII
Les conflits jugés importants (cotes 80 à 100)
et les conflits qui s'aggravent le plus actuellement

Oppositions	PSC	PSB	PLP	FDL	RW	VU
Villes-campagne :						
— importance	13,5	11,8	18,0	19,0	6,2	16,8
— aggravation	34,2	22,8	33,1	41,1	16,9	33,7
Riches-pauvres :						
— importance	29,3	29,5	28,1	31,1	20,5	33,2
— aggravation	38,2	30,2	40,1	25,3	38,1	38,3
Indépendants-salariés :						
— importance	15,7	10,9	23,2	16,9	16,9	15,3
— aggravation	29,6	27,6	39,7	23,1	38,1	19,9
Patrons-travailleurs :						
— importance	25,5	34,9	29,2	33,9	44,3	29,4
— aggravation	48,3	53,0	50,5	50,1	59,3	48,6
Agriculture-Industrie :						
— importance	17,2	11,8	29,4	10,6	13,3	21,6
— aggravation	41,6	34,7	52,5	35,7	24,8	54,2
Ouvriers-employés :						
— importance	15,1	18,0	13,3	12,7	3,6	7,5
— aggravation	28,1	30,5	34,0	23,3	11,6	19,5
Universitaires - non universitaires :						
— importance	10,7	6,0	16,9	7,1	15,1	15,1
— aggravation	23,9	18,0	33,0	13,4	19,5	29,4
Mot à dire - pas mot à dire :						
— importance	34,3	30,2	39,7	28,0	27,5	41,7
— aggravation	37,7	37,2	35,3	28,9	34,6	36,8
Cadres - travailleurs :						
— importance	15,3	19,8	19,3	20,3	10,7	9,5
— aggravation	30,1	34,5	29,9	34,5	23,9	21,0
Patrons - cadres :						
— importance	10,1	8,6	15,1	14,0	18,6	8,7
— aggravation	28,2	23,0	27,8	30,3	21,2	20,6

Eléments de conclusion.

Dans l'enquête menée par l'équipe AGLOP-GLOPO, certaines questions m'ont paru présenter un intérêt particulier pour la perspective théorique de Dahrendorf. L'analyse devrait cependant être approfondie au niveau des réponses à certaines autres questions posées, et au niveau des croisements des réponses entre elles.

D'ores et déjà cependant, l'examen des réponses à ces quelques questions permet de conclure à l'intérêt de la confrontation des données d'opinion à l'analyse proposée par Dahrendorf.

Certains points me paraissent plus précisément dignes d'intérêt.

1. Il est faux de dire que les gens ont modifié leur image de la société, qu'ils ne considèrent plus celle-ci en termes de divisions et de conflits. La thèse de Dahrendorf trouve une assez large confirmation au niveau des perceptions :

- les conflits sont bien perçus par l'opinion : leur aggravation est ressentie par beaucoup ;
- la perception des autres groupes porte bien la marque des clivages en termes d'autorité : les cotes de sympathie éprouvée pour les diverses catégories professionnelles sont très différenciées ; les sentiments de satisfaction liés au rôle professionnel sont assez distincts.

2. Les résultats de l'enquête montrent que dans l'opinion la position au sein de la structure d'autorité dans la profession tend à cesser d'être identique à la position au sein de la structure d'autorité de la société. Ce que l'analyse théorique de Dahrendorf a dégagé, correspond au niveau de l'opinion à une réalité perçue par beaucoup. Cette distinction s'accompagne d'une diminution de l'importance du rôle professionnel.

- Cette dissociation est apparue surtout au niveau des questions portant sur les niveaux de satisfaction (différences nettes entre les niveaux de satisfaction pour la vie « en général dans notre société et les niveaux liés aux rôles professionnels »).
- Cette dissociation est apparue également au niveau des questions portant sur les conflits : le conflit opposant « ceux qui ont leur mot à dire » à « ceux qui ne l'ont pas » et qui dépasse le cadre professionnel, sensibilise plus l'opinion que les conflits liés à la sphère professionnelle (que ce soit en termes hiérarchiques ou sectoriels).
- La perte d'importance du rôle professionnel est apparue dans les réponses aux questions portant sur l'identification sociale.
- Ces tendances prennent cependant des aspects particuliers parmi les indépendants (commerçants, artisans, agriculteurs) : l'identification à leur rôle professionnel est plus grande que dans les autres catégories ; du point de vue strictement de ce rôle, leur position est privilégiée (ce qui apparaît par ailleurs dans certaines réponses), mais un sentiment de privation relative paraît assez largement répandu parmi ces catégories signifiant par là que c'est l'accès au pouvoir, au niveau de la société globale, qui est le plus déterminant.

3. S'il est vrai que les problèmes de l'industrie ont cessé de concerner, au premier chef, chaque citoyen, cela ne signifie pas que les anciens clivages aient disparu :

- les conflits patrons/travailleurs et riches/pauvres sont perçus par beaucoup comme s'aggravant ;
- les cotes de sympathie manifestées à l'égard des tenants de l'autorité « traditionnelle » (les riches, les patrons) sont peu élevées.

4. Cependant si les conflits d'autorité sont assez bien perçus par l'opinion, le public paraît vouloir se situer à une certaine « distance » de ces conflits : le sentiment d'être concernés par eux est toujours moins vif que l'appréciation portée sur leur aggravation. Qu'y a-t-il dans cette distanciation : crainte de voir l'éclatement du conflit compromettre les avantages acquis, ou satisfaction réelle liée à des rôles non professionnels et non « public » ? Des analyses plus fouillées devraient permettre de répondre à cette question (notamment au niveau d'enquêtes qualitatives).

5. Les familles politiques ne se différencient guère par des images de la société *radicalement différentes* ce qui renvoie :

- à la thèse de Dahrendorf du conflit industriel « institutionnellement isolé » des conflits politiques,
- à l'uniformisation des programmes des partis,
- au fait que les individus ne « collent » plus à des idéologies.

Cependant, ces tendances ne signifient, pas loin de là, qu'il n'y ait plus d'opinions divergentes : selon la structure de leur électorat, les familles politiques expriment des images de la société soit plus en termes de division et de coercition (associés à une plus grande insatisfaction, à des sentiments de privation relative) soit plus en termes d'intégration (associés à plus de satisfaction).

6. Outre ces cinq conclusions à portée générale, d'autres concernent plus particulièrement certaines catégories :

- les possibilités de mobilité sociale atténuent semble-t-il la perception des clivages,
- ce serait au sein de la catégorie ouvrière la plus embourgeoisée objectivement (les ouvriers qualifiés) que les intérêts liés au rôle dans la structure d'autorité sont les plus manifestes,
- les employés du secteur privé tendraient à avoir une image de la société identique à celle des ouvriers,

- la situation des cadres serait perçue comme plus proche de celle des patrons que de celle des travailleurs,
- les universitaires ne seraient pas perçus comme un « groupe d'autorité »,
- les fonctionnaires en général apparaissent assez comme un groupe « de domination »,
- les conflits entre secteurs d'activité paraissent mieux perçus que les conflits entre certaines couches sociales à l'intérieur d'une même classe (en termes d'autorité).

Summary : Public opinion and class conflict.

This article tries to confront the answers to certain questions in the opinion poll with the analysis (as proposed by Dahrendorf) of class conflict in our types of societies.

It is wrong to say that people have modified the image they have of society, or that they would not consider it in terms of division and conflict any longer : conflicts are rather well perceived by public-opinion ; their aggravation is felt by many.

According to the results of the poll, public opinion holds it that positions in the professional authority structure tend to be no longer identical with positions in the authority structure in society as a whole. This distinction goes together with a diminution of the importance of the professional role.

While quite well perceiving authority conflicts, the public seems to try to keep at some « distance » from these conflicts.

According to their electorate's structure, political « families » express images of society either rather in terms of division and coercion (being associated with a larger dissatisfaction, with feelings of relative deprivation), or more in terms of integration (being associated with more satisfaction).



Quelques jugements portés par les belges sur le présent et l'avenir de leur société

par Stéphane BERNARD,

Professeur à l'Université Libre de Bruxelles.
Directeur du Centre de Sociologie Politique
de l'Institut de Sociologie de l'ULB.

★

Préambule.

Avant d'analyser les résultats que l'on a choisi de commenter sous ce titre, il est bon de préciser l'usage qui sera fait, ci-dessous, de l'échantillon de population étudié, d'énumérer les questions retenues, d'esquisser le plan des notices qui suivent et de donner une idée de la répartition du revenu national dans les sociétés industrielles.

1. Utilisation de l'échantillon.

a) *Nombre d'individus compris dans l'échantillon.*

L'échantillon de population utilisé comprend 4.444 individus.

b) *Catégories d'individus retenues pour l'analyse des réponses.*

Trois modes d'analyse de l'échantillon ont été retenus parmi bien d'autres possibles :

- la répartition des individus par catégories idéologiques :
 - les catholiques pratiquants, soit 46,8 % de l'ensemble,
 - les catholiques non pratiquants ; soit 34,5 % de l'ensemble,
 - les non catholiques, soit 15,8 % de l'ensemble.

— la répartition des individus par niveaux de revenus échelonnés entre moins de 8.000 F par mois et plus de 50.000 F par mois. Il s'agit de revenus mensuels nets cumulés. L'épaisseur des tranches et le pourcentage d'individus par tranche sont donnés ci-dessous.

— 8.000	8—12.000	12—16.000	16—22.000	22—30.000	30—50.000	+ 50.000
3,2 %	6,9 %	10,8 %	20,5 %	22,3 %	19,6 %	5 %

— la répartition des individus par catégories sociales ; les dix catégories retenues s'attribuent respectivement les pourcentages suivant dans l'ensemble :

1. Ouvriers non qualifiés	17,8 %
2. Ouvriers qualifiés	14,9 %
3. Employés (secteur privé)	16,1 %
4. Employés (secteur public)	11,8 %
5. Commerçants-artisans	11,3 %
6. Cadres (secteur privé)	6,2 %
7. Fonctionnaires supérieurs	7,6 %
8. Professions libérales-chefs d'entreprises	2,9 %
9. Agriculteurs	5,0 %
10. Autres	6,5 %

c) *Problèmes posés par les non réponses.*

Comme les pourcentages d'individus qui ne répondent pas sont généralement élevés (± 20 % du total), les pourcentages globaux sont initialement calculés de deux façons : a) sur la totalité de l'échantillon ; b) sur la partie de l'échantillon qui a répondu (± 80 % de l'ensemble) ; les seconds sont donc plus élevés que les premiers.

Tous les résultats non globaux sont exprimés en pourcentages des réponses données.

Il n'a malheureusement pas été possible de connaître en temps utile la distribution des non réponses dans l'échantillon. Nous ignorons où sont situés les individus qui n'ont pas répondu et c'est une lacune. Une dispersion homogène des non réponses dans l'ensemble de l'échantillon serait sans grande incidence sur l'interprétation des résultats. En revanche, leur concentration dans les niveaux de revenus inférieurs modifierait la portée des résultats à ces niveaux et pourrait, en outre, être utilisée, à ces mêmes niveaux, comme un indicateur d'apathie ou de résignation.

d) *Niveau d'analyse.*

Faute de temps et de place, on a dû se contenter d'analyser les réactions du niveau national pondéré ; il ne sera donc pas question ci-dessous des réactions des Flamands, des Wallons, et des Bruxellois, à une exception près.

2. Portée des questions analysées.

On trouvera le libellé détaillé des questions étudiées en tête de chaque notice, aussi se contentera-t-on de préciser ici la portée générale de ces questions qui cherchent à faire apparaître :

- les attitudes à l'égard des valeurs de base de la société de consommation ;
- le degré d'insatisfaction et de satisfaction des individus à l'égard des conditions actuelles de vie en Belgique ;
- l'évolution de cette insatisfaction et de cette satisfaction au cours des dernières années ;
- la façon dont chaque catégorie sociale situe chacune des autres catégories sur une échelle de satisfaction-insatisfaction ;
- les attitudes à l'égard de la redistribution du revenu national ;
- l'avenir politique probable du pays ;
- l'avenir politique souhaité par les personnes interrogées.

Au total, sept questions seulement ont été retenues sur les quelque 73 questions posées. Les quatre premières concernent des jugements portés sur les conditions de vie actuelle en Belgique ; elles sont traitées dans la première section de cette étude. Les trois dernières concernent principalement des jugements portés sur l'évolution ultérieure de notre système politique. Elles sont traitées dans la deuxième section.

3. Plan-type des notices.

Les points suivants sont successivement traités, sauf variantes du plan :

- pourcentages globaux des réponses données aux différentes modalités de la question (deux modes de calcul) ;
- distribution des réponses par milieu idéologique ;
- distribution des réponses par tranche de revenu ou par catégorie sociale ;
- analyse des résultats ;
- interprétation des résultats ;
- comparaison éventuelle des résultats avec d'autres résultats.

4. Le problème de l'interprétation théorique des faits.

L'explication d'un fait brut, d'une donnée chiffrée, n'est scientifiquement achevée que lorsque ce fait a pris place dans la théorie qui permet de l'interpréter. Chaque donnée factuelle pose, à cet égard, une masse énorme de problèmes d'interprétation. C'est la raison pour laquelle on a cru utile d'évoquer ces problèmes chaque fois que cela était nécessaire pour

faire comprendre à quel point l'idée qu'il suffit d'exprimer statistiquement des données pour en avoir fini avec elles peut être dangereuse.

Les réflexions théoriques et l'accumulation des faits sont deux moments complémentaires de la compréhension des réalités.

Il n'y aura ni progrès de la théorie, ni progrès des techniques d'analyse aussi longtemps que l'interprétation théorique des faits et que les techniques de mise en évidence des faits ne se féconderont pas réciproquement.

Il ne faut pas se dissimuler qu'un progrès, même modeste, dans cette voie suppose une réforme profonde des habitudes de travail des spécialistes de ces questions.

5. Mode de répartition du revenu national dans les sociétés industrielles.

Avant d'entamer l'analyse des réponses, il est nécessaire de préciser la façon dont le revenu national se répartit dans notre type de société.

On avait tout d'abord songé à « croiser » les catégories sociales qui composent l'échantillon avec les divers niveaux de revenus qu'il permet de mettre en évidence, mais il n'est pas certain que le résultat aurait été significatif.

C'est pourquoi on a préféré se reporter à d'autres sources d'information. Le problème que se posent les statisticiens dans cet ordre d'idées est simple à formuler mais excessivement ardu à résoudre : il s'agit de savoir quelle est la partie du revenu national qui est attribuée à chaque tranche de 10 % de la population, ces dix « déciles » étant d'autre part rangés par ordre de revenus croissants.

Les données qui suivent sont empruntées à l'ouvrage récent de A.B. Atkinson, *The Economics of Inequality*, Oxford University Press, 1975. On notera qu'en ce qui concerne les extraits ci-dessous, cet auteur se réfère principalement à des statistiques établies à l'intention de la Commission Economique Européenne.

Tous les revenus exprimés s'entendent impôts non déduits.

1. Distribution du revenu national dans quelques pays industriels (Extraits) (op. cit., p. 26)

	20 % les plus riches	40 % les plus pauvres
USA (1966)	44,0 %	15,0 %
Suède (1963)	44,0 %	14,0 %
Grande-Bretagne (1964)	44,2 %	15,3 %
Pays-Bas (1962)	48,4 %	14,0 %
France (1962)	53,7 %	9,5 %

2. *Distribution du revenu national dans trois pays occidentaux*
(Extraits) (op. cit., p. 46)

	<i>Grande-Bretagne</i> 1964	<i>Pays-Bas</i> 1962	<i>République fédérale</i> 1964
10 % les + pauvres .	2,0 %	1,3 %	2,1 %
30 % les + pauvres .	9,3 %	8,2 %	10,0 %
10 % les + riches . .	29,3 %	33,8 %	41,4 %

Il faut retenir de cela que grosso modo, les 10 % les plus favorisés de la population s'attribuent environ 30 % des revenus nationaux, alors que les 30 % les moins favorisés n'en obtiennent qu'environ 10 %.

Cet état de choses a-t-il sensiblement évolué depuis la guerre ? « On doit (...) souligner écrivait en 1975 un des directeurs de la Banque Nationale qu'il n'y a pratiquement pas eu de redistribution du revenu national [en Belgique] depuis vingt-cinq ans » (1).

Il est à peine besoin de souligner qu'il serait impossible de poser correctement le problème de la redistribution du revenu national sans connaître trois données de base : l'échelle des revenus après paiement des impositions, l'importance de la fraude fiscale et la fraction des revenus qui est épargnée à des fins d'investissements.

*
**

L'importance des données qui précèdent ne saurait être surestimée du point de vue de l'analyse des systèmes politiques occidentaux.

Toute la science poitique et, à travers elle, toute la science économique, gravite autour du divage riches-pauvres.

Le problème est, paradoxalement, plus fondamental encore dans les régimes démocratiques que dans les autres, parce que la démocratie est le seul régime qui confère aux non privilégiés une puissance politique qui leur donne, institutionnellement parlant, la capacité de régler le problème de l'inégalité économique à leurs conditions.

Comment faire, en d'autres termes, pour que la puissance électorale que confère la démocratie aux moins favorisés, qui sont de loin les plus nombreux, n'entre pas en conflit avec la puissance réelle que la possession des richesses et le contrôle des leviers de commande donne normalement aux plus riches, qui sont de loin les moins nombreux ?

Le problème ne comporte qu'une solution : c'est que la masse des salariés se répartisse entre deux partis politiques au moins et qu'une pro-

(1) René EWALENKO, La Crise économique ; origine et implications, *Socialisme*, n° 130, août 1975, p. 279.

portion suffisamment grande de cette masse se déclare satisfaite de son sort.

L'enquête atteste, pour sa part, que la seconde branche de cette condition est effectivement réalisée.

Si l'enquête confirme ce résultat par voie de sondages, elle n'en fait pas apparaître le mécanisme : seule une théorie générale des systèmes politiques pourra faire comprendre pourquoi ce qui se passe effectivement doit nécessairement se passer.

Le principe du phénomène est connu. C'est le « cross cutting » des auteurs anglo-saxons, le clivage idéologique des masses. Ce n'est cependant là qu'un point de départ. L'essentiel reste à faire pour situer cet élément du « puzzle » dans le contexte théorique global qui permettra de l'interpréter.

SECTION I. — JUGEMENTS PORTES SUR LA VIE ACTUELLE.

QUESTION. *Que pensez-vous des principes suivants ?* 1° *La liberté d'entreprise.* 2° *La recherche individuelle du profit.* 3° *Le droit pour les riches de jouir librement de leurs revenus sans payer d'impôts trop lourds.* 4° *Le droit de transmettre un patrimoine important à ses enfants.* 5° *Le droit de faire fortune.*

Trois réponses possibles : a) *respect absolu* ; b) *devrait être limité par l'Etat* ; c) *à remplacer.*

1. Distribution globale des réponses.

	<i>Respect absolu</i>		<i>A limiter</i>	
Libre entreprise	55,9	67,6	23,6	28,7
Recherche du profit	28,8	35,6	41,7	52,3
Revenus des riches	11,4	13,8	40,4	47,9
Héritage	71,9	85,3	8,6	10,1
Droit de faire fortune	59,3	70,5	18,8	22,7
(suite du tableau)	<i>A remplacer</i>		<i>Non réponses</i>	
Libre entreprise	3,1	3,8	17,5	
Recherche du profit	9,5	12,1	20,0	
Revenus des riches	31,5	38,3	16,7	
Héritage	3,8	4,6	15,7	
Droit de faire fortune	5,6	6,8	16,2	

N.B. Dans chaque couple de pourcentages, le premier est calculé sur l'ensemble de l'échantillon, le second sur la fraction de l'échantillon qui a répondu.

Analyse.

Les principes 1, 4 et 5 sont approuvés par des majorités importantes oscillant entre 55,9 et 71,9 %, ce qui entraîne de faibles soutiens minoritaires oscillant entre 8,6 et 23,6 % en faveur de la limitation de ces libertés par l'Etat et entre 3,1 et 5,6 % en faveur de leur remplacement.

La situation est inverse pour les principes 2 et 3. Le principe 3 fait l'objet d'une désaffectation particulièrement massive (11,4 % seulement en faveur du respect absolu). Le score du principe 2 semble en contradiction avec celui du principe 5. La recherche individuelle du profit est condamnée alors que le droit de faire fortune est positivement plébiscité. Il est probable que les répondants ont lié le principe 2 au principe 3 et qu'ils ont voulu condamner en (2) la maximisation de la recherche du profit dans la mesure où elle est à la base de la situation privilégiée des riches.

2. Distribution idéologique des réponses.

	<i>Catholiques pratiquants</i>		
	<i>Respect absolu</i>	<i>A limiter</i>	<i>A remplacer</i>
Libre entreprise	70,7	26,2	3,1
Recherche du profit	36,2	52,9	11,0
Revenus des riches	14,1	55,5	30,4
Héritage	89,0	8,1	2,9
Droit de faire fortune	71,8	22,9	5,3

<i>(suite du tableau)</i>	<i>Catholiques non pratiquants</i>		
	<i>Respect absolu</i>	<i>A limiter</i>	<i>A remplacer</i>
Libre entreprise	67,8	29,2	3,0
Recherche du profit	35,7	53,6	10,6
Revenus des riches	13,6	44,3	42,1
Héritage	84,7	10,9	4,4
Droit de faire fortune	71,9	21,6	6,4

<i>(suite du tableau)</i>	<i>Non catholiques</i>		
	<i>Respect absolu</i>	<i>A limiter</i>	<i>A remplacer</i>
Libre entreprise	58,1	34,8	7,1
Recherche du profit	33,7	47,9	18,4
Revenus des riches	13,0	33,9	53,1
Héritage	75,7	14,1	10,1
Droit de faire fortune	63,4	24,3	12,3

Analyse.

La répartition des réponses par milieux idéologiques révèle un phénomène qui se vérifie, avec des variantes, à travers toutes les réponses analysées. Lorsqu'un aspect de la réalité sociale est critiqué, les catholiques pratiquants sont moins critiques que l'individu moyen, les non catholiques plus critiques, tandis que les catholiques non pratiquants ont des attitudes qui se situent entre les deux extrêmes.

Ce décalage n'empêche pas les réponses caractéristiques de chaque milieu de rester du même ordre de grandeur que les pourcentages globaux. Ainsi, alors que le respect absolu de la liberté d'entreprise était approuvé par 67,6 % des répondants, les pourcentages correspondants des trois milieux idéologiques sont respectivement de 70,7 %, 67,8 % et 58,1 %.

3. Répartition niveaux des réponses par niveaux de revenus.

Comme la volonté de limiter les privilèges des riches serait peu significative si elle n'émanait que des moins favorisés, qui sont de loin les plus nombreux, il est intéressant de rechercher comment les réponses globales se répartissent par niveaux de revenus.

On n'étudiera cette distribution que pour le troisième principe (limitation des revenus élevés) qui fait l'objet de la désaffection la plus significative.

	— 8	8—12	12—16	16—22
Respect absolu	11,8	16,2	13,1	9,1
Limitation	46,9	45,0	44,7	48,4
Remplacement	41,3	38,8	42,2	42,4
(suite du tableau)	22—30	30—50	+ 50	
Respect absolu	16,1	14,4	19,3	
Limitation	45,0	51,2	56,4	
Remplacement	39,0	34,4	24,3	

Analyse

On constate que l'idée de limiter les revenus élevés est largement approuvée par les deux tranches supérieures de revenus. Moins de 20 % des individus situés à ces deux échelons sont d'un avis contraire.

Il n'en résulte pas nécessairement que les riches voteraient dans cette proportion contre leurs intérêts dans un référendum véritable. Leurs

réactions semblent, en réalité, trahir deux choses : leur ambivalence morale à l'égard de leurs propres privilèges (à la fois pour et contre, seul le contre s'exprimant ici) et la pénétration de la classe dominante par des valeurs revendicatives qui commencent à être largement diffusées dans le reste de la collectivité.

On ne perdra pas de vue non plus que les grands privilèges ne représentent qu'une petite fraction de la tranche supérieure des revenus. Nous ne connaissons ni leur attitude, ni ce que seraient leurs réactions le cas échéant.

4. Comparaison avec d'autres résultats.

La même question a été posée sous une forme directe dans une autre partie du questionnaire (voy. infra). Le second résultat confirme absolument le premier.

QUESTION. *Nous aimerions savoir ce qu'on pense, en Belgique, de la vie dans notre pays. Dans quelle mesure en êtes-vous satisfaits ?*

La réponse s'inscrit sur un thermomètre à dix degrés ; les cinq premiers repèrent des intensités décroissantes d'insatisfaction, les cinq derniers des intensités croissantes de satisfaction.

Répartition globale des réponses.

Les réponses qui émanent des individus insatisfaits sont totalisées ci-dessous, de même que celles que émanent d'individus satisfaits, ce qui élimine l'intensité des réactions dans chaque catégorie.

	en % de l'échantillon	en % des réponses
± insatisfaits	19,1	24,7
± satisfaits	59,7	75,3
non réponses	21,20	—

Répartition idéologique des réponses.

	Catholiques pratiquants	Catholiques non pratiquants	Non Catholiques
± insatisfaits	18,8	28,2	33,4
± satisfaits	81,2	71,8	66,5

Répartition des réponses par niveaux de revenus (2).

	— 8	8—12	12—16	16—22
Insatisfaction (degrés 1 + 2 + 3) .	10,0	8,8	10,1	5,6
Satisfaction (6 ^e degré)	19,8	23,1	17,8	17,9
Satisfaction (degrés 8 + 9 + 10) .	30,5	34,5	41,6	37,1

(suite du tableau)	22—30	30—50	+ 50
Insatisfaction (degrés 1 + 2 + 3) .	7,7	4,6	2,1
Satisfaction (6 ^e degré)	15,0	12,7	16,1
Satisfaction (degrés 8 + 9 + 10) .	41,3	44,1	48,6

Analyse des résultats.

La répartition globale des réponses indique que la vie en Belgique est largement plébiscitée par 59,7 % de l'ensemble de l'échantillon, et par 75,3 % des répondants.

La répartition idéologique des réponses confirme que les catholiques pratiquants tolèrent mieux les imperfections de la vie sociale que les deux autres milieux et que l'ensemble de l'échantillon (18,8 % de catholiques pratiquants insatisfaits contre 24,7 % dans l'ensemble de l'échantillon, 18,8 % de catholiques pratiquants insatisfaits contre 33,4 % de non catholiques insatisfaits).

La répartition des réponses par niveaux de revenus révèle un phénomène assez surprenant à première vue : la répartition de la satisfaction et de l'insatisfaction est d'un ordre de grandeur comparable dans toutes les tranches de revenus. On ne tentera pas d'interpréter ce phénomène qui justifierait une étude approfondie.

Comparaison avec d'autres résultats.

Il est intéressant de comparer les jugements portés par les Belges sur leurs conditions d'existences, aux jugements qu'ils ont portés sur leur système politique en réponse à une question que nous n'avons pas retenue.

Vie en société :

± insatisfaits 19,1 % ; ± satisfaits 59,7 % ; non réponses 21,2 %.

Système politique :

± insatisfaits 38,4 % ; ± satisfaits 38,2 % ; non réponses 23,4 %.

(2) Il s'agit de résultats partiels : la première ligne de pourcentages comprend, dans chaque tranche, le total des trois degrés les plus élevés d'insatisfaction, la deuxième ligne le degré le plus bas de satisfaction et la troisième, le total des trois degrés les plus élevés de satisfaction.

Cette disparité de réactions est, à tout prendre, assez normale. On peut juger le système politique moins satisfaisant que la vie sociale. Une autre question se présente à l'esprit. Dans quelle mesure les conditions de vie sont-elles le résultat de l'activité du pouvoir ? Plus généralement, dans quelle mesure un résultat d'ensemble (la vie sociale) est-il attribuable aux divers contrôles qui l'ont rendu possible (politiques, économiques, individuels), alors surtout que ces contrôles se contrôlent mutuellement selon des modalités variables ?

On se contentera d'avoir posé la question pour mémoire.

QUESTION. *Etes-vous plus ou moins satisfaits qu'avant de la vie en Belgique (disons qu'il y a quatre ou cinq ans) ?*

Même type d'échelle de réponses que pour la question précédente, mais graduée cette fois en degrés d'insatisfaction ou de satisfaction croissantes.

Répartition globale des réponses.

	en % de l'échantillon	en % des réponses
— satisfaits	31,4	40,1
+ satisfaits	47,1	59,9
non réponses	21,6	—

Répartition idéologique des réponses.

	Catholiques pratiquants	Catholiques non pratiquants	Non Catholiques
— satisfaits	35,6	43,0	46,1
+ satisfaits	64,4	57,0	54,0

Répartition des réponses par niveaux de revenus (degrés 1 + 2 + 3 ; 6 ; 8 + 9 + 10).

	— 8	8—12	12—16	16—22
Insatisfaction (total des 3 premiers degrés) . .	22,6	24,6	12,9	14,3
Satisfaction (6° degré)	23,0	20,1	17,7	15,0
Satisfaction (total des 3 derniers degrés) . .	15,2	22,6	20,6	27,7

(suite du tableau)	22—30	30—50	+ 50
Insatisfaction (total des 3 premiers degrés)	14,4	11,0	5,3
Satisfaction (6 ^e degré)	17,1	18,1	24,3
Satisfaction (total des 3 derniers degrés)	25,4	30,1	47,2

Analyse des résultats.

Ces réponses peuvent, mutatis mutandis, s'analyser de la même façon que les réponses précédentes :

— les individus qui se disent plus satisfaits qu'avant sont beaucoup plus nombreux que ceux qui se disent plus insatisfaits (59,9 contre 40,1 %) ;

— les catholiques pratiquants sont généralement moins insatisfaits que le répondant moyen (35,6 contre 40,1 %), que les catholiques non pratiquants (35,6 contre 43 %) et surtout que les non catholiques (35,6 contre 46,1 %) ;

— la répartition des réponses par niveaux de revenus est comparable dans les six premières tranches de revenus en dépit de disparités sensibles, alors que l'insatisfaction et la satisfaction sont respectivement minimales et maximales dans la tranche la plus élevée.

Comparaison avec d'autres résultats.

Il est, à cet égard encore, possible et significatif de comparer les jugements portés sur l'évolution de la vie sociale à ceux qui visent l'évolution du système politique :

Vie en société :

— satisfaits 31,4 % ; + satisfaits 47,1 % ; non réponse 21,6 %.

Système politique :

— satisfaits 33,4 % ; + satisfaits 40,9 % ; non réponse 25,6 %.

La différence des deux appréciations reste sensible mais elle est moins accusée, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'il ne s'agit plus d'apprécier une différence entre deux réactions, mais une différence portant sur l'évolution de ces deux réactions.

QUESTION. *Sur une échelle à dix degrés allant de « très insatisfait » à « très satisfait », où pensez-vous que se placeraient actuellement les groupes sociaux suivants : ouvriers, employés, cadres et professions libérales, commerçants, patrons et agriculteurs ?*

Portée de la question.

Comment les principales catégories sociales se situeraient-elles mutuellement sur une échelle d'insatisfaction-satisfaction ? Telle qu'elle est formulée ci-dessus, la question ne permet pas d'analyser directement le phénomène.

Pour le décrire sans ambiguïté, il faudrait demander à chaque catégorie comprise dans l'échantillon si elle estime chacune des autres catégories plus ou moins privilégiée qu'elle, mais ce type de libellé se serait heurté à des difficultés techniques.

Une telle exploration serait pourtant intéressante à de nombreux titres.

Elle permettrait, par exemple, de mieux éclairer le mécanisme de l'exode rural. Si les agriculteurs jugeaient la condition ouvrière préférable à celle du petit artisanat, on comprendrait mieux pourquoi les fils de paysans qui abandonnent la terre s'orientent vers l'usine plutôt que vers des professions artisanales qui disparaissent (plombiers, électriciens, etc.) en dépit des énormes besoins en services de ce genre qui caractérisent les sociétés industrielles.

Elle permettrait également de montrer que chaque catégorie sociale est souvent vue autrement par les autres qu'elle ne se voit elle-même. Il y a différentes images concurrentes de la classe ouvrière dans notre société et sa stabilité politique ne peut être appréciée valablement que si l'on n'en néglige aucune. L'isolement relatif de la classe ouvrière est un des facteurs de la stabilité politique des sociétés industrielles. Cela était vrai hier. Ce l'est encore aujourd'hui, mais la configuration des attitudes inter-catégorielles qui permettrait de mesurer le phénomène évolue au fur et à mesure que ces sociétés se transforment.

Elle permettrait finalement d'aborder le problème des rapports entre classes sociales dans une perspective différente de celle qui caractérise l'étude statistique des clivages tentée d'autre part. A tout le moins serait-il souhaitable que les deux techniques d'analyse soient utilisées conjointement.

A travers cette lacune circonstancielle et bien naturelle de l'enquête, on touche à une lacune réelle de la sociologie politique et, en particulier,

de la technique des sondages. Ces disciplines ont, en effet, tendance à privilégier indûment l'étude des attitudes des gouvernés à l'égard du pouvoir aux dépens des jugements que les diverses catégories de gouvernés portent les unes sur les autres. En privilégiant ainsi le consensus politique aux dépens de la cohésion sociale, on oublie que les deux notions s'éclairent réciproquement. On ne comprend bien les attitudes adoptées par les Flamands et par les Wallons à l'égard des gouvernants qui cherchent à arbitrer leurs différends qu'en tenant compte de la façon dont les Flamands et les Wallons se voient mutuellement. Aucun politologue n'ignore ce principe élémentaire d'analyse. Ce qui manque, c'est une technique de mesure directe de la cohésion sociale et une meilleure association des composantes sociologiques et des composantes politiques du phénomène.

Ceci dit, on peut tenter d'approcher indirectement celui-ci en analysant les réponses données à la question posée. Si la satisfaction que les agriculteurs s'attribuent est inférieure à celle qu'ils attribuent aux ouvriers, il en résultera qu'ils jugent la classe ouvrière plus avantagée que la classe paysanne et c'est bien, semble-t-il, ce que l'enquête révèle.

Analyse des réponses.

Voici, à titre d'exemple, ce que donne une analyse partielle des jugements portés par les agriculteurs sur la condition ouvrière et sur leur propre condition.

a) En termes globaux.

— 41,5 % des agriculteurs déclarent les ouvriers insatisfaits, ce qui laisse 58,5 % d'agriculteurs pour juger les ouvriers satisfaits :

alors que :

— 78,8 % des agriculteurs déclarent les agriculteurs insatisfaits, ce qui ne laisse que 21,2 % des agriculteurs pour juger la condition agricole satisfaisante.

b) En termes de degrés de satisfaction ou d'insatisfaction :

— les agriculteurs qui situent les ouvriers au maximum de l'insatisfaction représentent 6 % des agriculteurs ;

— alors que les agriculteurs qui placent les agriculteurs au maximum de l'insatisfaction représentent 30,1 % des agriculteurs.

D'autre part, et au rebours ;

— les agriculteurs qui situent les ouvriers au maximum de la satisfaction représentent 9,1 % des agriculteurs ;

— alors qu'aucun agriculteur ne se situe au maximum de la satisfaction.

Il résulte de ces quelques résultats que les agriculteurs ont effectivement tendance à considérer la condition ouvrière comme plus satisfaisante que la leur.

Problèmes d'interprétation.

Il ne s'agit là que de résultats bruts que seul un complément d'analyse permettrait d'interpréter de façon satisfaisante (3).

Nous nous en tiendrons, pour notre part, à deux observations.

Il y a des agriculteurs dont le niveau de vie est supérieur ou inférieur à celui de certains ouvriers. Les jugements portés par ces deux catégories d'agriculteurs sur la condition ouvrière considérée dans son ensemble peuvent être influencés par ce genre de facteur. Même si l'on devait admettre que la condition ouvrière ou agricole globale n'est qu'une vue de l'esprit, il n'en resterait pas moins que des jugements sont portés sur ce genre d'entités et qu'ils ont un impact politique.

D'autre part, rien ne prouve à priori que l'insatisfaction des agriculteurs dépend principalement du revenu. Elle pourrait aussi dépendre de l'anxiété provoquée par des endettements consentis en vue de permettre la mécanisation des exploitations, de la crainte du lendemain éprouvée par des individus dont les exploitations sont à la limite de la rentabilité, d'une participation jugée insuffisante dans la consommation de certaines valeurs culturelles (vacances, instruction, etc.).

Ces quelques facteurs et bien d'autres qui devraient, pour bien faire, être pris en considération, ne peuvent l'être ici.

SECTION II. — JUGEMENTS RELATIFS A L'AVENIR.

QUESTION. *Faut-il redistribuer le revenu national aux dépens des gros revenus et au profit des petits ?*

Six réponses possibles : 1° tout-à-fait d'accord ; 2° d'accord avec réserves ; 3° cela dépend ; 4° plutôt pas d'accord ; 5° pas du tout d'accord ; 6° ne sait pas.

(3) Cf à ce propos, dans le présent numéro, l'article de Nicole DELRUELLE : L'opinion publique et les conflits de classes.

Répartition globale des réponses.

	en % de l'échantillon	en % des réponses
Accord complet	45,8	52,6
D'accord + réserves	22,0	24,9
Cela dépend	6,9	8,0
Plutôt pas	3,4	4,0
Pas du tout	4,8	5,4
Ne sait pas	4,4	5,1
Non réponses	12,7	—

Répartition idéologique des réponses.

	Catholiques pratiquants	Catholiques non pratiquants	Non Catholiques
Accord complet	46,0	54,4	68,4
D'accord + réserves	31,0	20,3	14,6
Cela dépend	8,3	8,0	7,1
Plutôt pas	4,1	5,3	6,6
Pas du tout	4,9	6,9	3,8
Ne sait pas	4,8	5,2	5,5

Répartition des réponses par niveau de revenus.

	— 8	8—12	12—16	16—22
Accord complet	59,7	62,0	67,8	52,7
D'accord + réserves	27,8	20,4	20,1	28,9
Cela dépend	6,0	4,2	3,1	5,9
Plutôt pas	2,2	1,9	1,7	3,0
Pas du tout	0,0	5,4	1,2	3,9
Ne sait pas	4,4	6,2	6,1	5,7

(suite du tableau)

	22—30	30—50	+ 50
Accord complet	53,5	42,7	39,7
D'accord + réserves	24,8	27,3	23,5
Cela dépend	11,0	12,6	10,0
Plutôt pas	3,6	6,4	10,0
Pas du tout	3,6	6,1	14,4
Ne sait pas	3,6	4,6	2,5

Analyse des résultats.

Sur le plan global, un accord massif en faveur d'une répartition plus équitable des revenus se dégage. La somme des « tout-à-fait d'accord » et des « d'accord avec réserves » représente 67,8 % de l'ensemble de l'échantillon et 77,5 % des réponses données. Le pourcentage des individus qui ne savent que répondre est relativement faible, quant au pourcentage des non réponses (12,7 %), il est beaucoup plus faible que d'habitude, ce qui semble indiquer que cette question particulière a stimulé l'échantillon.

Sur le plan idéologique, ce plébiscite massif se retrouve dans les trois milieux. Le total des deux premières réponses (tout à fait d'accord et d'accord avec réserves) représente 77 % des réponses chez les catholiques pratiquants, 74,7 % des réponses chez les catholiques non pratiquants et 83 % des réponses chez les non catholiques. Les catholiques non pratiquants sont cette fois plus conservateurs que les catholiques pratiquants. L'interprétation des quatre dernières réponses dans les trois milieux ne semble rien révéler de significatif.

L'analyse des réponses par tranches de revenus montre enfin que les pourcentages de « tout à fait d'accord » restent élevés dans les tranches supérieures. Les pourcentages d'individus qui se déclarent d'accord dans chaque tranche sont assez irréguliers, mais ces disparités s'atténuent si on fait la somme des deux premières réponses par tranche et on retombe, par ce biais, sur la plus grande homogénéité habituelle des réponses faites par des individus situés aux divers niveaux de bien-être ; c'est ainsi :

- que les pourcentages de « tout à fait d'accord » descendent de 59,7 % à 39,7 % lorsqu'on glisse de la première à la dernière tranche ;
- alors que les pourcentages exprimant la somme des deux premières réponses sont respectivement de 87,5 %, 82,4 % ; 87,9 %, 81,6 %, 78,3 %, 70,0 % et 63,2 %.

Interprétation des résultats.

Ce score élevé de réponses favorables ne doit pas faire perdre de vue que l'approbation d'un principe de ce genre n'implique nullement que ceux qui l'approuvent en approuveraient aussi les divers modes de réalisation possible.

Les réponses faites n'indiquent qu'une approbation morale. Pour augmenter leur intérêt politique il faudrait changer de grossissement et explorer les réactions de l'échantillon au niveau des principales modalités possibles d'une politique de revenus.

En voici quelques unes pour fixer les idées ;

- alourdissement des taxes frappant les produits de luxe (et les firmes qui les produisent) ;
- accroissement de la fiscalité frappant les revenus du capital, sans allègement des impôts frappant les revenus du travail ;
- accroissement de la fiscalité frappant les revenus du capital, mais avec allègement des impôts frappant les revenus du travail.
- adjonction aux formules précédentes d'un impôt sur le capital analogue à celui qui est prélevé dans certains pays industriels (Allemagne fédérale, etc.) ;
- suppression des présomptions de fraude englobées dans les impositions sur le revenu au profit des contribuables qui accepteraient de renoncer au secret bancaire, etc.

Il n'était pas sans intérêt de souligner que l'accord d'une catégorie d'individus sur un principe peut signifier des choses très différentes au niveau des applications.

Comparaison avec d'autres résultats.

Les données ci-dessus confirment, on le sait, celles qui ont été analysées sous la première question étudiée en tête de la Section I de cette étude, au sujet de la libre jouissance de leurs revenus par les riches.

Il s'agit dans les deux cas de la même question, mais posée dans des termes différents. Dans le premier, on demandait si les riches doivent continuer à jouir d'un privilège. Dans le second, on demande si ce privilège devra être limité dans l'avenir, ce qui touche au futur et au thème dit « de la nouvelle société ».

QUESTION. *Comment voyez-vous l'avenir de notre société ? Indiquez parmi les cinq possibilités suivantes celle qui vous paraît la plus probable : 1° une révolution ; 2° une remise en ordre par voie autoritaire ; 3° les institutions politiques continueront à fonctionner comme maintenant ; 4° nos institutions surmonteront leurs difficultés ; 5° vous ne savez pas.*

Répartition globale des réponses.

	en % de l'échantillon	en % des réponses
Révolution	4,1	4,8
Solution autoritaire	11,5	14,2
Continueront	22,0	26,2
Surmontera	19,8	24,0
Ne sait pas	25,2	30,8
Non réponses	17,5	—

Répartition idéologique des réponses.

	Catholiques pratiquants	Catholiques non pratiquants	Non Catholiques
Révolution	5,5	4,3	3,9
Solution autoritaire	11,8	14,8	19,7
Continueront	24,3	28,3	27,3
Surmontera	27,0	20,7	22,3
Ne sait pas	31,4	31,9	26,7

Répartition des réponses par tranches de revenus.

	— 8	8—12	12—16	16—22
Révolution	6,0	6,6	5,2	4,0
Solution autoritaire	14,8	20,1	14,4	7,6
Continueront	20,4	20,3	20,0	26,9
Surmontera	17,8	14,8	24,5	22,3
Ne sait pas	41,1	38,2	35,9	39,2

(suite du tableau)	22—30	30—50	+ 50
Révolution	4,6	3,5	5,6
Solution autoritaire	15,8	14,6	17,3
Continueront	28,7	29,5	28,6
Surmontera	26,3	31,0	27,5
Ne sait pas	24,7	21,3	21,0

Analyse des résultats.

Au niveau global, ce qui frappe immédiatement, c'est l'accent relativement fort mis sur le risque « autoritaire » et l'accent relativement faible qui affecte le risque « révolutionnaire » : 11,5 contre 4,1 % de l'ensemble et 14,2 contre 4,8 % des réponses.

Cet écart se retrouve dans les trois milieux idéologiques. L'anticipation du risque autoritaire est plus faible chez les catholiques pratiquants que dans les deux autres milieux (11,8, 14,8 et 19,7 %). Les différences d'appréciations du risque révolutionnaire dans les trois milieux sont trop faibles pour être significatives.

Quant aux pourcentages par niveaux de revenus, ils ont tendance à être du même ordre de grandeur dans toutes les tranches, mais avec des irrégularités qui semblent difficiles à expliquer à première vue.

Interprétation des résultats.

On a préféré discuter cette interprétation au titre de la question suivante, qui fait apparaître des distributions d'attitudes très semblables, mais dans un éclairage beaucoup plus significatif, puisqu'il ne s'agira plus d'avenir prévu, mais d'avenir souhaité.

Cela nous laisse le loisir d'évoquer un phénomène que tous les sondages de ce type confirment et que les réponses à cette dernière question vérifient indirectement : dans toutes les sociétés industrielles, on trouve en règle générale, au moins cinquante pour cent de la population pour se déclarer satisfaite de la vie en société.

Il s'agit d'un fait nouveau dans l'histoire des peuples : les quelque cent millions d'Américains sur deux cents, les quelque vingt-cinq millions de Français sur cinquante qui plébiscitent leur société et souvent leur système politique représentent une masse écrasante de ralliés inconditionnels par rapport à la couche sociale extrêmement mince qui pouvait se dire dans l'aisance il n'y a pas si longtemps.

Cette expansion de la satisfaction est certainement liée à l'énorme enrichissement qui caractérise aujourd'hui la moitié supérieure de la population dans les sociétés industrielles. Le fait n'en demeure pas moins que l'acceptation de l'ordre établi est beaucoup moins distordue que la répartition du revenu national.

Deux questions fondamentales se posent à ce propos.

1° Quelles peuvent être, dans un contexte de ce genre, les attitudes politiques de la moitié inférieure de la population, dont le sort n'est pas comparable ? La pression conformiste exercée par la moitié supérieure sur la moitié inférieure de la stratification sociale n'oblige-t-elle pas la moitié la plus pauvre à consentir malgré elle, par entraînement, par résignation ou par apathie ? Cela permettrait de comprendre que beaucoup plus de la moitié des individus se déclarent finalement satisfaits de la vie en société.

2° Dans quelle mesure la satisfaction exprimée par la moitié supérieure du corps social est-elle authentique ? N'est-elle pas elle-même conditionnée pour une part, et par quoi ?

Le problème est complexe, pour deux raisons.

L'une est que tout est conditionnement dans la vie sociale, ce qui signifie qu'il n'existe pas d'attitudes politiques non conditionnées, même au sommet de l'échelle des revenus.

L'autre et ceci explique cela, est qu'il y a deux modes principaux de conditionnements : les conditionnements par récompenses et les conditionnements punitifs. Il en résulte, par définition, que la distribution des

récompenses économiques au profit des milieux privilégiés n'est pas moins conditionnante dans leur chef que la mise en œuvre des autres modes de conditionnement qui permettent d'obtenir le consentement de la partie des échelons inférieurs qui se déclarent satisfaits.

Encore n'est-ce là qu'un point de départ.

On distingue trois formes principales de conditionnements par récompenses : les récompenses immédiates (qui sont principalement économiques) ; les récompenses doctrinales (qui sont fondées sur des espoirs : vie future, paradis socialiste) et les promesses de récompenses.

Les récompenses économiques immédiates peuvent à leur tour prendre deux formes, selon qu'elles sont authentiquement satisfaisantes ou qu'elles ne valent que comme fiches de consolation.

Quant aux conditionnements punitifs, il en existe également trois formes qui se modalisent à l'infini : la coercition, la privation de récompense et la menace de mettre en œuvre les deux premiers modes.

Ces diverses modalités de conditionnement permettent de distinguer par la pensée cinq catégories principales d'attitudes politiques et, à certains égards, de citoyens :

- ceux qui acceptent l'ordre établi parce qu'ils sont bénéficiaires de satisfactions économiques substantielles ;
- ceux qui l'acceptent parce qu'ils sont bénéficiaires de satisfactions doctrinales ;
- ceux qui se résignent à l'accepter en raison des satisfactions économiques inauthentiques qui leur sont attribuées ;
- ceux qui l'acceptent en l'absence de toute satisfaction, parce qu'ils ne se sentent pas en mesure d'échapper aux fatalités qui pèsent sur eux ;
- ceux qui ne l'acceptent pas, mais qui se conforment néanmoins parce que leur révolte potentielle est mise en échec par une force jugée à tort ou à raison invincible.

Rien ne s'oppose à ce que certains de ces conditionnements conjuguent leurs efforts au sein d'une même conscience individuelle. La plus grande tolérance manifestée par les catholiques pratiquants à l'égard des imperfections de la vie en société s'explique simplement si l'on admet qu'à niveaux de satisfactions économiques égaux, les catholiques pratiquants ajoutent aux satisfactions objectives dont ils bénéficient des satisfactions doctrinales qui les rendent moins sensibles aux imperfections de leur condition que ne le sont les individus des deux autres milieux.

Même si l'on accepte cette manière de raisonner, ce ne sera jamais là qu'un début d'explication. Après avoir expliqué pourquoi les catholiques se résignent plus facilement que les non catholiques, il faudra expliquer pourquoi leurs attitudes à l'égard de la question sociale évoluent, pourquoi après avoir été conditionnés dans un sens ils se déconditionnent aujourd'hui pour se reconditionner dans un autre sens, ce que sont le déconditionnement, le reconditionnement et ainsi de suite.

Encore ne s'agit-il que d'un cas particulier d'attitude.

On trouve, en effet, des attitudes politiques conditionnées à tous les niveaux de la stratification sociale. Chacune d'elle n'est interprétable que par référence à l'ensemble du système politique. Encore une fois, seul un modèle global de société peut permettre l'interprétation de ses éléments constitutifs. Un tel modèle sera toujours à refaire, mais plus on le remettra sur le métier, plus on progressera dans la compréhension des ressorts de la vie sociale.

La pensée scientifique ne tourne en cercle qu'en apparence. Les explications les plus complexes ne sont jamais que la menue monnaie de quelques principes simples dont les dosages et l'interprétation seuls doivent être périodiquement remis en question. Vue d'un œil froid et de haut, la condition sociale des hommes a toujours été dramatique. Pour la majorité des hommes vivants, cela est vrai aujourd'hui comme ce l'était hier. Or, les sociétés existent et fonctionnent. C'est donc qu'elles ont dû mettre au point des mécanismes psychologiques qui *obligent les hommes à consentir à l'inacceptable*. Il en sera ainsi aussi longtemps que les systèmes sociaux seront inégalitaires, donc oppressifs. Que les démocraties industrielles le soient moins que tout autre régime antérieur ou extérieur, la chose n'est pas niable. Il n'en demeure pas moins qu'elles le restent assez pour que les mécanismes qui fabriquent le consentement politique depuis l'apparition des sociétés historiques sur la terre y soient toujours actifs. Il se fait simplement qu'au lieu d'occuper l'avant-scène, ils se sont retirés à l'arrière-plan où ils agissent sur un mode discret. Leur action n'en est que plus difficile à déceler. L'étonnant n'est pas qu'un homme puisse être contraint par la force à se plier à l'inacceptable. L'étonnant c'est qu'il puisse, en outre, être amené à y consentir, ce qui n'est pas du tout la même chose. Là est, pensons-nous, la clé de l'élucidation de ce que Napoléon, qui s'y connaissait, appelait le « mystère social ». Le mystère est que les sociétés fonctionnent alors que les inégalités et les oppressions qui les caractérisent devraient, à première vue, y entretenir une anarchie permanente. La solution est que l'on puisse amener l'homme à consentir suffisamment à sa condition pour que les systèmes sociaux fonctionnent tout compte fait. Cette magie va plus loin qu'on ne pourrait le penser à première vue. Croire qu'on est satisfait, c'est déjà l'être de quelque

façon. D'où cet autre paradoxe : l'homme, cet être voué au malheur, profite de la moindre éclaircie pour rire, chanter et danser. L'histoire des cultures l'atteste. Il est vrai que ceux que la société écrase ne font guère l'histoire et l'écrivent moins encore.

La théorie des conditionnements est le fil conducteur qui mène à la compréhension de ce phénomène, mais ce n'est pas un fil conducteur facile à suivre.

QUESTION. *Parmi les cinq possibilités précédentes, quelle est celle que vous souhaitez personnellement voir se réaliser ?*

Répartition globale des réponses.

	<i>en % de l'échantillon</i>	<i>en % des réponses</i>
Révolution	2,1	2,6
Solution autoritaire	16,0	19,5
Continueront	9,8	12,0
Surmontera	38,2	46,1
Ne sait pas	16,2	19,8
Non réponses	17,7	—

Répartition idéologique des réponses.

	<i>Catholiques pratiquants</i>	<i>Catholiques non pratiquants</i>	<i>Non Catholiques</i>
Révolution	1,0	3,9	4,5
Solution autoritaire	15,4	23,3	23,8
Continueront	12,5	12,7	9,1
Surmontera	51,7	39,0	44,3
Ne sait pas	19,4	21,1	18,3

Répartition des réponses par niveaux de revenus.

	<i>— 8</i>	<i>8—12</i>	<i>12—16</i>	<i>16—22</i>
Révolution	2,2	2,6	4,0	1,7
Solution autoritaire	17,4	27,7	19,7	16,2
Continueront	6,1	19,0	8,7	9,5
Surmontera	48,9	21,1	41,9	47,9
Ne sait pas	25,3	29,6	25,6	24,6

(suite du tableau)	22—30	30—50	+ 50
Révolution	2,6	1,3	3,1
Solution autoritaire	18,4	19,8	25,4
Continueront	13,3	16,2	9,2
Surmontera	46,3	53,0	54,7
Ne sait pas	19,4	9,7	7,7

Analyse des résultats.

Lorsqu'il s'agit de qualifier un avenir désiré et non plus seulement de prévoir, l'écart se creuse encore, au niveau global, entre le risque révolutionnaire et le risque autoritaire : 2,1 contre 16 % sur l'échantillon complet, 2,6 contre 19,5 % des réponses. Ceux qui prévoyaient la révolution étaient plus nombreux que ceux qui la souhaitent. Ceux qui prévoyaient le fascisme étaient moins nombreux que ceux qui y voient le remède à leurs anxiétés. En ces matières, les pourcentages sont d'ailleurs des indices très imparfaits. Le poids politique réel d'une minorité active (ou potentiellement active) ne saurait se mesurer adéquatement en pourcentages de l'ensemble.

La distribution idéologique des réponses conserve, en gros, son profil habituel. Cependant, le décalage est cette fois très faible entre catholiques non pratiquants et non catholiques. En outre et dans ces deux derniers milieux, on atteint des pourcentages de risques autoritaires proches des 25 % des réponses, ce qui est très différent des 19,5 % d'abord observés au niveau global.

Quant à la distribution des réponses par niveaux de revenus, elle met bien en évidence l'homogénéité des réactions des différents niveaux de bien-être. En dépit des différences de pourcentages que l'on peut relever entre les tranches, les deux risques restent liés par un écart qui est du même ordre de grandeur dans toutes les tranches. L'anxiété génératrice de réactions pré-fascistes est, sans conteste, très équitablement distribuée dans l'ensemble de la population.

Interprétation des résultats.

Que signifient cette disproportion des deux pourcentages ?

Peut-être, les privilégiés sont-ils plus sensibles aux menaces qui remettent leur statut en question que les non privilégiés, les premiers n'étant pas l'objet de la même pression conditionnante que les seconds. Les uns ont appris la résignation alors que rien ne viendrait tempérer la révolte des couches moyennes menacées par une crise. Cette interprétation serait plus attrayante si le risque autoritaire était plus élevé dans les tranches de revenus correspondantes. L'argument n'est pas nécessairement infirmé

par cette difficulté, mais les données chiffrées n'en indiquent pas moins qu'il faut prendre garde à ne pas l'utiliser d'une manière simpliste.

Une autre explication, beaucoup plus simple, se présente à l'esprit. L'enquête a chiffré le risque révolutionnaire classique (avec prise du pouvoir) mais elle n'a pas cherché à faire apparaître le risque contestataire d'une autre nature qui est apparu depuis mai 1968. Si elle l'avait fait, la somme des deux pourcentages subversifs aurait diminué d'autant l'écart dont on cherche à rendre compte.

On aurait tort, d'ailleurs, d'attacher trop d'importance à cette disproportion des deux risques. Non seulement il n'y a aucune raison, à priori, pour que le nombre des révolutionnaires soit égal à celui des contre-révolutionnaires, mais il n'y en a pas davantage, en dessous d'un certain seuil, pour que les possibilités objectives de révolution dépendent du nombre de ceux qui l'appellent de leurs vœux. Il n'est, à la limite, pas nécessaire du tout qu'une révolution soit possible pour que des factions antagonistes, prenant leurs espoirs ou leurs terreurs pour des réalités, s'enferment dans un affrontement qui les incorpore au réel.

La vraie question est de savoir si une révolution est possible dans un pays industriel, si le vrai risque en cas de crise des institutions n'est pas le risque autoritaire, si la disproportion des pourcentages ne confirme pas l'hypothèse à sa manière et si la « statistique historique » ne va pas dans le même sens. Le fait est que depuis le début du XIXe siècle, aucun mouvement social n'a pu prendre le pouvoir dans ces pays, alors que de nombreuses crises sociales ont entraîné des réactions autoritaires victorieuses. Il y a-t-il des raisons pour que les choses aient changé, alors que l'enrichissement de couches moyennes a considérablement élevé le nombre des individus qui se sentent menacés par ceux qui sont situés plus bas qu'eux dans l'échelle sociale ?

Venons-en à un autre ordre d'idées.

Les théoriciens de la démocratie distinguent, depuis toujours, entre « l'opposition dans le régime » et « l'opposition au régime ». Les réponses précédentes montrent qu'il est nécessaire de distinguer corrélativement le mécontentement « dans la société » du mécontentement dirigé « contre la société ». Rien n'empêche une même catégorie sociale de se déclarer simultanément insatisfaite de sa condition et satisfaite de la société comme telle. Il n'y a pas contradiction parce que les deux réactions ne sont pas mesurées sur la même échelle, mais il y a ambivalence d'attitude.

On se souviendra que 21,2 % des agriculteurs seulement se déclaraient satisfaits de leur condition, les 78,8 % restant s'accordant pour la juger insatisfaisante à des degrés divers.

Or, quand on comptabilise les réactions de la même catégorie sociale à l'égard de la vie en Belgique, 74,7 % des agriculteurs se déclarent satisfaits ; le reste, soit 25 % seulement, se déclare insatisfait.

Les proportions sont presque inverses.

Les ambivalences de ce genre se retrouvent aujourd'hui dans tous les domaines. Les citoyens des pays industriels sont de plus en plus pour et contre l'automobile, l'urbanisation sauvage, la croissance économique, la société de consommation, et par sommation de ces composantes, la société elle-même. Aussi longtemps qu'il se maintient, un tel blocage des consciences individuelles implique, au niveau politique, un blocage corrélatif de toute volonté réformatrice cohérente.

Le seul agent qui puisse réaliser ce blocage des issues aussi longtemps qu'il fonctionne d'une manière acceptable est le pouvoir politique. Il suffirait, pour prendre un exemple, que le pouvoir cesse d'investir dans des entreprises de suraménagement du réseau routier, et spécialement du réseau urbain (tunnels, ponts, enjambements, réseaux d'autoroutes se déployant en spirale à travers les tissus bâtis), pour que la circulation s'arrête et pour que l'acceptation ambivalente de l'automobile cède la place à un rejet révolutionnaire des dirigeants, voire de l'instrument lui-même. Il en va de même, à la limite, de la vie sociale toute entière.

On peut exprimer la même chose d'une façon schématique en distinguant trois états caractéristiques des attitudes de la collectivité à l'égard du pouvoir. La satisfaction absolue (S), l'insatisfaction absolue (I) et une forme intermédiaire de ces deux états qui les associe sous des formes compatibles (i/s). Le pouvoir ne peut réaliser la satisfaction absolue de tous faute de moyens et parce qu'il a partie liée avec les couches privilégiées. Les gouvernants ne peuvent pas davantage permettre à l'insatisfaction absolue de se généraliser parce qu'ils perdraient leur pouvoir. Il ne reste, dès lors, au système qu'une issue praticable : maintenir la collectivité dans un état d'ambivalence intermédiaire caractérisé par une faible proportion d'insatisfaction dangereuse et par une forte proportion d'insatisfaction non dangereuse, à la rigueur comptabilisable en termes de satisfaction globale et c'est bien ce que l'enquête fait apparaître.

Comment qualifier ce phénomène ?

Les politologues définissent traditionnellement le pouvoir comme un organe dont le rôle est de résoudre des problèmes en allouant autoritairement des valeurs rares. Cette définition n'est pas sans mérites, mais elle n'est guère éclairante, en l'espèce. Mieux vaudrait comparer les sociétés humaines à des organismes assaillis en permanence par des nuisances de toutes sortes (guerre, maladie, pauvreté, inégalité, exploitation, pollution, etc.) et définir, dans ce contexte, le contrôle politique comme l'organe social dont le rôle est, non de supprimer ces nuisances, mais

de les rendre supportables. Si le problème est de refouler inlassablement ces nuisances sous les seuils d'intolérance des collectivités, le pouvoir résout certes des problèmes mais, ce faisant, il consolide aussi ce qu'il combat. C'est dire que tout pouvoir fait en permanence deux choses très différentes : transformer des nuisances jugées insupportables en nuisances tout juste supportables et, par le fait même, consolider la partie des nuisances qu'il n'a pas pu ou pas voulu éliminer. Comment, dans ces conditions, les sociétés humaines pourraient-elles être autre chose que des conservatoires de nuisances consolidées ?

Telle était bien la question posée, puisqu'il s'agissait d'expliquer l'ambivalence essentielle dont fait preuve le citoyen moderne à l'égard de l'ordre social existant. On a voulu montrer, une fois encore, que ce type de phénomène ne peut s'interpréter que dans le cadre d'une étude systémique, c'est-à-dire globale, du contrôle politique.

Il reste à évoquer un dernier aspect des choses, celui du calcul explicite ou implicite des risques et des avantages qui est à la base de tout choix politique radical. Il n'y a pas contradiction entre l'explication des attitudes politiques en termes de conditionnements sociaux et leur explication en termes de choix rationnels. D'abord et encore une fois parce que toute attitude sociale est conditionnée par le fait même qu'elle est sociale. Ensuite parce que les conditionnements sensibilisent ou désensibilisent les hommes à leur condition et que le degré de sensibilité ou d'insensibilité d'un individu à son sort est un des éléments de base de son calcul politique.

Il semble bien que l'homme moyen n'opte finalement en faveur de la révolte que sous l'action de deux forces conjuguées : le sentiment éprouvé à tort ou à raison de n'avoir rien à perdre en sautant dans l'inconnu, et l'accession corrélatrice à un état de transe qui lui fait considérer comme normal de risquer sa vie dans l'espoir d'améliorer son sort futur ou celui de ses semblables. Les révolutions ne sont pas faites d'abord par des professionnels de la révolution. Elles sont faites d'abord par des masses que leurs malheurs ont rendu enragées. Dire que la propension à vouloir une révolution est faible dans une société industrielle, revient finalement à dire que le citoyen moyen estime avoir plus à perdre qu'à gagner à rejeter le statu quo.

Il serait intéressant d'étudier cet aspect des choses par voie de sondage. L'enquête n'ayant pu s'orienter dans cette direction qui supposerait des moyens accrus, il suffira de rappeler que le phénomène était déjà bien perceptible lors des dernières élections présidentielles françaises. Non seulement les électeurs marginaux dont dépendait l'issue refusaient obstinément de faire pencher la balance en faveur de l'union des gauches, mais la gauche elle-même assortissait ses audaces de tant de précautions oratoires qu'on peut se demander si ces restrictions ne visaient pas autant

à la rassurer elle-même qu'à rassurer les électeurs du centre. On notera enfin que le calcul des avantages et des inconvénients d'une révolution ne dépendent plus seulement aujourd'hui de facteurs internes. Il dépend aussi de la force d'attraction de modèles extérieurs. Or ces modèles ne sont guère engageants. Si un système socialiste se mettait à fonctionner d'une manière acceptable, ne fût-ce que dans un pays, l'équation électorale des régimes occidentaux en serait considérablement modifiée. Nul ne sait ce que l'avenir réserve à cet égard. Les pays occidentaux pourraient être incapables d'enrayer le processus de dislocation des rapports sociaux dans l'abondance qui est en cours. A l'issue de la présente phase d'accumulation forcée, une économie socialiste pourrait « décoller ». Aucune prospective politique ne peut ignorer qu'avant de se réaliser, l'avenir a souvent été si improbable qu'il n'était même pas conçu comme possible.

Modalisation communautaire des résultats.

Il est intéressant de montrer ici à titre exceptionnel comment les réponses à l'échelon national « pondéré » se répartissent aux niveaux communautaires.

	<i>National</i>	<i>Flandre</i>	<i>Wallonie</i>	<i>Bruxelles</i>
Révolution	2,6	1,2	3,5	6,3
Solution autoritaire .	19,5	11,2	33,9	20,1

La conclusion de ces quelques chiffres ne semble pas douteuse ; le risque autoritaire ne dépend pas du nombre d'individus qui souhaitent une révolution, il dépend de l'image que les individus les plus allergiques au risque révolutionnaire se font de ce risque.

Il aurait presque certainement suffi de demander à l'échantillon d'évaluer subjectivement le pourcentage des révolutionnaires que compte la collectivité nationale pour voir apparaître des pourcentages supposés hors de proportion avec les pourcentages réels.

Considérations finales.

On ne répètera jamais assez que la science politique ne commencera vraiment à se développer que lorsque les théoriciens et les praticiens accepteront de travailler ensemble. Des progrès sensibles ne pourront

être réalisés dans cette direction que par des équipes interuniversitaires au sein desquelles la collaboration des deux types de chercheurs serait érigée en règle impérative.

L'ambivalence des attitudes politiques est peut-être leur caractère principal. En dépit de quelques essais intéressants, une bonne méthode de mesure de cette ambivalence reste à mettre au point. L'état normal des gouvernés est de vouloir des choses contradictoires. On fausse gravement la description de leur attitudes lorsqu'on perd de vue ce phénomène fondamental.

L'indiscipline des gouvernés démocratiques ne doit pas faire perdre de vue que l'égoïsme des assujettis n'exclut pas la nostalgie de l'autorité. Toute collectivité sous-gouvernée est silencieusement demanderesse d'autorité. C'est un autre aspect de l'ambivalence politique. Il y a toujours une solution propre au problème de la restauration du civisme dans une collectivité, mais cela suppose que les privilégiés acceptent de donner l'exemple.

Les sondages d'opinion sont devenus si nombreux dans le monde que la mise à jour permanente d'un Atlas complet de leurs résultats est devenu indispensable.

Les sondages d'opinion ne porteront tous leurs fruits que lorsqu'ils seront complétés par des sondages portant sur les attitudes de la classe dirigeante au sens large du terme. Il n'y a d'intérêt à demander à une collectivité ce qu'elle veut que si l'on demande conjointement à ses cadres dirigeants ce qu'ils croient pouvoir faire. Faute de sondages de ce type, la classe dirigeante connaît mal ses propres attitudes à l'égard des problèmes du jour. Le « connais-toi toi-même » lui en apprendrait autant, sinon plus, sur le fonctionnement du système politique, que la seule analyse des réactions des assujettis.

Summary : Some opinions by Belgians concerning present and future of their society.

The article studies the answers collected for seven questions : four of these deal with the present functioning of the socio-political system ; the three last questions concern the future of the system. One has studied

respectively : the attitudes towards the basic values of the consumers' society ; the level of satisfaction or dissatisfaction with life in Belgium ; the developments in satisfaction or dissatisfaction during the last four years ; how the various main social categories judge their living conditions ; the attitudes towards an eventual redistribution of national income ; the opinions about the probable development of the political system ; those opinions which reveal how one wants the political system to develop. The study of these two last items has allowed to tackle some problems of theoretical interpretation : revolutionary vs. authoritarian risk, dissatisfaction « within the regime » vs. « against the regime », ambivalence of political attitudes, social function of the political power, revolutionary attitudes and rational calculus.

